



---

**Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires**

**PROBLÈMES COMMERCIAUX SPÉCIFIQUES**

**NOTE DU SECRÉTARIAT<sup>1</sup>**

*Révision*

À sa réunion des 15-16 mars 2000, le Comité SPS a demandé au Secrétariat d'établir un document résumant les problèmes commerciaux spécifiques qui avaient été portés à son attention depuis 1995.<sup>2</sup> Le Secrétariat a révisé ce document tous les ans afin d'y inclure les nouveaux renseignements communiqués par les Membres (G/SPS/GEN/204/Rev.1 à G/SPS/GEN/204/Rev.14). Dans cette quinzième révision du document G/SPS/GEN/204, les problèmes commerciaux spécifiques conservent les numéros qui leur ont été attribués antérieurement selon l'ordre chronologique des réunions du Comité auxquelles les problèmes ont été soulevés pour la première fois. Ces numéros servent d'identificateurs uniques et ont pour objet de faciliter le repérage de chaque problème commercial dans le temps.

La quinzième révision du document G/SPS/GEN/204 est divisée en deux sections:

- a. aperçu général des PCS; et
- b. PCS examinés en 2014.

La section 1 du document contient un récapitulatif statistique et graphique de tous les problèmes commerciaux soulevés au sein du Comité SPS entre la première réunion ordinaire de 1995 et la dernière réunion ordinaire de 2014. Les problèmes commerciaux sont répartis en catégories selon qu'ils relèvent de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé des animaux ou de la préservation des végétaux. Un tableau récapitulatif figure également dans cette section qui indique, pour chaque problème commercial spécifique et selon le numéro qui lui a été attribué, le(s) Membre(s) maintenant la mesure, le(s) Membre(s) soulevant le problème, ainsi que des renseignements indiquant si la question a été déclarée résolue.

La section 2 du document contient des renseignements concernant toutes les questions qui ont été portées à l'attention du Comité SPS en 2014. Il s'agit notamment 1) des questions qui ont été soulevées pour la première fois en 2014; 2) des questions qui ont été soulevées auparavant mais qui ont fait l'objet de nouvelles discussions ou d'activités additionnelles en 2014; et 3) des questions dont le Comité n'a pas débattu au fond en 2014, mais au sujet desquelles des Membres ont indiqué qu'une question soulevée précédemment avait été résolue, ou concernant lesquelles une mesure concrète a été prise par un autre organe de l'OMC en 2014 (par exemple l'établissement d'un groupe spécial chargé du règlement du différend sur la question).

---

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits ou obligations dans le cadre de l'OMC.

<sup>2</sup> G/SPS/R/18, paragraphe 20.

## Table des matières

Page

<b>1 APERÇU GÉNÉRAL DES PCS .....</b>	<b>5</b>
<b>Tableau 1 – Liste de problèmes commerciaux spécifiques (1995–2014) .....</b>	<b>8</b>
<b>2 PCS EXAMINÉS EN 2014 .....</b>	<b>34</b>
<b>Tableau 2.1 – Questions soulevées pour la première fois en 2014 .....</b>	<b>36</b>
<b>Tableau 2.2 – Questions soulevées auparavant et qui ont fait l'objet de nouvelles discussions en 2014 .....</b>	<b>37</b>
<b>Tableau 2.3 – Questions déclarées résolues en 2014 .....</b>	<b>37</b>
<b>2.1 Australie .....</b>	<b>39</b>
2.1.1 Santé animale .....	39
Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB (PCS n° 193) .....	39
Non-acceptation par l'Australie de la classification par l'OIE au regard de l'ESB (PCS n° 376) .....	39
<b>2.2 Brésil.....</b>	<b>39</b>
2.2.1 Santé animale .....	39
Mesures visant les crevettes (PCS n° 344) .....	39
Règlement du Brésil concernant les certificats internationaux pour les poissons et les produits de la pêche (PCS n° 377) .....	40
<b>2.3 Chine.....</b>	<b>41</b>
2.3.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires .....	41
Restrictions à l'importation à la suite de l'accident de la centrale nucléaire japonaise (PCS n° 354) .....	41
2.3.2 Santé des animaux .....	41
Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB (PCS n° 193) .....	41
<b>2.4 Union européenne.....</b>	<b>41</b>
2.4.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires .....	41
Application et modification du règlement de l'UE relatif aux nouveaux aliments (PCS n° 238) .....	41
Catégorisation de composés en tant que perturbateurs endocriniens (PCS n° 382) .....	51
2.4.2 Santé animale .....	52
Prescriptions de l'UE concernant le traitement thermique des produits transformés à base de viande importés (PCS n° 351) .....	52
2.4.3 Préservation des végétaux .....	53
Mesures phytosanitaires concernant l'anthracnose des agrumes (PCS n° 356) .....	53
Interdiction appliquée par l'UE aux mangues et à certains légumes en provenance d'Inde (PCS n° 374) .....	55
2.4.4 Autres problèmes .....	56
Retrait par l'UE de l'équivalence pour les produits biologiques transformés (PCS n° 378) .....	56
<b>2.5 Inde .....</b>	<b>57</b>
2.5.1 Santé animale .....	57
Conditions d'importation de viande de porc et de produits porcins (PCS n° 358).....	57

2.5.2 Préservation des végétaux .....	59
Prescriptions à l'importation appliquées par l'Inde aux myrtilles et aux avocats (PCS n° 371) .....	59
<b>2.6 Indonésie .....</b>	<b>60</b>
2.6.1 Préservation des végétaux .....	60
Fermeture de ports indonésiens (PCS n° 330) .....	60
<b>2.7 Hong Kong, Chine .....</b>	<b>67</b>
2.7.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires .....	67
Restrictions à l'importation à la suite de l'accident de la centrale nucléaire japonaise (PCS n° 354) .....	67
<b>2.8 Japon .....</b>	<b>67</b>
2.8.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires .....	67
Restrictions concernant les crevettes imposées en raison de la présence de résidus d'antioxydants (PCS n° 342) .....	67
<b>2.9 Corée, République de .....</b>	<b>68</b>
2.9.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires .....	68
Restrictions à l'importation renforcées appliquées aux produits à base de poisson en ce qui concerne les radionucléides (PCS n° 359) .....	68
2.9.2 Santé animale .....	69
Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB (PCS n° 193) .....	69
<b>2.10 Fédération de Russie .....</b>	<b>70</b>
2.10.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires .....	70
Restrictions à l'importation appliquées aux produits de confiserie (PCS n° 368) .....	70
2.10.2 Santé animale .....	71
Interdiction d'importer des porcins vivants et des produits à base de viande porcine en raison de la peste porcine africaine (PCS n° 369) .....	71
Prescriptions en matière d'accès aux marchés imposées par la Russie sur la viande bovine (PCS n° 379) .....	72
2.10.3 Préservation des végétaux .....	72
Restrictions à l'importation de certains types de produits végétaux (PCS n° 372) .....	72
Restrictions appliquées aux importations de fruits et légumes (PCS n° 380) .....	73
2.10.4 Autres problèmes .....	74
Prescriptions concernant les certificats vétérinaires (PCS n° 381) .....	74
<b>2.11 Arabie saoudite, Royaume d' .....</b>	<b>75</b>
2.11.1 Santé animale .....	75
Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB (PCS n° 193) .....	75
<b>2.12 Taipei chinois .....</b>	<b>75</b>
2.12.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires .....	75
Restrictions à l'importation à la suite de l'accident de la centrale nucléaire japonaise (PCS n° 354) .....	75
<b>2.13 Turquie .....</b>	<b>75</b>
2.13.1 Santé animale .....	75
Prescriptions concernant l'importation de viande ovine (PCS n° 340) .....	75

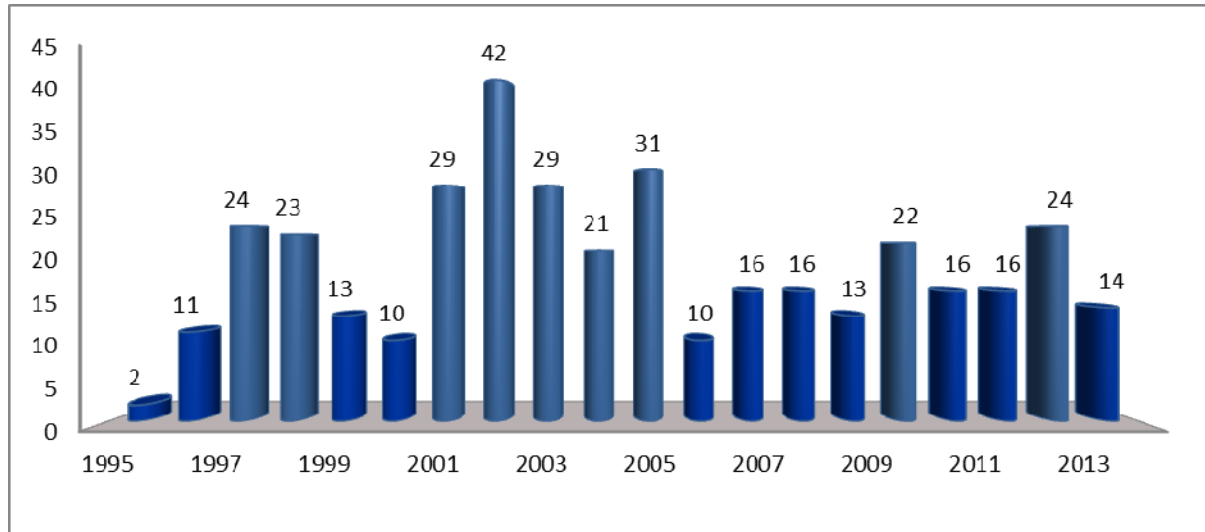
---

2.13.2 Santé animale .....	77
Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB (PCS n° 193) .....	77
<b>2.14 États-Unis d'Amérique.....</b>	<b>77</b>
2.14.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires .....	77
LMR par défaut, limites de détermination ou limites de quantification imposées par les États-Unis sur le riz basmati (PCS n° 328) .....	77
2.14.2 Santé animale .....	78
Importations aux États-Unis de viande en provenance du Brésil (PCS n° 370).....	78
Non-acceptation par les États-Unis de la classification par l'OIE au regard de l'ESB (PCS n° 375) .....	79
2.14.3 Préservation des végétaux .....	79
Règlement provisoire concernant les matériaux d'emballage à base de bois massif (PCS n° 59) .....	79
États-Unis – Coût élevé de la certification pour les exportations de mangue (PCS n° 373) .....	80
2.14.4 Autres problèmes.....	81
Mesures visant les poissons-chats (PCS n° 289) .....	81
<b>2.15 Certains Membres .....</b>	<b>82</b>
2.15.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires .....	82
Restrictions à l'importation à la suite de l'accident de la centrale nucléaire japonaise (PCS n° 354) .....	82
2.15.2 Santé animale .....	84
Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB (PCS n° 193).....	84

## 1 APERÇU GÉNÉRAL DES PCS

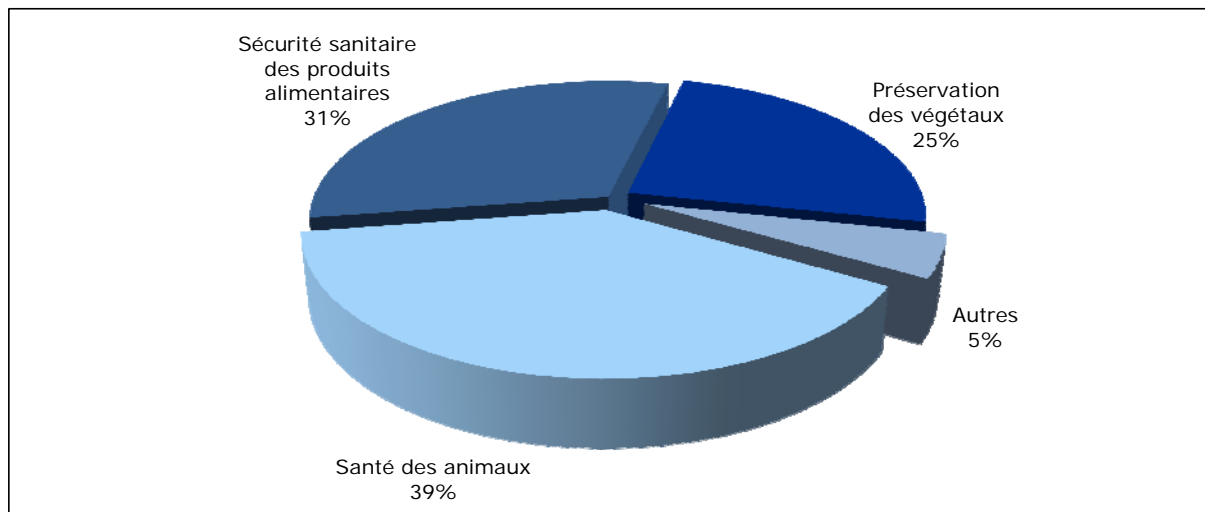
1.1. Au total, 382 problèmes commerciaux spécifiques ont été soulevés au cours des 20 années qui se sont écoulées de 1995 à 2014 inclus. Le graphique 1.1 montre le nombre de nouveaux problèmes soulevés chaque année, soit 14 en 2014.

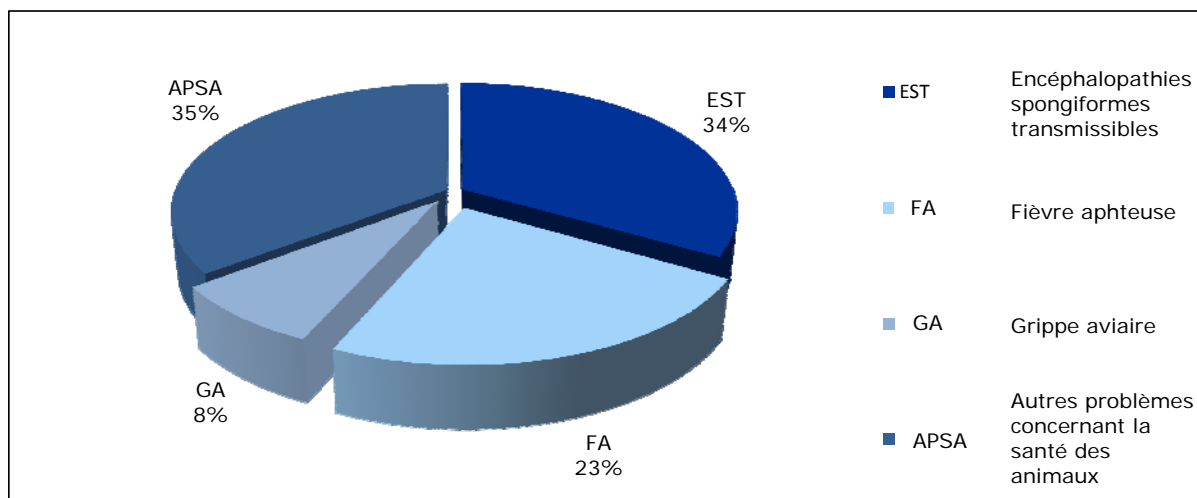
**Graphique 1.1 – Nombre de nouvelles questions soulevées**



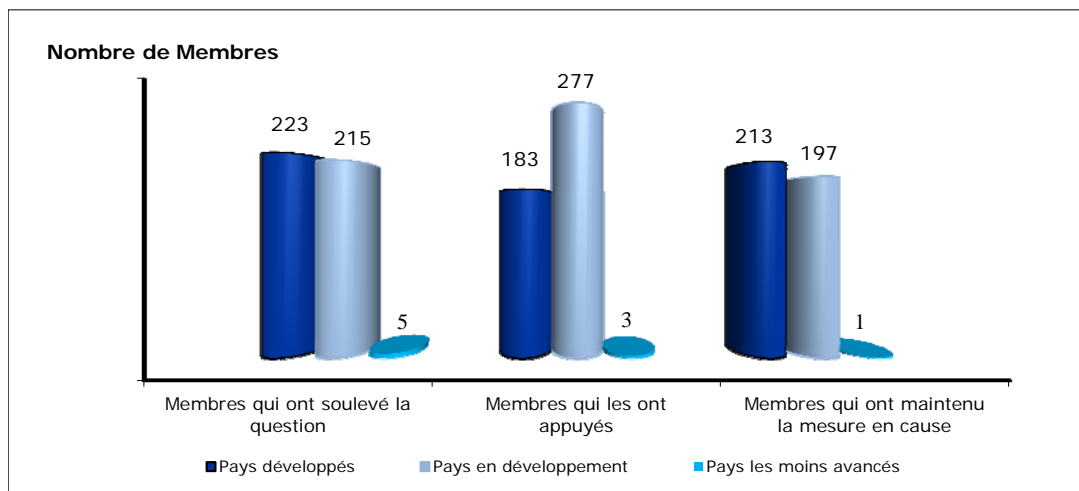
1.2. Le graphique 1.2a répartit les problèmes commerciaux soulevés au cours des 20 années écoulées en catégories selon qu'ils relèvent de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé des animaux ou de la préservation des végétaux. Dans l'ensemble, 31% des problèmes commerciaux ont trait à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, 25% à la préservation des végétaux et 5% à d'autres questions telles que les prescriptions en matière de certification, le contrôle ou les procédures d'inspection. Dans 39% des cas, les problèmes ont trait à la santé des animaux et aux zoonoses. La catégorie de la santé animale et des zoonoses se subdivise à son tour en fièvre aphteuse, encéphalopathies spongiformes transmissibles (EST), grippe aviaire et autres problèmes concernant la santé des animaux. Le graphique 1.2b montre que les EST représentent 34% des problèmes concernant la santé des animaux, tandis que les questions relatives à la fièvre aphteuse et à la grippe aviaire en représentent respectivement 23% et 8%. Les 35% qui restent se rapportent à d'autres problèmes concernant la santé des animaux.

**Graphique 1.2a – Problèmes commerciaux par sujet (1995-2014)**



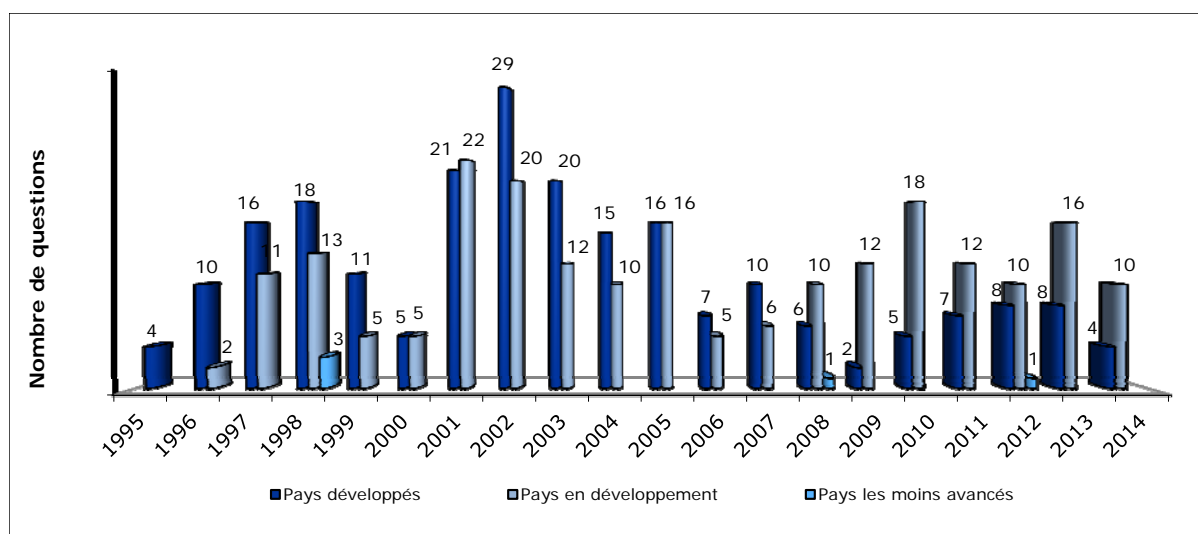
**Graphique 1.2b – Problèmes commerciaux concernant la santé des animaux et les zoonoses (1995-2014)**

1.3. Les pays en développement participent activement aux travaux réalisés au titre de ce point de l'ordre du jour des réunions du Comité SPS. Le graphique 1.3a montre qu'au cours des 20 années écoulées, les pays en développement Membres ont soulevé 215 problèmes commerciaux (il est arrivé à maintes reprises que la question soit soulevée, appuyée ou maintenue par plus d'un Membre), les pays développés Membres 223, et les Membres comptant parmi les pays les moins avancés 5.<sup>3</sup> Dans 277 cas, un pays en développement Membre a appuyé un autre Membre qui avait soulevé une question, contre 183 pour les pays développés Membres et 3 pour les pays les moins avancés Membres. Dans 213 cas, la mesure en question était maintenue par un pays développé Membre, et dans 197 cas par un pays en développement Membre. Un problème commercial concernant des mesures maintenues par un pays moins avancé Membre a été soulevé. Le graphique 1.3b montre, pour chaque année, le nombre de nouveaux problèmes qui ont été soulevés par catégorie de Membre.<sup>4</sup>

**Graphique 1.3a – Participation des Membres de l'OMC (1995-2014)**

<sup>3</sup> Le 1<sup>er</sup> décembre 2009, le *Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne* (fait à Lisbonne le 13 décembre 2007) est entré en vigueur. Le 29 novembre 2009, l'OMC a reçu une note verbale (WT/L/779) du Conseil de l'Union européenne et de la Commission des Communautés européennes indiquant que, en vertu du Traité de Lisbonne, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2009, l'Union européenne se substitue et succède à la Communauté européenne. L'Union européenne a été comptée comme un seul Membre. De même, lorsqu'un Membre a pris la parole au nom de l'ASEAN, il a été compté comme un seul Membre.

<sup>4</sup> Tout problème commercial peut être soulevé par plus d'un Membre, ce qui explique le double comptage apparent dans les graphiques 1.3a et 1.3b, par rapport au recensement global des 382 problèmes commerciaux spécifiques soulevés depuis 1995.

**Graphique 1.3b – Nombre de nouvelles questions soulevées par les Membres**

1.4. Le graphique 1.4 indique que 144 solutions (38%) ont été notifiées sur les 382 problèmes commerciaux soulevés au cours des 20 années écoulées. Trois solutions ont été notifiées en 2014. Pour 31 cas (8%), une solution partielle a été notifiée. Dans ces cas, il se peut que le commerce ait été autorisé pour certains produits ou par certains des Membres importateurs qui maintenaient la mesure en question. Pour les 207 problèmes commerciaux restants, aucune solution n'a été notifiée. Il y a 193 problèmes commerciaux qui datent d'au moins une année et pour lesquels aucune solution n'a été notifiée. Toutefois, certains de ces problèmes peuvent avoir été résolus sans que le Comité en ait été informé.

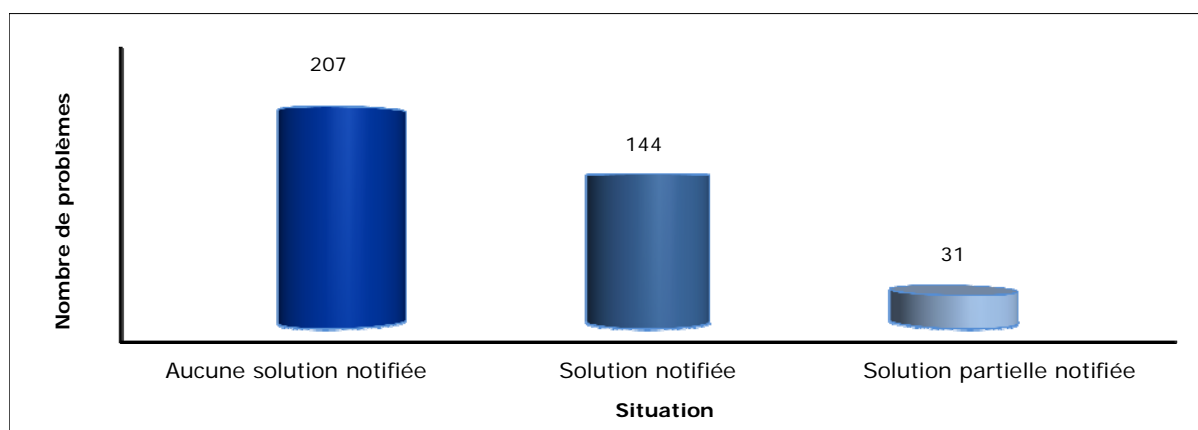
**Graphique 1.4 – Problèmes commerciaux résolus**

Tableau 1 – Liste de problèmes commerciaux spécifiques (1995–2014)

Numéro du problème commercial spécifique	Intitulé de la mesure	Membre(s) maintenant la mesure	Membre(s) soulevant la question	Situation <sup>5</sup>
1995				
1	Prescriptions en matière de durée de conservation	Corée, République de	Australie, Canada, États-Unis d'Amérique	P
2	Mesures et pratiques en matière de dédouanement des importations	Corée, République de	États-Unis d'Amérique	R
1996				
3	Restrictions à l'importation de gélatine	Norvège	Brésil	R
4	Mesures concernant l'ESB	Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Italie, Pays-Bas, Pologne, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Singapour, Slovénie	Suisse	R
5	Prescriptions relatives à l'importation de vin	Brésil	Union européenne	R
6	Importation de fromage	Canada	Union européenne	R
7	Régionalisation en matière de santé animale	États-Unis d'Amérique	Union européenne	AN
8	Interdiction des importations de saumon	Australie	Canada, États-Unis d'Amérique	R
9	Niveau zéro de tolérance pour la salmonelle présente dans les produits avicoles importés	Chili, El Salvador, Honduras, République slovaque, République tchèque	États-Unis d'Amérique	AN
10	Importations de pommes de terre	République tchèque	Union européenne	R
11	Restrictions concernant les niveaux de cuivre et de cadmium dans les calamars importés	Espagne, Union européenne	États-Unis d'Amérique	R
12	Prescriptions en matière d'essais pour différentes variétés de pommes, cerises et nectarines	Japon	États-Unis d'Amérique	R
13	Traduction de la réglementation	Corée, République de; Japon	Argentine	AN
1997				
14	Restrictions à l'importation de blé	Brésil	États-Unis d'Amérique	R
15	Mesures sanitaires à l'importation concernant l'ESB	Canada	Union européenne	AN

<sup>5</sup> AN = aucune solution notifiée, P = solution partielle, R = problème résolu.



<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>5</sup></b>
16	Restrictions à l'importation de blé et de fruits	Chili	États-Unis d'Amérique	R
17	Produits cosmétiques et ESB	Union européenne	Australie	R
18	Prescriptions en matière de certification des aliments pour animaux familiers	France, Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
19	Zones protégées	Union européenne	Uruguay	AN
20	Restrictions à l'importation de riz brut	Honduras	États-Unis d'Amérique	R
21	Fruits et légumes frais	Indonésie	Australie, États-Unis d'Amérique	AN
22	Mesures affectant les importations de viande bovine	Israël	Uruguay	R
23	Réglementation en matière de phytoquarantaine	Japon	États-Unis d'Amérique	AN
24	Prescriptions relatives à la certification du riz destiné à la vente au détail	Panama	États-Unis d'Amérique	R
25	Restrictions concernant le blé et les graines oléagineuses	Pologne	États-Unis d'Amérique	AN
26	Questions phytosanitaires en général	Certains Membres	États-Unis d'Amérique	R
27	Chancre des agrumes	Union européenne	Argentine	R
28	Notification concernant le blé, le seigle et le triticales	Suisse	Argentine	R
29	Mesures concernant la grippe aviaire	Venezuela, République bolivarienne du	États-Unis d'Amérique	AN
30	Règlement concernant les entrepôts et les silos	République tchèque	Union européenne	R
31	Règles concernant les "matériels à risques spécifiés" utilisés dans les produits d'origine animale	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
32	Importations de gélatine	Union européenne	Brésil, États-Unis d'Amérique	P
33	Restrictions à l'importation de farine de poisson pour des raisons liées à la salmonelle	Union européenne	Chili, Pérou	P
34	Mesures concernant la fièvre aphteuse	Japon	Argentine, Union européenne	P
35	Interdiction des importations de volailles congelées	Corée, République de	Thaïlande	R
36	Prohibition à l'importation de riz usiné	Mexique	Thaïlande	R
37	Mesures prises par les autorités locales	États-Unis d'Amérique	Chili	R

Numéro du problème commercial spécifique	Intitulé de la mesure	Membre(s) maintenant la mesure	Membre(s) soulevant la question	Situation <sup>5</sup>
1998				
38	Interdiction temporaire des importations de viande de porc fraîche et des produits porcins	Argentine	Union européenne	R
39	Teneurs maximales pour certains contaminants (aflatoxines) présentes dans les produits alimentaires	Union européenne	Argentine; Australie; Bolivie, État plurinational de; Brésil; Gambie; Inde; Indonésie; Malaisie; Philippines; Sénégal; Thaïlande	R
40	Restrictions commerciales et lutte contre le choléra	Union européenne	Tanzanie	P
41	Restrictions à l'importation de pommes, poires et coings	République slovaque	Hongrie	R
42	Restrictions à l'importation de pommes de terre	République slovaque	Pologne, Union européenne	R
43	Interdiction des importations de la viande de bœuf non désossée en provenance des États membres de l'Union européenne	Afrique du Sud	Union européenne	R
44	Mesures concernant l'ESB	États-Unis d'Amérique	Union européenne	AN
45	Restrictions à l'importation de fromage	Australie, Nouvelle-Zélande	Union européenne, Suisse	R
46	Interdiction des importations de cocotiers et produits dérivés	Brésil	Philippines	AN
47	Mesure concernant les établissements du secteur de l'alimentation des animaux	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
48	Interdiction des importations d'animaux sur pied	Turquie	États-Unis d'Amérique, Hongrie	P
49	Restrictions à l'importation de sauces contenant de l'acide benzoïque	Australie	Philippines	R
50	Prescriptions sanitaires concernant la viande de poulet	Australie	Thaïlande	AN
51	Interdiction des importations de viande de volaille	République tchèque	Thaïlande	R
52	Mesures concernant les produits alimentaires traités par rayonnement ionisant	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN

<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>5</sup></b>
53	Mesures d'urgence concernant la pulpe d'agrumes	Union européenne	Brésil	R
54	Notifications concernant les prescriptions à l'importation applicables à la viande et aux œufs	Suisse	États-Unis d'Amérique	R
55	Restrictions à l'importation de bovins vivants pour des raisons liées aux EST	Israël	Union européenne	R
56	Notification concernant la modification de la Loi japonaise sur la protection des végétaux	Japon	États-Unis d'Amérique	AN
57	Prescriptions relatives aux importations de lait et de produits laitiers	Pologne	Union européenne	R
58	Notification concernant les prescriptions en matière de réfrigération et d'étiquetage relative aux œufs en coquille	États-Unis d'Amérique	Union européenne	AN
59	Règlement provisoire concernant les matériaux d'emballage à base de bois massif	États-Unis d'Amérique	Hong Kong, Chine	R
1999				
60	Restrictions à l'importation de sperme de taureaux et d'embryons de bovins, de lait et de produits laitiers	Argentine	Union européenne	R
61	Restrictions à l'importation de sperme de taureaux	Inde	Canada, Union européenne	P
62	Restrictions à l'importation de chevaux	Inde	Union européenne	AN
63	Renseignements concernant la dioxine	Certains Membres	Union européenne	R
64	Interdiction des antibiotiques dans les aliments pour animaux	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
65	Restrictions à l'importation de viande de bœuf	Corée, République de	Argentine	AN
66	Notifications concernant la dioxine	Malaisie, Singapour	Suisse	R
67	Restrictions à l'importation de viande de bœuf	Mexique	Argentine	AN

Numéro du problème commercial spécifique	Intitulé de la mesure	Membre(s) maintenant la mesure	Membre(s) soulevant la question	Situation <sup>5</sup>
68	Notifications concernant les mesures vétérinaires et les mesures visant les produits d'origine animale, dont la gélatine	Pologne	États-Unis d'Amérique, Suisse	R
69	Restrictions à l'importation de rhododendrons dans leur support de culture	États-Unis d'Amérique	Union européenne	R
70	Conditions d'importation de la viande de porc et de produits porcins	Venezuela, République bolivarienne du	Union européenne	AN
71	Restrictions applicables à la viande et aux produits laitiers	El Salvador	Uruguay	R
72	Mesures concernant le thon à l'huile en boîte	Belgique, Union européenne	Philippines	AN
73	Importations d'agrumes	États-Unis d'Amérique	Argentine	R
2000				
74	Restrictions à l'importation de fruits frais tropicaux	Australie	Philippines	AN
75	Notification concernant la viande et les produits carnés	Islande	Argentine	R
76	Interdiction des importations d'aliments pour animaux familiers	Turquie	Hongrie	R
77	Restrictions applicables au thon en boîte	Égypte	Thaïlande	AN
78	Notification concernant le bromométhane	Australie	Union européenne	R
79	Restrictions à l'importation de durians	Australie	Thaïlande	AN
80	Restrictions à l'importation de viande de volaille	Bolivie, État plurinational de	Chili	R
81	Matériaux d'emballage à base de bois	Union européenne	Canada	R
82	Restrictions à l'importation de fruits frais	Indonésie	Nouvelle-Zélande	R
83	Restrictions à l'importation de poudre de lait	Panama	Union européenne	R
2001				
84	Restrictions à l'importation affectant des pays exempts d'ESB	Argentine; Australie; Canada; Corée, République de; États-Unis d'Amérique; Nouvelle-Zélande	Bulgarie, Croatie, Estonie, Lettonie, Pologne, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Slovaquie	AN

<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>5</sup></b>
<b>85</b>	Restrictions à l'importation de crevettes et produits à base de crevettes; analyse du risque à l'importation générique révisée pour les crevettes et les produits à base de crevettes	Australie	Chine, Thaïlande	P
<b>86</b>	Accès des raisins de table de Californie	Australie	États-Unis d'Amérique	R
<b>87</b>	Mesures affectant les importations de produits contenant de la viande de bœuf brésilienne	Canada	Brésil	R
<b>88</b>	Restrictions à l'importation pour cause de fièvre aphteuse	Canada, États-Unis d'Amérique	Hongrie	AN
<b>89</b>	Restrictions à l'importation de sauce de soja	Union européenne	Thaïlande	AN
<b>90</b>	Restrictions applicables aux produits bovins	Hongrie	Canada	R
<b>91</b>	Restrictions applicables aux produits porcins	Hongrie	Canada	R
<b>92</b>	Restrictions à l'importation de bananes	Turquie	Équateur	R
<b>93</b>	Prescriptions phytosanitaires concernant les pommes de terre, les aulx et les oignons	Venezuela, République bolivarienne du	Argentine	AN
<b>94</b>	Directive 2000/42 concernant les résidus de pesticides	Union européenne	Côte d'Ivoire	AN
<b>95</b>	Législation concernant le fongicide thiabendazole (TBZ)	Union européenne	Israël	AN
<b>96</b>	Évaluation du risque géographique d'ESB	Union européenne	Canada, Chili, Inde	R
<b>97</b>	Restrictions à l'utilisation de farine de poisson	Union européenne	Chili, Norvège, Pérou	P
<b>98</b>	Restrictions applicables aux pommes de terre en provenance d'Égypte	Union européenne	Égypte	AN
<b>99</b>	Restrictions à l'importation de plumets de canne à sucre en provenance d'Indonésie	Japon	Indonésie	AN
<b>100</b>	Mesures à l'importation concernant le feu bactérien	Japon	États-Unis d'Amérique	R

Numéro du problème commercial spécifique	Intitulé de la mesure	Membre(s) maintenant la mesure	Membre(s) soulevant la question	Situation <sup>5</sup>
101	Prohibition envisagée à l'importation de fleurs coupées et de feuillages frais, par groupe produit-pays	Nouvelle-Zélande	Union européenne	R
102	Restrictions à l'importation de plantes en pot	États-Unis d'Amérique	Union européenne	AN
103	Restrictions à l'importation pour des raisons liées à la fièvre aphteuse	Certains Membres	Argentine, Union européenne	P
104	Restrictions pour cause de fièvre aphteuse	Chili	Argentine	R
105	Restrictions touchant les pommes et les poires	Cuba	Argentine	AN
106	Règlement concernant les produits alimentaires et aliments pour animaux génétiquement modifiés	Union européenne	États-Unis d'Amérique	P
107	Mesures transitoires concernant les EST	Union européenne	Canada	R
108	Fleurs coupées	Union européenne	Équateur, Israël	AN
109	Réglementation phytosanitaire (îles Canaries)	Espagne, Union européenne	Argentine	AN
110	Procédures d'agrément concernant les produits agricoles issus des biotechnologies	Union européenne	États-Unis d'Amérique	P
111	Restrictions pour cause de fièvre aphteuse	Indonésie	Argentine	AN
2002				
112	Restrictions des échanges pour cause de fièvre aphteuse	Bolivie, État plurinational de	Argentine	R
113	Prescriptions relatives à l'importation d'aliments pour animaux familiers	Chili	Argentine	R
114	Réglementation relative à la sécurité sanitaire des produits alimentaires visant les produits agricoles issus des biotechnologies modernes	Chine	États-Unis d'Amérique	AN
115	Restrictions à l'importation d'agrumes et d'autres fruits pour des raisons liées à la mouche des fruits	Chine	Argentine	R

<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>5</sup></b>
116	Restrictions pour cause de fièvre aphteuse	Colombie	Argentine	R
117	Traçabilité et étiquetage des organismes génétiquement modifiés et des denrées alimentaires et aliments pour animaux	Union européenne	Argentine, Canada, États-Unis d'Amérique	AN
118	Licences d'importation pour les produits agricoles	Panama	Canada	R
119	Notification concernant les fruits en provenance de Chine	Philippines	Chine	P
120	Restrictions applicables à la viande de porc	États-Unis d'Amérique	Union européenne	AN
121	Importations de clémentines	États-Unis d'Amérique	Union européenne	R
122	Restrictions pour cause de fièvre aphteuse	Venezuela, République bolivarienne du	Argentine	R
123	Restrictions à l'importation de pommes de terre, d'oignons, d'œufs fécondés, de poussins d'un jour et de produits carnés	Venezuela, République bolivarienne du	Canada, Colombie	P
124	Notifications concernant la grippe aviaire	Certains Membres	États-Unis d'Amérique	AN
125	Mesures concernant l'ESB	Argentine	Canada	R
126	Prescriptions relatives à l'importation de pommes de terre de semence	Brésil	Canada, Union européenne	R
127	Interdiction des importations de produits d'origine néerlandaise	Chine	Union européenne	R
128	Prescriptions relatives à l'importation de produits cosmétiques	Chine	Union européenne	R
129	Restrictions à l'importation de viande de porc épicée et de produits carnés salés	Cuba	Argentine	R
130	Restrictions applicables aux mollusques et crustacés	Union européenne	Indonésie	AN
131	Limites concernant les pesticides et les antibiotiques présents dans le miel (Directive 96/23)	Union européenne	Cuba	AN

<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>5</sup></b>
132	Restrictions à l'importation de produits laitiers	Indonésie	Argentine	R
133	Restrictions appliquées aux agrumes et autres fruits et légumes frais au titre de la lutte officielle	Japon	États-Unis d'Amérique, Nouvelle-Zélande	AN
134	Mesures SPS concernant les produits d'origine animale	Roumanie	Moldova, République de	R
135	Restrictions applicables aux viandes de bœuf et de porc	Afrique du Sud	Brésil	P
136	Mesures relatives aux organismes de quarantaine et non de quarantaine	Taipei chinois	États-Unis d'Amérique	AN
137	Restrictions à l'importation de viande et de produits carnés	États-Unis d'Amérique	Suisse	AN
138	Prescriptions concernant l'évaluation du risque phytosanitaire	Argentine	États-Unis d'Amérique	R
139	Restriction applicable à la viande de porc	Australie	Union européenne	R
140	Importations d'autruches vivantes	Brésil	Union européenne	R
141	Évaluations du risque phytosanitaire pour les importations de produits végétaux	Brésil	Canada	AN
142	Tolérance zéro pour <i>E-coli</i>	Chine	États-Unis d'Amérique	AN
143	Règlement concernant les matériaux d'emballage à base de bois	Chine	Union européenne	R
144	Restrictions à l'importation de fruits et de jus de fruits	Union européenne	Brésil	R
145	Restrictions à l'importation de viande de volaille	Honduras	Costa Rica	R
146	Interdiction des hormones dans la production animale	Indonésie	États-Unis d'Amérique	R
147	Réglementation applicable aux additifs alimentaires	Japon	Union européenne	AN
148	Modification de la Loi sur l'hygiène alimentaire	Japon	Chine	AN
149	Restrictions applicables aux produits alimentaires	Panama	Union européenne	R
150	Certification de la viande et des produits laitiers	Philippines	Canada	R



Numéro du problème commercial spécifique	Intitulé de la mesure	Membre(s) maintenant la mesure	Membre(s) soulevant la question	Situation <sup>5</sup>
151	Restrictions à l'importation de saucisses de porc et d'autres produits porcins	Trinité-et-Tobago	Argentine	AN
152	Restrictions applicables aux melons	États-Unis d'Amérique	Mexique	AN
153	Restrictions à l'importation de plantes en pot chinoises dans leur support de culture	États-Unis d'Amérique	Chine	AN
154	Évaluation du risque concernant l'ESB	Uruguay	Canada, États-Unis d'Amérique	P
2003				
155	Restrictions à l'importation de tomates-grappes néerlandaises	Australie	Union européenne	R
156	Notifications G/SPS/N/BRA/74 et G/SPS/N/BRA/75 relatives aux mesures concernant l'ESB	Brésil	Canada	R
157	Mesures de contrôle sanitaire relatives à l'entrée et à la sortie des produits aquatiques	Chine	Union européenne	R
158	Restrictions à l'importation de viande de porc	Croatie	Slovénie	R
159	Proposition concernant les sous-produits animaux	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
160	Mesures transitoires en matière d'ESB	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
161	Directive 2001/661/CE concernant la fièvre aphteuse	Union européenne	Afrique du Sud	AN
162	Prescriptions en matière de fumigation	Japon	États-Unis d'Amérique	R
163	Restrictions applicables aux produits autrichiens	Mexique	Union européenne	AN
164	Restrictions à l'importation de haricots secs	Mexique	États-Unis d'Amérique	R
165	Restrictions à l'importation d'huile d'olive espagnole	Bahreïn, Royaume de; Émirats arabes unis; Koweït, État du; Oman; Qatar	Union européenne	P
166	Mesures applicables à l'importation d'animaux vivants et de produits carnés	Croatie	Hongrie	R
167	Restrictions à l'importation de miel	Union européenne	États-Unis d'Amérique	R

<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>5</sup></b>
<b>168</b>	Teneurs maximales pour les aflatoxines présentes dans le maïs et prélèvement d'échantillons pour certains contaminants des produits alimentaires	Union européenne	Argentine	AN
<b>169</b>	Proposition de règlement des CE sur les limites maximales de résidus de pesticides	Union européenne	Argentine, Chine	AN
<b>170</b>	Animaux vivants et produits d'origine animale	Union européenne	Australie	AN
<b>171</b>	Conditions de police sanitaire et prescriptions en matière de certification pour les poissons vivants	Union européenne	Australie	R
<b>172</b>	Restrictions à l'importation de mangues	Japon	Brésil	R
<b>173</b>	Notification concernant les utilisations d'organismes vivants modifiés	Japon	Australie	R
<b>174</b>	Notification concernant les mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés	Corée, République de	Australie	R
<b>175</b>	Notification concernant les contrôles des denrées alimentaires et des aliments pour animaux	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
<b>176</b>	Notification concernant les teneurs maximales admissibles pour l'ochratoxine A dans le café	Allemagne, Union européenne	Colombie, Papouasie-Nouvelle-Guinée	P
<b>177</b>	Conditions sanitaires relatives à l'importation de matériel vivant pour l'apiculture	Union européenne	Argentine	AN
<b>178</b>	Révision des normes et des spécifications concernant les aliments et les additifs	Japon	Chine	AN
<b>179</b>	Lignes directrices concernant les essais relatifs aux limites maximales de résidus (LMR)	Corée, République de	États-Unis d'Amérique	R

Numéro du problème commercial spécifique	Intitulé de la mesure	Membre(s) maintenant la mesure	Membre(s) soulevant la question	Situation <sup>5</sup>
180	Traitement thermique de la viande et de la farine d'os de volaille destinées aux aliments pour animaux familiers	Taipei chinois	États-Unis d'Amérique	R
181	Restrictions à l'importation de pommes de terre	Taipei chinois	Nouvelle-Zélande	R
182	Mise en œuvre de la NIMP n° 15	États-Unis d'Amérique	Argentine	R
183	Mise en œuvre de la NIMP n° 15	Certains Membres	Chili, Uruguay	P
2004				
184	Manque de transparence s'agissant de certaines mesures SPS	Chine	États-Unis d'Amérique	AN
185	Restrictions en raison de la grippe aviaire	Inde	États-Unis d'Amérique, Union européenne	AN
186	Restrictions phytosanitaires à l'importation	Inde	États-Unis d'Amérique, Union européenne	P
187	Restrictions pour cause de fièvre aphteuse	Panama	Argentine	R
188	Radiation de la France de la liste des pays autorisés à exporter certaines viandes et certains produits carnés vers les États-Unis	États-Unis d'Amérique	Union européenne	R
189	Interdiction de l'utilisation des matériels à risques spécifiés et prescriptions concernant les bovins invalides	États-Unis d'Amérique	Argentine	AN
190	Régionalisation et reconnaissance du statut de zone exempte de maladies animales	Certains Membres	Union européenne	P
191	Teneurs maximales pour les résidus de pesticides sur les produits alimentaires	Union européenne	Chine	AN
192	Absence de notification concernant diverses mesures SPS	Inde	États-Unis d'Amérique	AN
193	Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB	Certains Membres	États-Unis d'Amérique, Union européenne	P
194	Restrictions applicables aux raisins frais	Australie	Chili	R
195	Restrictions applicables aux agrumes	Barbade	Venezuela, République bolivarienne du	AN

<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>5</sup></b>
<b>196</b>	Mesures concernant les volailles en provenance des États-Unis	Chine	États-Unis d'Amérique	R
<b>197</b>	Règlement concernant la présence d'ochratoxine A dans le café	Union européenne	Colombie	R
<b>198</b>	Règlement concernant les aflatoxines et l'ochratoxine A dans les aliments pour nourrissons et enfants en bas âge	Union européenne	Chine	AN
<b>199</b>	Dérogation à la norme internationale concernant les matériaux d'emballage à base de bois	Espagne, Union européenne	États-Unis d'Amérique	R
<b>200</b>	Interdiction visant la cire alimentaire	Inde	États-Unis d'Amérique	R
<b>201</b>	Normes et spécifications concernant les additifs alimentaires (boscalid)	Japon	Chine	AN
<b>202</b>	Mesures visant à contrôler la présence du septoria dans les produits horticoles	Corée, République de	États-Unis d'Amérique	R
<b>203</b>	Règle appliquée par les États-Unis aux produits issus de bovins et prescriptions en matière de tenue de dossiers	États-Unis d'Amérique	Argentine, Chine	AN
<b>204</b>	Notification par des Membres de la mise en œuvre de la norme NIMP n° 15	Certains Membres	Union européenne	R
<b>2005</b>				
<b>205</b>	Abattage de bétail reproducteur importé	Bolivie, État plurinational de	Mexique	AN
<b>206</b>	Procédures d'inspection et d'essai appliquées au blé importé	Grèce, Union européenne	Canada	R
<b>207</b>	Directives sur la tolérance pour les résidus de pesticides et les méthodes d'inspection pour le thé	Union européenne	Chine	P
<b>208</b>	Règles d'hygiène appliquées aux denrées alimentaires et aux aliments pour animaux	Union européenne	Canada	AN
<b>209</b>	Directive concernant la santé des végétaux	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
<b>210</b>	Restrictions à l'importation de viande de poulet	Guatemala	Mexique	AN

Numéro du problème commercial spécifique	Intitulé de la mesure	Membre(s) maintenant la mesure	Membre(s) soulevant la question	Situation <sup>5</sup>
211	Restrictions au transit des avocats	Guatemala	Mexique	AN
212	Système de liste positive concernant les limites maximales de résidus pour les pesticides, les médicaments vétérinaires et les additifs alimentaires	Japon	Chine, États-Unis d'Amérique	P
213	Restrictions à l'importation de viande de bœuf	Japon	États-Unis d'Amérique	AN
214	Régime d'inspection pour les établissements de transformation de produits alimentaires	Panama	États-Unis d'Amérique	R
215	Règlement de santé publique n° 11	Thaïlande	États-Unis d'Amérique	AN
216	Restrictions à l'importation de poires Ya	États-Unis d'Amérique	Chine	R
217	Restrictions à l'importation de pommes	Australie	Nouvelle-Zélande	AN
218	Non-reconnaissance de la régionalisation et du statut de zone exempte de maladie en ce qui concerne la fièvre porcine classique	Brésil	Union européenne	AN
219	Prescriptions EurepGAP pour les bananes	Union européenne	Saint-Vincent-et-les Grenadines	AN
220	Proposition de règlement concernant le <i>piper methysticum</i> (kava-kava)	Royaume-Uni, Union européenne	Fidji	AN
221	Assurance de la sécurité sanitaire des aliments pour animaux et amélioration de leur qualité et normes concernant les aliments pour animaux et additifs pour aliments pour animaux	Japon	Chine	R
222	Suspension des importations de paille et de fourrage destinés à l'alimentation animale ayant subi un traitement thermique	Japon	Chine	R
223	Prescriptions relatives à l'importation de mangues en provenance d'Inde	Japon	Inde	AN

Numéro du problème commercial spécifique	Intitulé de la mesure	Membre(s) maintenant la mesure	Membre(s) soulevant la question	Situation <sup>5</sup>
224	Restrictions imposées aux produits animaux et végétaux exportés par les CE	Japon	Union européenne	AN
225	Restrictions applicables aux volailles des États-Unis	Mexique	États-Unis d'Amérique	R
226	Régime d'inspection pour les produits agricoles	Panama	Costa Rica	R
227	Restrictions à l'importation appliquées pour des raisons liées à l'ESB aux produits non issus de ruminants	Taipei chinois	États-Unis d'Amérique	AN
228	Procédures d'importation applicables aux fruits et légumes	États-Unis d'Amérique	Union européenne	AN
229	Restrictions à l'importation de champignons Enoki	Canada	Taipei chinois	R
230	Prescriptions phytosanitaires applicables aux oranges fraîches	Costa Rica	Nicaragua	R
231	Restrictions applicables à la cannelle	Union européenne	Sri Lanka	R
232	Restrictions à l'importation de viande bovine des CE en raison de l'ESB	Israël	Union européenne	R
233	Législation phytosanitaire en matière d'importation	Israël	Union européenne	R
234	Suspension de l'importation de volailles vivantes et de carcasses de volailles	Thaïlande	Mexique	AN
235	Restrictions à l'importation applicables aux exportations communautaires d'oiseaux vivants, de viande, de produits carnés et d'autres produits dérivés en raison de la grippe aviaire	Certains Membres	Union européenne	P
2006				
236	Restrictions à l'exportation de viande bovine dans le cadre du contingent de "bœuf Hilton"	Argentine	Union européenne	R

Numéro du problème commercial spécifique	Intitulé de la mesure	Membre(s) maintenant la mesure	Membre(s) soulevant la question	Situation <sup>5</sup>
237	Absence de régionalisation pour la maladie de Newcastle et restrictions applicables aux oiseaux vivants	Brésil	Union européenne	AN
238	Application et modification du règlement de l'UE relatif aux nouveaux aliments	Union européenne	Colombie, Équateur, Pérou	AN
239	Niveaux de tolérance en ce qui concerne la quantité de terre sur les tubercules de pommes de terre	République dominicaine	Canada	AN
240	Étiquetage des produits issus des biotechnologies et processus d'agrément des importations	Inde	États-Unis d'Amérique	AN
241	Restrictions à l'importation d'arbres de Noël naturels	États-Unis d'Amérique	Chine	R
242	Restrictions applicables aux exportations de viande de volaille des États-Unis	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
243	Non-reconnaissance de zones exemptes de parasites	Indonésie	États-Unis d'Amérique	P
244	Importation d'animaux vivants et de produits carnés	Indonésie	Brésil	AN
245	Restrictions à l'importation de viande de porc et de viande de volaille en provenance des États-Unis	Roumanie	États-Unis d'Amérique	AN
2007				
246	Restrictions à l'importation des produits d'origine animale en raison d'une contamination par la dioxine	Chine	Union européenne	R
247	Mesures concernant l'ESB appliquées aux produits à base de viande bovine	Corée, République de	Canada	R
248	Application du principe de régionalisation aux produits à base de viande bovine et porcine	Corée, République de	Brésil	R
249	Réforme de la procédure d'analyse des risques à l'importation de l'Australie	Australie	Union européenne	AN

Numéro du problème commercial spécifique	Intitulé de la mesure	Membre(s) maintenant la mesure	Membre(s) soulevant la question	Situation <sup>5</sup>
250	Restrictions des échanges liées aux systèmes nationaux de fixation des limites maximales de résidus (LMR) pour les pesticides	Certains Membres	Argentine	AN
251	Tolérance zéro pour les agents pathogènes dans les viandes et les produits avicoles crus	Chine	États-Unis d'Amérique	AN
252	Tolérance zéro pour la salmonelle dans les volailles et les œufs	El Salvador	États-Unis d'Amérique	AN
253	Prescriptions en matière de certificats d'exportation pour les produits laitiers	Inde	États-Unis d'Amérique	AN
254	Prescriptions zoosanitaires applicables à la viande de volaille	El Salvador	États-Unis d'Amérique	AN
255	Application du principe de régionalisation et prohibition de la viande bovine	Chine	Brésil	R
256	Restrictions à l'importation de produits de viande de volaille cuits en provenance de Chine	Union européenne	Chine	P
257	Restrictions à l'importation de produits de viande de volaille cuits en provenance de Chine	États-Unis d'Amérique	Chine	R
258	Restrictions à l'importation de viande bovine et de produits à base de viande bovine en raison de la fièvre catarrhale du mouton	Certains Membres	Union européenne	AN
259	Restrictions en raison de la grippe aviaire	Chine	États-Unis d'Amérique	AN
260	Prescriptions en matière de traitement de quarantaine pour les aéronefs	Chili	Argentine	R
261	Restrictions imposées à certaines variétés de pommes des États-Unis	Chine	États-Unis d'Amérique	AN
2008				
262	Restrictions imposées sur les produits ayant subi un traitement thermique pour cause d'influenza aviaire	Égypte	Union européenne	R
263	Restrictions à l'importation de viande cuite et congelée	Mexique	Brésil	AN



<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>5</sup></b>
<b>264</b>	Limites maximales de résidus d'éthéphon dans l'ananas	Union européenne	Équateur	AN
<b>265</b>	Prescriptions du processus réglementaire pour l'analyse économique	États-Unis d'Amérique	Brésil	AN
<b>266</b>	Liste de prix pour les inspections	Malaisie	Brésil	AN
<b>267</b>	Système pour l'application des limites maximales de résidus (LMR) de pesticides	Japon	Chine, États-Unis d'Amérique	AN
<b>268</b>	Restrictions à l'importation de produits laitiers en provenance des CE	États-Unis d'Amérique	Union européenne	AN
<b>269</b>	Restrictions visant les pommes	États-Unis d'Amérique	Chine	AN
<b>270</b>	Restrictions à l'importation de riz	Mexique	Pakistan	R
<b>271</b>	Restrictions à l'importation de viande de porc	Mexique	Brésil	AN
<b>272</b>	Système d'alerte rapide concernant les importations de mangues	Union européenne	Sénégal	AN
<b>273</b>	Ratification des certificats sanitaires par les ambassades des pays	Oman, Certains Membres	Union européenne	R
<b>274</b>	Loi de la Corée sur la prévention des épidémies du bétail	Corée, République de	Canada	AN
<b>275</b>	Niveau maximal de ractopamine	Taipei chinois	États-Unis d'Amérique	AN
<b>276</b>	Limites maximales de résidus de pesticides dans le cacao	Union européenne	Équateur	AN
<b>277</b>	Projet de norme NAPPO pour les navires et les cargaisons en provenance de zones infestées par la spongieuse asiatique	Canada, États-Unis d'Amérique, Mexique	Chine	R
<b>2009</b>				
<b>278</b>	Norme d'hygiène pour les eaux-de-vie distillées et les boissons alcooliques dérivées	Chine	Mexique	AN
<b>279</b>	Restrictions à l'importation des produits du porc à cause de la grippe A/H1N1	Arménie; Bahreïn, Royaume de; Chine; Gabon; Indonésie; Jordanie; Suriname	Mexique	AN
<b>280</b>	Nouvelles conditions d'importation de la viande	Indonésie	Union européenne	AN

Numéro du problème commercial spécifique	Intitulé de la mesure	Membre(s) maintenant la mesure	Membre(s) soulevant la question	Situation <sup>5</sup>
281	Restrictions à l'importation de gélatine produite à partir de cuirs et de peaux de têtes de bovins en application de prescriptions concernant l'ESB	Colombie	Brésil	R
282	Mesures concernant les produits alimentaires contenant des ingrédients à base de viande, de volaille ou d'ovoproduits transformés	États-Unis d'Amérique	Chine	AN
283	Limites maximales de résidus (LMR) fixées pour les pesticides	Japon	Brésil, Équateur	P
284	Règle concernant l'importation d'articles d'artisanat en bois en provenance de Chine	États-Unis d'Amérique	Chine	R
285	Restrictions à l'importation de viande de porc fraîche et de bœuf	États-Unis d'Amérique	Brésil	P
286	Restrictions à l'importation de viande de volaille	Indonésie	Brésil	AN
287	Restrictions à l'importation de viande de porc fraîche et de bœuf	Afrique du Sud	Brésil	P
288	Mesures à l'importation d'animaux et de produits d'origine animale	Ukraine	Union européenne	R
289	Mesures visant les poissons-chats	États-Unis d'Amérique	Chine	AN
290	Suspension de l'inspection et de la délivrance de certificats phytosanitaires et zoosanitaires pour les importations	Venezuela, République bolivarienne du	Colombie	R
2010				
291	Mesures liées à l'ESB	Taipei chinois	Canada	AN
292	Prohibition sur les plantes ornementales d'une taille supérieure à 18 pouces	États-Unis d'Amérique	Costa Rica	R
293	Risques découlant de la mouche des fruits de la carambole en Guyane française	France, Union européenne	Brésil	AN
294	Restrictions à l'importation sur les végétaux et produits végétaux	Malaisie	Brésil	AN

<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>5</sup></b>
<b>295</b>	Étiquettes de mise en garde sur les colorants artificiels	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
<b>296</b>	Pratiques en matière de notification SPS	Chine, Union européenne	Union européenne	AN
<b>297</b>	Obligation d'enregistrement imposée aux entreprises exportatrices de produits alimentaires pour animaux	Canada	Chine	R
<b>298</b>	Restrictions à l'importation de viande bovine en provenance du Brésil	Colombie	Brésil	AN
<b>299</b>	Loi des États-Unis de 2009 sur l'amélioration de la sécurité sanitaire des produits alimentaires	États-Unis d'Amérique	Chine, Inde	AN
<b>300</b>	Règlement CE n° 1099/2009	Union européenne	Inde	AN
<b>301</b>	Analyse par les États-Unis des risques liés à l'introduction d'abeilles reines	États-Unis d'Amérique	Argentine	AN
<b>302</b>	Restrictions imposées aux produits dérivés de la biotechnologie	Turquie	États-Unis d'Amérique	AN
<b>303</b>	Restrictions à l'importation de viande de volaille	Sénégal	Brésil	AN
<b>304</b>	Limite maximale de résidus (LMR) pour la teneur en 1-méthylcyclopropène des bananes	Canada	Équateur	AN
<b>305</b>	Restrictions à l'importation de viande bovine et reconnaissance du principe de régionalisation	Indonésie	Brésil	AN
<b>306</b>	Limites maximales applicables aux résidus de pesticides	Union européenne	Inde	AN
<b>307</b>	Interdiction de certains additifs alimentaires	Japon	Inde	AN
<b>308</b>	Restrictions en ce qui concerne les animaux des espèces bovine et bubaline destinés à la reproduction	Brésil	Colombie	R
<b>309</b>	Étiquetage des produits d'origine animale	Brésil	Union européenne	AN
<b>310</b>	Mesures concernant les sardines en conserve	Brésil	Maroc	AN
<b>311</b>	Restrictions sur les volailles et produits avicoles	Albanie, Croatie	Chili	R

Numéro du problème commercial spécifique	Intitulé de la mesure	Membre(s) maintenant la mesure	Membre(s) soulevant la question	Situation <sup>5</sup>
312	Restrictions à l'exportation de viande bovine en raison de préoccupations liées à l'ESB	Mexique	Nicaragua	R
2011				
313	Restrictions à l'importation par suite de contamination par la dioxine en Allemagne	Certains Membres	Union européenne	R
314	Interdiction des abats	Viet Nam	États-Unis d'Amérique, Union européenne	AN
315	Restrictions à l'importation de volailles et de produits de volailles imposées par l'Ukraine	Ukraine	Mexique	AN
316	Restrictions à l'importation de chrysanthèmes imposées par les États-Unis	États-Unis d'Amérique	Costa Rica	AN
317	Mesures liées à l'ESB imposées par le Mexique	Mexique	Canada	AN
318	Non-reconnaissance par les États-Unis du statut de la Patagonie Sud comme région indemne de fièvre aphteuse et non-importation par les États-Unis de viande de bœuf provenant de la zone située au nord du 42 <sup>ème</sup> parallèle	États-Unis d'Amérique	Argentine	AN
319	Quarantaine et procédures d'essai imposées par la Chine en ce qui concerne le saumon	Chine	Norvège	AN
320	Restrictions à l'importation de viande fraîche	Philippines	États-Unis d'Amérique	AN
321	LMR appliquées par le Japon au sésame	Japon	Paraguay	AN
322	Ustensiles de cuisine en plastique polyamide et mélamine	Union européenne	Chine; Hong Kong, Chine	AN
323	Restrictions à l'importation de viande de porc et de produits d'origine porcine	Malaisie	Union européenne	AN
324	Prescription de la Chine en matière d'immatriculation et de contrôle des entreprises étrangères	Chine	Inde	AN

Numéro du problème commercial spécifique	Intitulé de la mesure	Membre(s) maintenant la mesure	Membre(s) soulevant la question	Situation <sup>5</sup>
325	Réglementation de l'UE sur le cadmium dans le cacao	Union européenne	Colombie, Équateur	AN
326	Restrictions sur les raisins de table, pommes et poires	Thaïlande	Afrique du Sud	AN
327	Arrêt de la cour de justice de l'UE sur les pollens de plantes génétiquement modifiées	Union européenne	Argentine	AN
328	LMR par défaut, limites de détermination ou limites de quantification imposées par les États-Unis sur le riz basmati	États-Unis d'Amérique	Inde	R
2012				
329	Méthodes d'essai pour les additifs alimentaires	Chine	Inde	AN
330	Fermeture de ports indonésiens	Indonésie	Chine, États-Unis d'Amérique, Nouvelle-Zélande, Union européenne	P
331	Limites appliquées par l'UE concernant la teneur en aluminium des produits à base de farine	Union européenne	Chine	AN
332	Restrictions liées à la fièvre aphteuse	Japon	Argentine	AN
333	Mesures de restriction du commerce motivées par le virus de Schmallerberg	Certains Membres	Union européenne	AN
334	Limites maximales de résidus appliquées au café torréfié en poudre	Taipei chinois	Inde	R
335	Essais effectués par l'Union européenne sur les résidus de pesticides	Union européenne	Inde	AN
336	Mesures appliquées par les États-Unis concernant les citrons frais en provenance du nord-ouest de l'Argentine	États-Unis d'Amérique	Argentine	AN
337	Retard pris dans la finalisation des procédures d'inspection concernant la viande bovine et la viande de volaille en provenance d'Argentine	Canada	Argentine	AN
338	Interdiction d'importer des animaux vivants en provenance de l'UE	Fédération de Russie	Union européenne	AN

Numéro du problème commercial spécifique	Intitulé de la mesure	Membre(s) maintenant la mesure	Membre(s) soulevant la question	Situation <sup>5</sup>
339	Restrictions concernant les tomates	États-Unis d'Amérique	Sénégal	AN
340	Prescriptions concernant l'importation de viande ovine	Turquie	Australie	AN
341	Listes de la Russie concernant les établissements d'exportation	Fédération de Russie	Union européenne	AN
342	Restrictions concernant les crevettes imposées en raison de la présence de résidus d'antioxydants	Japon	Inde	R
343	Permis imposés pour les produits horticoles	Indonésie	États-Unis d'Amérique	AN
344	Mesures visant les crevettes	Brésil	Équateur	AN
2013				
345	Conditions d'importation relatives aux phtalates	Chine	Union européenne	AN
346	Interdiction visant le bisphénol A	France, Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
347	Restrictions visant l'importation de pommes, de poires et d'agrumes	Inde	Argentine	AN
348	Mesures de quarantaine appliquées par l'UE à certains pins et à d'autres produits	Union européenne	Fédération de Russie	AN
349	LMR pour les médicaments vétérinaires dans les animaux vivants	Costa Rica	Panama	AN
350	Prohibition de l'utilisation et de la vente de semences traitées	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN
351	Prescriptions de l'UE en matière de traitement thermique pour les importations de produits carnés transformés	Union européenne	Fédération de Russie	AN
352	Projet de règlement des États-Unis concernant les bonnes pratiques de fabrication pour les produits alimentaires	États-Unis d'Amérique	Chine	AN
353	Renouvellement par l'UE des approbations d'OGM	Union européenne	Argentine	AN
354	Restrictions à l'importation à la suite de l'accident de la centrale nucléaire japonaise	Certains Membres	Japon	AN

<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>5</sup></b>
<b>355</b>	Prescriptions appliquées par l'UE à l'importation de plantules d'orchidées issues de la culture tissulaire, en flacons	Union européenne	Taipei chinois	AN
<b>356</b>	Mesures phytosanitaires concernant l'anthraxose des agrumes	Union européenne	Afrique du Sud	AN
<b>357</b>	Accréditation d'organismes tiers pour la réalisation de contrôles de sécurité sanitaire des produits alimentaires et la délivrance de certificats	États-Unis d'Amérique	Chine	AN
<b>358</b>	Conditions d'importation de la viande de porc et de produits porcins	Inde	Union européenne	AN
<b>359</b>	Restrictions à l'importation renforcées appliquées aux produits à base de poisson en ce qui concerne les radionucléides	Corée, République de	Japon	AN
<b>360</b>	Politique concernant l'importation de nids d'hirondelles	Chine	Indonésie	AN
<b>361</b>	Non-reconnaissance des laboratoires d'essai pour les produits carnés	Fédération de Russie	Inde	AN
<b>362</b>	Restrictions à l'importation appliquées à la viande de bœuf en raison de l'ESB	Afrique du Sud	Brésil	AN
<b>363</b>	Restrictions à l'importation appliquées à la viande de bœuf en raison de l'ESB	Chine	Brésil	AN
<b>364</b>	Restrictions à l'importation appliquées à la viande de bœuf en raison de l'ESB	Japon	Brésil	AN
<b>365</b>	Conditions d'importation de la viande de volaille	Arabie saoudite, Royaume d'	Union européenne	AN
<b>366</b>	Prescription quarantenaire pour les myrtilles	Japon	Argentine	AN
<b>367</b>	Prescriptions à l'importation concernant les aliments traditionnels	Turquie	Japon	AN

Numéro du problème commercial spécifique	Intitulé de la mesure	Membre(s) maintenant la mesure	Membre(s) soulevant la question	Situation <sup>5</sup>
368	Restrictions à l'importation appliquées aux produits de confiserie	Fédération de Russie	Ukraine	AN
2014				
369	Interdiction d'importer des porcins vivants et des produits à base de viande porcine en raison de la peste porcine africaine	Fédération de Russie	Union européenne	AN
370	Importations des États-Unis de viande en provenance du Brésil	États-Unis d'Amérique	Nicaragua	AN
371	Prescriptions à l'importation appliquées aux myrtilles et aux avocats	Inde	Chili	AN
372	Restrictions à l'importation de certains types de produits végétaux	Fédération de Russie	Union européenne	AN
373	États-Unis – Coût élevé de la certification pour les exportations de mangue	États-Unis d'Amérique	Inde	AN
374	Interdiction appliquée par l'UE aux mangues et à certains légumes en provenance d'Inde	Union européenne	Inde	AN
375	Non-acceptation par les États-Unis de la classification par l'OIE au regard de l'ESB	États-Unis d'Amérique	Inde	AN
376	Non-acceptation par l'Australie de la classification par l'OIE au regard de l'ESB	Australie	Inde	AN
377	Règlement du Brésil concernant les certificats internationaux pour les poissons et les produits de la pêche	Brésil	Chine	AN
378	Retrait par l'UE de l'équivalence pour les produits biologiques transformés	Union européenne	Inde	AN
379	Prescriptions en matière d'accès aux marchés appliquées par la Russie à la viande bovine	Fédération de Russie	Inde	AN
380	Restrictions à l'importation appliquées aux fruits et légumes	Fédération de Russie	Union européenne	AN
381	Prescriptions relatives aux certificats vétérinaires	Fédération de Russie	Ukraine	AN



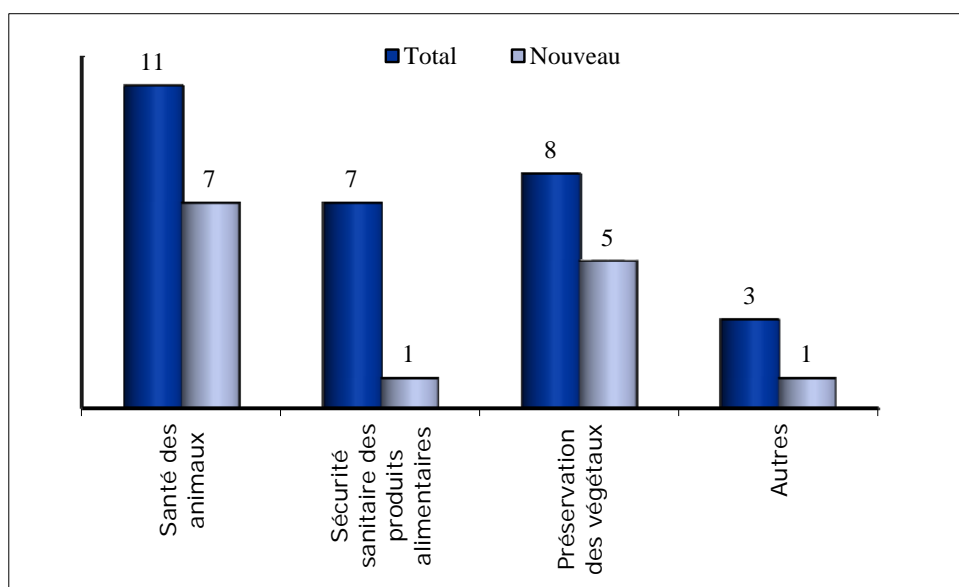
<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>5</sup></b>
<b>382</b>	Catégorisation de composés en tant que perturbateurs endocriniens	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN

## 2 PCS EXAMINÉS EN 2014

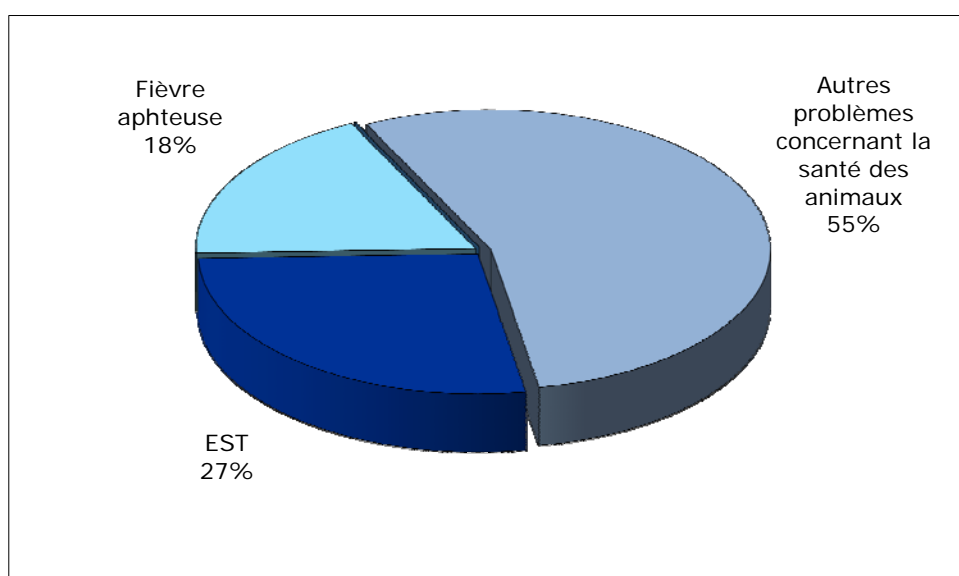
2.1. Au total, 29 problèmes commerciaux spécifiques ont été portés à l'attention du Comité en 2014, dont 14 étaient des problèmes nouveaux (tableau 2.1), 12 avaient été précédemment soulevés (tableau 2.2) et 3 ont été déclarés résolus (tableau 2.3).

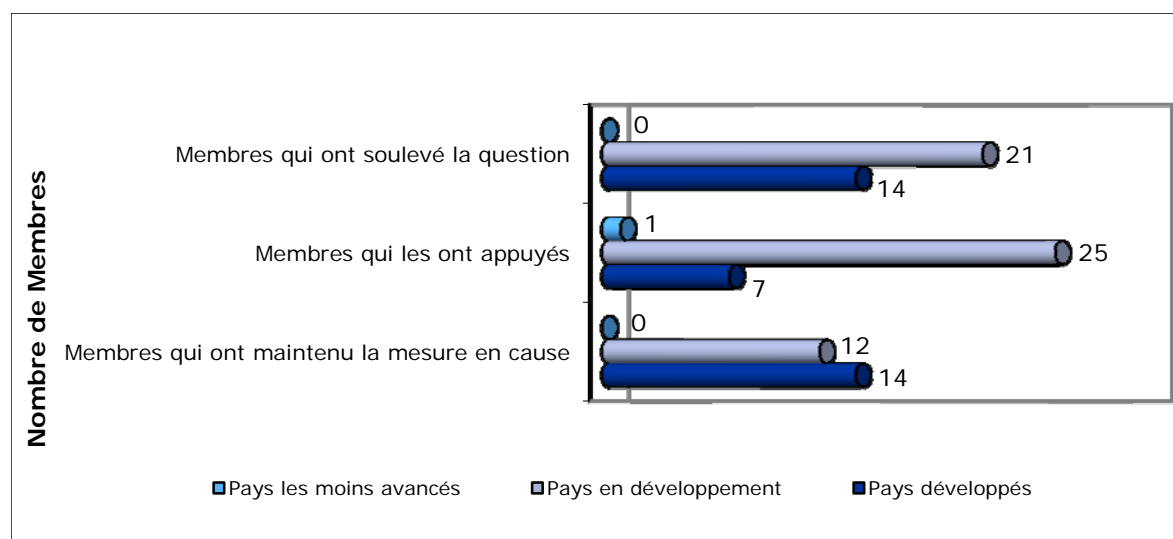
2.2. Le graphique 2.1 montre, par sujet, tous les problèmes commerciaux qui ont été soulevés ou pour lesquels une solution a été notifiée au Comité en 2014. Globalement, sept questions (24%) se rapportent à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, huit questions (28%) concernent la préservation des végétaux et deux questions (7%) se rapportent à d'autres problèmes. Les 12 questions restantes (41%) se rapportent à la santé des animaux et aux zoonoses; cette catégorie inclut des problèmes tels que les EST, qui se rapportent également à la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Les EST représentent 25% des problèmes concernant la santé des animaux qui ont été soulevés en 2014, tandis que la fièvre aphteuse en représente 17%. Aucun des problèmes soulevés en 2014 ne concerne la grippe aviaire. Les 58% restants se rapportent à d'autres problèmes concernant la santé des animaux.

**Graphique 2.1 – Problèmes commerciaux par sujet – 2014**



**Graphique 2.2 – Problèmes commerciaux concernant la santé des animaux et les zoonoses – 2014**



**Graphique 2.3 – Participation des Membres – 2014**

2.3. Des 29 problèmes commerciaux qui ont été traités en 2014 (y compris ceux qui ont été résolus), 21 ont été soulevés par des pays développés Membres, contre 14 pour les pays en développement Membres. Il est arrivé que des pays en développement et des pays développés Membres soulèvent la même question ou apportent leur appui à ce sujet. Les pays les moins avancés Membres n'ont soulevé aucune question en 2014. Dans 7 cas, des pays développés Membres ont appuyé l'autre Membre qui avait soulevé la question, et dans 25 cas ce sont des pays en développement Membres qui ont apporté leur appui. Un pays moins avancé a apporté son appui à un cas en 2014.

2.4. La mesure en cause a été maintenue dans 12 cas par un pays en développement Membre, et dans 14 cas par un pays développé Membre. Aucun problème commercial concernant une mesure maintenue par un pays moins avancé Membre n'a été soulevé.<sup>6</sup>

2.5. Des procédures de groupes spéciaux ont été engagées dans le cadre des procédures de règlement des différends de l'OMC concernant trois PCS (n° 185, 318 et 369).

2.6. La section ci-après donne des renseignements présentés dans l'ordre de la liste alphabétique (en anglais) des Membres maintenant les mesures. Elle contient un résumé des discussions du Comité SPS sur le problème commercial.

<sup>6</sup> Tout problème commercial peut être soulevé par plus d'un Membre, ce qui explique le double comptage apparent dans les graphiques 2.2 et 2.3, par rapport au recensement global des 382 problèmes commerciaux spécifiques soulevés depuis 1995.

Tableau 2.1 – Questions soulevées pour la première fois en 2014

Numéro du problème commercial spécifique	Intitulé de la mesure	Membre(s) maintenant la mesure	Membre(s) soulevant la question	Situation <sup>7</sup>
369	Interdiction d'importer des porcins vivants et des produits à base de viande porcine en raison de la peste porcine africaine	Fédération de Russie	Union européenne	AN
370	Importations des États-Unis de produits carnés en provenance du Brésil	États-Unis d'Amérique	Nicaragua	AN
371	Prescriptions à l'importation appliquées aux myrtilles et aux avocats	Inde	Chili	AN
372	Restrictions à l'importation de certains types de produits végétaux	Fédération de Russie	Union européenne	AN
373	États-Unis – Coût élevé de la certification pour les exportations de mangue	États-Unis d'Amérique	Inde	AN
374	Interdiction appliquée par l'UE aux mangues et à certains légumes en provenance d'Inde	Union européenne	Inde	AN
375	Non-acceptation par les États-Unis de la classification par l'OIE au regard de l'ESB	États-Unis d'Amérique	Inde	AN
376	Non-acceptation par l'Australie de la classification par l'OIE au regard de l'ESB	Australie	Inde	AN
377	Règlement du Brésil concernant les certificats internationaux pour les poissons et les produits de la pêche	Brésil	Chine	AN
378	Retrait par l'UE de l'équivalence pour les produits biologiques transformés	Union européenne	Inde	AN
379	Prescriptions en matière d'accès aux marchés appliquées par la Russie à la viande bovine	Fédération de Russie	Inde	AN
380	Restrictions à l'importation appliquées aux fruits et légumes	Fédération de Russie	Union européenne	AN
381	Prescriptions relatives aux certificats vétérinaires	Fédération de Russie	Ukraine	AN
382	Catégorisation de composés en tant que perturbateurs endocriniens	Union européenne	États-Unis d'Amérique	AN

<sup>7</sup> AN = aucune solution notifiée, P = solution partielle, R = problème résolu.

**Tableau 2.2 – Questions soulevées auparavant et qui ont fait l'objet de nouvelles discussions en 2014**

<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>8</sup></b>
193	Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB	Certains Membres	États-Unis d'Amérique, Union européenne	P
238	Application et modification du règlement de l'UE relatif aux nouveaux aliments	Union européenne	Colombie, Équateur, Pérou	AN
289	Mesures visant les poissons-chats	États-Unis d'Amérique	Chine	AN
330	Fermeture de ports indonésiens	Indonésie	Chine, États-Unis d'Amérique, Nouvelle-Zélande, Union européenne	P
340	Prescriptions concernant l'importation de viande ovine	Turquie	Australie	AN
344	Mesures visant les crevettes	Brésil	Équateur	AN
351	Prescriptions de l'UE en matière de traitement thermique pour les importations de produits carnés transformés	Union européenne	Fédération de Russie	AN
354	Restrictions à l'importation à la suite de l'accident de la centrale nucléaire japonaise	Certains Membres	Japon	AN
356	Mesures phytosanitaires concernant l'anthracnose des agrumes	Union européenne	Afrique du Sud	AN
358	Conditions d'importation de la viande de porc et de produits porcins	Inde	Union européenne	AN
359	Restrictions à l'importation renforcées appliquées aux produits à base de poisson en ce qui concerne les radionucléides	Corée, République de	Japon	AN
368	Restrictions à l'importation appliquées aux produits de confiserie	Fédération de Russie	Ukraine	AN

**Tableau 2.3 – Questions déclarées résolues en 2014**

<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>9</sup></b>
59	Règlement provisoire concernant les matériaux d'emballage à base de bois massif	États-Unis d'Amérique	Hong Kong, Chine	R
328	LMR par défaut, limites de détermination ou limites de quantification imposées par les États-Unis sur le riz basmati	États-Unis d'Amérique	Inde	R

<sup>8</sup> AN = aucune solution notifiée, P = solution partielle, R = problème résolu.<sup>9</sup> AN = aucune solution notifiée, P = solution partielle, R = problème résolu.

<b>Numéro du problème commercial spécifique</b>	<b>Intitulé de la mesure</b>	<b>Membre(s) maintenant la mesure</b>	<b>Membre(s) soulevant la question</b>	<b>Situation<sup>9</sup></b>
<b>342</b>	Restrictions concernant les crevettes imposées en raison de la présence de résidus d'antioxydants	Japon	Inde	R

## 2.1 Australie

### 2.1.1 Santé animale

#### Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB (PCS n° 193)

2.7. Voir les paragraphes 2.221 à 2.275.

#### Non-acceptation par l'Australie de la classification par l'OIE au regard de l'ESB (PCS n° 376)

Question soulevée par:	Inde
Appuyée par:	
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Juillet 2014 (G/SPS/R/75, paragraphes 4.11 et 4.12), octobre 2014 (G/SPS/R/76, paragraphes 3.24 et 3.25)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.8. En juillet 2014, l'Inde a soulevé une préoccupation concernant la non-acceptation, par l'Australie, de la classification de l'OIE au regard de l'ESB. Dans le cadre des nouvelles exigences de l'Australie, les pays devaient obtenir une autorisation pour leur classification concernant l'ESB afin de pouvoir exporter des produits à base de viande de bœuf vers l'Australie. L'Inde a noté que l'Australie avait également décidé de mettre en œuvre son propre processus de classification et s'est dite préoccupée de la possible multiplicité des systèmes ainsi que des risques créés si les processus de classification nationaux s'opposaient à la classification de l'OIE. L'Inde a demandé à l'Australie d'accepter sa classification par l'OIE afin de résoudre cette question.

2.9. L'Australie a indiqué que ce problème était soulevé pour la première fois au sein du Comité et que des discussions bilatérales avaient eu lieu en marge de la réunion afin d'identifier les préoccupations de l'Inde. L'Australie se réservait le droit d'effectuer sa propre évaluation du statut de l'Inde ou de tout autre Membre concernant les maladies posant des problèmes en matière de biosécurité, y compris l'ESB, conformément à sa politique actuelle et à son niveau de protection approprié.

2.10. En octobre 2014, l'Inde a de nouveau exprimé ses préoccupations concernant la non-acceptation par l'Australie de la classification par l'OIE de l'Inde parmi les pays à risque négligeable au regard de l'ESB et a demandé à l'Australie d'accepter la classification de l'OIE.

2.11. L'Australie a réitéré qu'elle se réservait le droit d'effectuer ses propres évaluations des risques et a proposé de tenir des réunions à Delhi ou en marge de la réunion en cours du Comité SPS afin de résoudre cette question au niveau bilatéral.

## 2.2 Brésil

### 2.2.1 Santé animale

#### Mesures visant les crevettes (PCS n° 344)

Question soulevée par:	Équateur
Appuyée par:	
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 180 et 181), mars 2013 (G/SPS/R/70, paragraphes 3.25 et 3.26), mars 2014 (G/SPS/R/74, paragraphes 3.9 et 3.10)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.12. En octobre 2012, l'Équateur a signalé la très forte diminution de ses exportations de crevettes en raison du Règlement n° 39 imposé par le Brésil qui fixait des conditions pour l'autorisation des importations de crevettes dans le but d'éviter l'introduction du syndrome des taches blanches et de la maladie de la tête jaune. L'Équateur avait consacré des ressources très importantes pour protéger et préserver sa production de crevettes de ces deux maladies grâce aux plans de surveillance des résidus et des contaminants, lesquels avaient été communiqués au Brésil. Les autorités brésiliennes avaient indiqué que les mesures adoptées dans le Règlement n° 39 avaient été levées; cependant, le Ministère brésilien de l'agriculture avait publié la nouvelle norme n° 12 qui établissait des procédures pour l'analyse des risques à l'importation, laquelle n'avait pas encore été mise en œuvre. Des discussions bilatérales avaient permis un échange de renseignements et l'Équateur espérait une solution rapide et mutuellement acceptable de la question.

2.13. Le Brésil a noté qu'il avait été informé de ce problème commercial à la dernière minute et n'avait pas eu suffisamment de temps pour préparer une réponse détaillée. Les préoccupations seraient transmises aux autorités pertinentes afin qu'une solution puisse être trouvée rapidement.

2.14. En mars 2013, l'Équateur a réitéré sa préoccupation concernant l'interdiction à l'importation des crevettes imposée par le Brésil. Suite à l'application par le Brésil du Règlement n° 39 le 4 novembre 1999, les exportations équatoriennes de crevettes vers le Brésil avaient d'abord diminué, puis avaient complètement cessé en 2000. Le Brésil avait justifié ses restrictions à l'importation en avançant que la mesure le protégeait des maladies des points blancs et des points jaunes. Cependant, après la mise en œuvre du Plan de surveillance des résidus et contaminants en 2007, les crevettes de l'Équateur avaient été admises sur des marchés dont les prescriptions étaient plus rigoureuses qu'au Brésil, par exemple, l'Union européenne, le Japon et l'Amérique du Nord. Le Brésil n'avait pas fourni les renseignements nécessaires pour justifier ses mesures ni une évaluation du risque, et l'Équateur estimait que les mesures étaient discriminatoires et incompatibles avec l'article 2 de l'Accord SPS. Le Ministère brésilien de la pêche avait annoncé le 21 février 2013 que la phase de détection du risque serait achevée en deux semaines, mais aucune déclaration officielle n'avait encore été faite sur les résultats de cette étape. L'Équateur demandait instamment au Brésil de fournir des renseignements sur cette question.

2.15. Le Brésil a confirmé qu'une analyse du risque posé par les crevettes équatoriennes était en cours et en était à la phase de l'identification du risque et des dangers. L'analyse était complexe étant donné qu'elle portait sur un produit de l'aquaculture. Pour cette raison, il n'avait pas été possible d'achever et de publier le rapport sur la phase de détection du risque en mars, mais le rapport devait être publié sous peu. Le Brésil espérait passer aux phases ultérieures de l'analyse du risque dès que le rapport sur l'identification des dangers serait publié.

2.16. À la réunion de mars 2014, l'Équateur a une fois encore exhorté le Brésil à achever l'évaluation du risque dans des délais raisonnables et a souligné qu'il avait un dispositif de quarantaine en place pour détecter la maladie en question dans ses pêcheries. Il a proposé de fournir des renseignements et d'autoriser les autorités brésiliennes à effectuer des inspections pour s'assurer de la conformité avec les prescriptions brésiliennes et accélérer la procédure d'évaluation du risque.

2.17. Le Brésil a dit que l'évaluation du risque était une tâche complexe, mais que la procédure avançait et que les consultations publiques qu'il avait ouvertes étaient terminées. Il était prêt à envoyer une délégation d'inspecteurs en Équateur en juin, comme suite à un questionnaire envoyé en mars.

#### **Règlement du Brésil concernant les certificats internationaux pour les poissons et les produits de la pêche (PCS n° 377)**

Question soulevée par:	Chine
Appuyée par:	
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Juillet 2014 (G/SPS/R/75, paragraphes 4.13 et 4.14)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/N/BRA/901
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	



2.18. En juillet 2014, la Chine a fait part de ses préoccupations au sujet du règlement du Brésil concernant les certificats internationaux pour les poissons et les produits de la pêche. Le règlement du Brésil normalisait les certificats internationaux pour les poissons et les produits de la pêche exportés vers le Brésil et exigeait de tous les pays, sauf l'Argentine, le Canada, le Chili et l'Uruguay, qu'ils fournissent des certificats pour ces produits alimentaires. L'entrée en vigueur du règlement avait été notifiée le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Toutefois, la nouvelle version du certificat avait été distribuée par le Brésil seulement le 21 janvier 2014. Après avoir reçu un modèle de certificat, la Chine avait demandé au Brésil d'accorder une période de transition pour le remplacement du certificat, tout en proposant que l'ancien certificat reste valable jusqu'à ce que les deux parties confirment le nouveau. La demande d'une période de transition avait été refusée, mais le Brésil avait accepté de dédouaner les marchandises retenues si l'ancien certificat était remplacé. En avril 2014, la Chine avait émis un nouveau certificat pour les marchandises se trouvant dans des ports brésiliens. Toutefois, 170 lots de marchandises accompagnés du nouveau certificat étaient retenus au port. La Chine a prié instamment le Brésil d'accorder une période de transition pour le remplacement de son ancien certificat et d'autoriser sans délai le dédouanement du lot de marchandises retenues.

2.19. Le Brésil a indiqué qu'il ne pourrait pas donner une réponse détaillée car il avait été informé de ce problème commercial peu de temps à l'avance. La Chine avait été priée de fournir des renseignements supplémentaires afin d'aider le Brésil à identifier le problème. Toutefois, sur la base des renseignements initiaux communiqués par ses autorités, et sous réserve d'une nouvelle vérification, il apparaissait que la liste des 170 marchandises retenues n'était plus d'actualité. Le Brésil a indiqué qu'il était déterminé à résoudre cette question et a demandé à la Chine de lui communiquer les détails pertinents, y compris le nombre de marchandises retenues et les raisons invoquées pour leur rétention.

## 2.3 Chine

### 2.3.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires

#### Restrictions à l'importation à la suite de l'accident de la centrale nucléaire japonaise (PCS n° 354)

2.20. Voir les paragraphes 2.210 à 2.220.

### 2.3.2 Santé des animaux

#### Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB (PCS n° 193)

2.21. Voir les paragraphes 2.221 à 2.275.

## 2.4 Union européenne

### 2.4.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires

#### Application et modification du règlement de l'UE relatif aux nouveaux aliments (PCS n° 238)

Question soulevée par:	Colombie; Équateur; Pérou
Appuyée par:	Argentine; Bénin; Bolivie, État plurinational de; Brésil; Chili; Chine; Costa Rica; Cuba; El Salvador; Guatemala; Honduras; Inde; Indonésie; Mexique; Nicaragua; Paraguay; Philippines; Uruguay; Venezuela, République bolivarienne du
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Mars 2006 (G/SPS/R/40, paragraphes 21 à 29), juin 2006 (G/SPS/R/42, paragraphes 35 à 37), octobre 2006 (G/SPS/R/43, paragraphes 140 à 143), février 2007 (G/SPS/R/44, paragraphe 64), avril 2008 (G/SPS/R/49, paragraphes 48 à 52), octobre 2008 (G/SPS/R/53, paragraphes 19 à 23), octobre 2009 (G/SPS/R/56, paragraphes 53 à 55), juin 2011 (G/SPS/R/63, paragraphes 32 à 35), octobre 2011 (G/SPS/R/64, paragraphes 72 et 73), mars 2012 (G/SPS/R/66, paragraphes 50 à 52), juillet 2012 (G/SPS/R/67, paragraphes 56 à 58), octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 26 à 28), mars 2013 (G/SPS/R/70, paragraphes 3.37 à 3.39), octobre 2013 (G/SPS/R/73, paragraphes 3.52 à 3.54), mars 2014 (G/SPS/R/74,

	paragraphes 3.15 à 3.18), juillet 2014 (G/SPS/R/75, paragraphes 4.38 à 4.40), octobre 2014 (G/SPS/R/76 paragraphes 3.6 à 3.8)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/GEN/681, G/SPS/GEN/699, G/SPS/GEN/700, G/SPS/GEN/713, G/SPS/GEN/714, G/SPS/GEN/733, G/SPS/GEN/735, G/SPS/GEN/1087, G/SPS/GEN/1117, G/SPS/GEN/1137, G/SPS/GEN/1218, G/SPS/N/EU/64, G/SPS/N/EU/64/Add.1 et G/SPS/N/EU/64/Add.2, G/SPS/GEN/1329, G/SPS/GEN/1361
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.22. En mars 2006, la Colombie a fait part de préoccupations concernant la mise en œuvre du Règlement communautaire relatif aux nouveaux aliments (Règlement n° 258/97) et le projet d'amendement élaboré par la Commission européenne, qui devrait entrer en vigueur en 2007. L'amendement pourrait avoir un impact direct sur le commerce potentiel des produits exotiques traditionnels. La présence de certains produits exotiques traditionnels sur les marchés américains et japonais de l'alimentation était déjà importante, et les consommateurs européens commençaient à s'y intéresser. Il était toutefois important de rappeler que ces aliments traditionnels étaient consommés en Amérique du Sud depuis des millénaires. Ceci contrastait avec les produits génétiquement modifiés qui pouvaient véritablement être considérés comme de nouveaux aliments. L'accroissement du commerce de ces produits exotiques traditionnels avait également des répercussions sociales et économiques importantes, car leur exportation représentait un moyen de réduire la pauvreté rurale extrême de l'Amérique du Sud, et pouvait potentiellement remédier à des problèmes sociaux et environnementaux spécifiques, en proposant des alternatives aux cultures des plantes destinées à la production de drogue et à l'abattage illégal des forêts protégées.

2.23. La Colombie était consciente de l'importance de la protection de la santé des consommateurs. Cependant, les quantités d'informations relatives à l'innocuité de ces produits alimentaires traditionnels qu'exigeait le règlement communautaire et les coûts pour entreprendre les études scientifiques n'étaient pas proportionnels aux risques pour la santé et étaient excessifs, tout particulièrement pour les petits agriculteurs et les exportateurs. La proposition d'amendement du Règlement n° 258 en ferait un obstacle non tarifaire au commerce, et aurait des effets négatifs sur l'introduction des aliments traditionnels sur les marchés européens, contrairement aux dispositions des articles 2:2 et 5:6 de l'Accord SPS. La Colombie a demandé aux Communautés européennes de prendre en considération les points suivants, au sujet de l'amendement du Règlement n° 258/97: i) que le Règlement n° 258 ne soit pas applicable aux produits exotiques traditionnels utilisés pour la consommation humaine en toute sécurité depuis très longtemps dans leur région d'origine; ii) qu'il y ait plus de transparence et de clarté sur les procédures et définitions permettant d'accréditer les antécédents en matière de sûreté de la consommation dans le pays d'origine; iii) que les prescriptions, les essais et les procédures soient adaptés à la nature même des aliments en question, s'agissant des risques que ces derniers pourraient présenter pour le consommateur; et iv) que tous les produits exotiques traditionnels restent dans le domaine public et qu'aucune entité privée ne puisse bénéficier d'un accès privilégié au marché européen.

2.24. L'Équateur a indiqué que cet amendement aurait aussi une incidence sur le commerce potentiel de ses aliments exotiques traditionnels. À la lumière de la grande biodiversité de l'Équateur, des organisations internationales comme la CNUCED s'étaient efforcées depuis une dizaine d'années de promouvoir le développement de nouveaux produits à l'exportation ("Bio-comercio"). En Équateur également, les exportations de produits exotiques traditionnels avaient des répercussions sociales et économiques importantes, et étaient étroitement liées aux efforts pour lutter contre la pauvreté rurale. L'Équateur invitait les Communautés européennes à examiner attentivement les recommandations de la Colombie à propos de cet amendement. L'impact qu'aurait cet amendement du règlement était très important pour de nombreux pays en développement.

2.25. Le Pérou a ajouté que des pays discutaient actuellement, dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique, des mesures et des mécanismes destinés à la préservation et à l'utilisation durable de la biodiversité. Contrairement à cette approche, l'application du Règlement n° 258 restreindrait de façon importante une plus grande utilisation des produits exotiques traditionnels,

en réduisant leur potentiel à l'exportation. Le Pérou a souligné que des coûts élevés et des délais très longs étaient nécessaires pour l'enregistrement des produits en vertu du Règlement n° 258 afin qu'ils soient autorisés à pénétrer sur le marché européen. Le Pérou a également appuyé les recommandations de la Colombie au sujet de cet amendement (G/SPS/GEN/681).

2.26. Le Brésil, le Chili, le Costa Rica et le Paraguay ont expliqué que le Règlement n° 258/97 avait aussi eu une incidence sur leurs exportations. Le Bénin a souhaité avoir plus d'informations sur les raisons pour lesquelles un produit était considéré comme "nouveau". L'Argentine et le Mexique ont indiqué qu'ils effectuaient une analyse des implications de ce règlement. El Salvador, le Honduras, l'Inde, l'Uruguay et le Venezuela ont exprimé leur intérêt pour le sujet et partageaient les préoccupations de la Colombie, de l'Équateur et du Pérou.

2.27. Les Communautés européennes ont confirmé que le Règlement n° 258/97 faisait l'objet d'une révision et ont reconnu que certaines modifications étaient nécessaires. Un document de 40 pages qui pourrait répondre à de nombreuses questions serait prochainement diffusé en tant que document SPS. Ce document expliquait clairement l'objectif et le champ d'application du règlement, qui avait pour cible les nouvelles technologies de l'alimentation, et incluait les produits génétiquement modifiés. Étant donné que l'industrie agroalimentaire investissait dans plusieurs technologies nouvelles, le Règlement n° 258 était destiné à rassurer les consommateurs européens sur l'innocuité de ces technologies. La grande majorité des demandes d'autorisation de nouveaux aliments provenait des Communautés européennes. L'objectif de la politique communautaire était de trouver un juste équilibre entre l'encouragement à l'innovation technologique et l'assurance que les consommateurs seraient protégés. Certains des produits qui avaient été commercialisés comme des "produits de la biodiversité" s'étaient révélés par le passé dangereux et avaient causé des préjudices à leurs utilisateurs. Il était donc dans l'intérêt de toutes les parties intéressées de traiter de ces produits, si l'on considérait le dommage à l'image de ces produits qui se produirait si leur commercialisation s'avérait dangereuse. Les Communautés européennes ont invité les parties intéressées à présenter leurs observations et à faire connaître leur point de vue.

2.28. En juin 2006, le Pérou a soulevé de nouvelles préoccupations concernant le règlement des CE relatif aux nouveaux aliments. De l'avis du Pérou, l'un des principaux problèmes du règlement des CE était qu'aucune distinction n'était faite entre les nouveaux aliments qui n'avaient été consommés nulle part auparavant et ceux qui n'étaient nouveaux que pour les Communautés européennes, ce qui était le cas pour la plupart des produits exotiques traditionnels originaires des pays en développement. Le Pérou a demandé que les Communautés européennes fournissent des informations indiquant qu'il était nécessaire d'appliquer cette mesure aux produits exotiques traditionnels, conformément aux dispositions de l'Accord SPS. Le Pérou estimait que ce règlement constituait un obstacle inutile et injustifié au commerce, eu égard au coût et au temps qui étaient nécessaires pour obtenir l'approbation des nouveaux aliments, même s'il était bien établi dans les pays d'origine que la consommation de ces produits ne présentait aucun danger, et a demandé l'exclusion des produits exotiques traditionnels de la catégorie des nouveaux produits. Le Pérou a également demandé aux Communautés européennes d'expliquer de quelle manière elles avaient pris en compte les besoins spéciaux des pays en développement conformément à l'article 10 de l'Accord SPS (G/SPS/GEN/713).

2.29. La Bolivie, le Brésil, la Colombie, l'Équateur, l'Inde, le Paraguay et les Philippines se sont joints aux préoccupations soulevées par le Pérou. L'Équateur a indiqué qu'une étude d'impact du règlement relatif aux nouveaux aliments était en voie d'achèvement. Les résultats préliminaires de cette étude indiquaient que ce règlement pourrait avoir des conséquences économiques et sociales négatives pour le système de production de l'Équateur puisqu'il aurait un effet autant sur les exportations en cours que sur les produits présentant un potentiel d'exportation vers les Communautés européennes et qui étaient commercialisés dans d'autres pays (G/SPS/GEN/714). La Bolivie et la Colombie ont mis en lumière le fait que certains de ces produits étaient encouragés, entre autres, par des politiques de soutien aux activités de remplacement des cultures de plantes destinées à la production de drogue, dont certaines étaient financées par les Communautés européennes ou leurs États membres. Les Philippines ont indiqué que les effets du règlement relatif aux nouveaux aliments et des règlements des CE concernant les aliments génétiquement modifiés étaient en cours d'évaluation.

2.30. Les Communautés européennes ont souligné que les préoccupations exprimées étaient prises au sérieux et que le règlement relatif aux nouveaux aliments était en cours de révision

(G/SPS/GEN/699 et 700). Au départ, l'objectif de ce règlement avait été de créer des échanges commerciaux en autorisant le commerce de nouveaux produits. En outre, les produits qui avaient déjà été commercialisés avant 1997 avaient été exemptés. Le règlement visait principalement les entreprises communautaires. Il avait été efficace en ce sens que les nouveaux aliments étaient approuvés sur la base d'évaluations de la sécurité sanitaire. Une déclaration selon laquelle un produit était consommé depuis des siècles n'était pas suffisante. Les Communautés européennes ont souligné qu'un très petit nombre de demandes d'approbation de produits exotiques traditionnels avaient été reçues, de sorte que le nombre d'études de cas était minimal. La catégorie des produits exotiques traditionnels était très diversifiée et comprenait des produits qui avaient suscité des préoccupations sur le plan de la sécurité sanitaire. Dans le contexte de la révision du règlement, les Communautés européennes ont indiqué qu'il serait utile de recevoir des renseignements complémentaires sur les produits, notamment une claire définition de ceux qui posaient problème en précisant s'ils avaient été approuvés sur d'autres marchés d'exportation, ainsi que toutes données disponibles relatives à leur sécurité sanitaire et à leur impact socioéconomique.

2.31. En octobre 2006, la Colombie, l'Équateur et le Pérou ont réitéré leurs préoccupations concernant le Règlement (CE) n° 258/97 relatif aux nouveaux aliments (G/SPS/GEN/733 et G/SPS/GEN/735). Ils estimaient que ce règlement constituait un obstacle injustifié au commerce des produits en question en raison de sa rigidité et du fait qu'il ne faisait aucune distinction entre les nouveaux aliments (OGM) et les aliments traditionnels ne présentant aucun risque connu. Ils ont noté que les produits exotiques originaires d'Amérique latine n'étaient pas le fruit d'une quelconque manipulation génétique, mais qu'ils faisaient plutôt partie de la biodiversité régionale et qu'ils étaient consommés traditionnellement. En outre, ce règlement n'était pas appliqué d'une manière uniforme au sein même des Communautés européennes. Les Communautés européennes n'avaient pas tenu compte du fait qu'un grand nombre de ces produits traditionnels étaient commercialisés dans un certain nombre de pays où les normes sanitaires étaient très rigoureuses, car ils ne présentaient aucun risque sanitaire pour les consommateurs.

2.32. Les Communautés européennes ont été priées de réexaminer dans les moindres délais le Règlement n° 258/97, et d'exclure de son champ d'application les produits traditionnels exotiques issus de la biodiversité. Elles ont également été invitées à prendre en compte les évaluations scientifiques et les preuves pertinentes provenant d'autres tiers et d'organisations internationales compétentes lorsqu'elles procédaient à des évaluations des risques, et à mettre en place des procédures différentes pour les aliments présentant des risques connus et pour ceux ne présentant aucun risque connu dans les Communautés européennes. Il leur a également été demandé de tenir compte de l'historique du produit, des habitudes de consommation et des savoirs traditionnels liés à leur usage et à leur préparation, afin d'appliquer d'une manière plus souple le règlement et à faciliter l'entrée des produits traditionnels exotiques sur le marché européen.

2.33. La Bolivie, le Brésil et les Philippines partageaient les préoccupations du Pérou, de l'Équateur et de la Colombie. Les Philippines ont souligné le fait que ce règlement pourrait devenir un obstacle non tarifaire injustifié sur le marché des CE étant donné l'ambiguïté de la distinction technique qui était faite entre ces produits et d'autres. Les Philippines ont exprimé l'espoir que des progrès seraient accomplis à ce sujet et qu'une solution mutuellement acceptable serait trouvée dès que possible.

2.34. Les Communautés européennes ont rappelé au Comité que cette question avait déjà été débattue au sein du Comité SPS et qu'elle avait fait l'objet de divers échanges de communications entre les Membres concernés. Les Communautés européennes ont reconnu le problème que posaient les produits traditionnels qui n'étaient pas sur le marché des CE avant 1997, tout en faisant remarquer que le règlement n'était pas discriminatoire puisque les producteurs des CE devaient subir des évaluations de risque similaires. Les Communautés européennes importaient malgré tout un volume énorme d'aliments et de légumes. Il a été redemandé aux Membres concernés de présenter des données sur le volume des échanges et les évaluations des risques effectuées dans d'autres pays développés. Les Communautés européennes ont indiqué que la Commission des CE présenterait une nouvelle proposition qui répondrait aux préoccupations légitimes des Membres. Une consultation publique avait eu lieu à ce propos et les Communautés européennes ont remercié les Membres concernés de leur participation.

2.35. En février 2007, le Pérou a indiqué que même s'il n'avait pas demandé que cette question soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion, il apprécierait que les Communautés européennes

fassent le point sur les évolutions en cours. Les Communautés européennes ont dit que le règlement relatif aux aliments nouveaux était en cours de révision. Ce règlement avait été conçu, à l'origine, pour couvrir tout un éventail d'aliments nouveaux, des OGM aux produits issus de la diversité biologique. Après des consultations publiques et l'examen des vues et observations reçues, la législation révisée était en cours d'élaboration. Les Communautés européennes prévoyaient que le résultat serait un processus à deux niveaux et que les produits dont l'utilisation était sûre depuis longtemps seraient assujettis à des procédures moins rigoureuses que les autres aliments nouveaux. Les Communautés européennes s'efforçaient de répondre aux préoccupations exprimées par les partenaires commerciaux tout en assurant la sécurité sanitaire pour les consommateurs.

2.36. En avril 2008, la Colombie, prenant la parole au nom de la Bolivie, de l'Équateur, du Chili, du Costa Rica, du Mexique, du Paraguay et du Pérou, a rappelé les préoccupations précédemment exprimées concernant la proposition de révision du Règlement (CE) n° 258/97 mentionnée dans le document COM(2007)872. Le règlement proposé avait été notifié au Comité OTC, mais les Membres concernés estimaient qu'il était approprié de poursuivre l'étude de ce problème au sein du Comité SPS. Ces Membres accueillaient favorablement la proposition de reconnaissance de produits alimentaires traditionnels provenant de pays tiers, issus de la biodiversité de ces pays et utilisés sans danger depuis longtemps par une proportion importante de leur population. Cette reconnaissance pourrait faciliter les échanges commerciaux, ce qui était particulièrement important dès lors que la production de ces produits traditionnels faisait souvent partie de programmes visant à diversifier la production et les exportations agricoles.

2.37. La Colombie a noté qu'un certain nombre de préoccupations subsistaient. Selon la définition proposée des aliments traditionnels, ceux-ci devaient faire partie du régime alimentaire d'une grande partie de la population depuis au moins une génération. Cette définition risquait de restreindre les produits qui appartenaient aux traditions alimentaires de certaines sous-populations ou régions du pays. Par ailleurs, il serait utile de préciser la définition de l'expression "une génération". Un autre sujet de préoccupation était que les demandes d'autorisation devaient être déposées par des opérateurs commerciaux, ce qui excluait donc les demandes de ce type provenant des autorités gouvernementales compétentes ou des associations de producteurs. Les Membres concernés suggéraient également qu'il soit tenu compte des informations concernant l'utilisation sans risque des produits alimentaires traditionnels dans d'autres pays. Les Membres concernés ont indiqué que même si la procédure proposée avait été considérablement simplifiée, une période de cinq mois était encore prévue pour l'examen d'une demande, et ils ont exprimé l'avis qu'une période de trois mois devrait être suffisante. Ces Membres demeuraient inquiets de constater que la définition d'un nouvel aliment était encore celle d'un produit n'ayant pas été consommé sur le marché communautaire avant 1997, ce qui ne semblait avoir aucun rapport avec les preuves scientifiques concernant la sécurité sanitaire d'un produit.

2.38. Le Brésil a indiqué qu'il partageait les préoccupations soulevées par la Colombie au nom de huit pays. Le Brésil n'avait pas encore terminé l'analyse des documents pertinents, mais estimait que les questions soulevées par la Colombie étaient très importantes.

2.39. Les Communautés européennes ont indiqué qu'elles révisaient la législation, en particulier les dispositions relatives aux produits traditionnels et aux produits issus de la biodiversité, en réponse aux inquiétudes soulevées par divers pays en développement. Une procédure très simplifiée était en cours d'élaboration. Diverses préoccupations légitimes et raisonnables avaient été exprimées et devaient être communiquées directement aux services communautaires pertinents dès lors que la législation était en cours d'analyse. Malgré la crainte que la législation des Communautés européennes puisse constituer un obstacle au commerce des produits traditionnels, il était nécessaire d'élargir le contexte: les Communautés européennes étaient de loin le premier importateur mondial de fruits et légumes, particulièrement de ceux qui provenaient des pays en développement, ce qui signifiait qu'en général le régime d'importation était extrêmement favorable aux importations.

2.40. En octobre 2008, le Pérou a demandé qu'une notification soit présentée au Comité SPS concernant la modification du Règlement des CE sur les nouveaux aliments. De nombreux pays exportateurs Membres ne comprenaient pas la teneur du règlement, la raison pour laquelle certains produits étaient interdits, alors que d'autres ne l'étaient pas. Par ailleurs, le règlement imposait aux pays exportateurs, dont beaucoup étaient des pays en développement, la charge de prouver l'innocuité de leurs produits et leur conformité avec le Règlement des CE. Le Brésil, la

Colombie, le Costa Rica, Cuba, l'Équateur, le Mexique, le Paraguay et les Philippines partageaient les préoccupations du Pérou concernant le Règlement des CE sur les nouveaux aliments.

2.41. La CNUCED a indiqué qu'elle apportait son concours à l'examen du Règlement des CE sur les nouveaux aliments, et ce dans trois domaines particuliers: 1) réviser la procédure, qui exigeait davantage d'éclaircissements scientifiques; 2) faciliter le dialogue entre les Communautés européennes et les pays en développement; et 3) étudier les aspects juridiques des règlements courants au regard des accords multilatéraux.

2.42. Les Communautés européennes ont dit que la législation existante sur les nouveaux aliments était trop ambitieuse dans la mesure où sa portée était très large. C'était pourquoi les Communautés européennes prévoyaient de réviser le règlement comme elles l'avaient notifié au Comité OTC. Cette proposition avait fait l'objet de négociations au Parlement et au Conseil des CE. Toutefois, des préoccupations avaient été exprimées concernant l'approbation de certains produits. Par exemple, les choses se compliquaient lorsque les exportateurs demandaient la classification de compléments alimentaires comme nouveaux aliments, plutôt que de fruits et de légumes entiers. Toutefois, la procédure révisée devait être plus souple et certains nouveaux aliments avaient déjà été approuvés en vue de leur mise sur le marché des CE. Les Communautés européennes ont dit que dans ce cas particulier, l'avis juridique qui leur avait été donné préconisait seulement de notifier la révision proposée au Comité OTC dans la mesure où celle-ci visait les procédures d'approbation des nouveaux aliments en général. Mais cela n'empêchait pas l'examen de la question au Comité SPS. En réponse à une question, le Secrétariat a précisé que d'une manière générale, il recommandait que tout projet de règlement intéressant le domaine SPS d'une façon ou d'une autre soit également notifié au Comité SPS, même s'il avait déjà été notifié au Comité OTC.

2.43. En octobre 2009, le Pérou a rappelé que l'entrée de produits traditionnels exotiques sur le marché européen avait été sérieusement affectée par le Règlement des CE relatif aux nouveaux aliments. La mesure allait à l'encontre des activités que les Communautés européennes avaient elles-mêmes entreprises pour soutenir les petits producteurs et pour ouvrir le marché communautaire à des nouveaux produits exotiques. Différents produits exotiques avaient été certifiés par l'Office de la santé et de l'environnement du Pérou, qui certifiait la sécurité sanitaire et la conformité à un système HACCP, et ces produits étaient propres à la consommation humaine et pouvaient être commercialisés au niveau international. Le Pérou s'inquiétait de la perte continue de possibilités commerciales du fait de cette mesure et a demandé à être informé de l'avancée de la modification. Le Brésil, la Colombie, l'Équateur et le Mexique ont soutenu les préoccupations exprimées par le Pérou au sujet du règlement des CE relatif aux nouveaux aliments.

2.44. Les Communautés européennes ont déclaré que, le 15 janvier 2008, la Commission des CE avait soumis au Conseil et au Parlement européen une proposition pour la révision du Règlement relatif aux nouveaux aliments. La proposition avait été notifiée aux Membres de l'OMC en mars 2008 en vertu de l'Accord OTC. La procédure révisée devait être plus souple et certains nouveaux aliments avaient déjà été approuvés en vue de leur mise sur le marché des CE. La période de référence pour l'établissement d'un bilan d'innocuité avait été modifiée en une période de 25 ans et les données sur la consommation pouvaient provenir de tout pays tiers et non obligatoirement du pays qui soumettait la demande. La possibilité de déposer une demande d'autorisation pour un nouvel aliment avait également été ouverte à toute partie intéressée. La proposition conservait les principales règles applicables actuellement aux nouveaux aliments, mais elle simplifiait l'accès au marché des CE pour les aliments traditionnels en provenance de pays tiers dont il était reconnu qu'ils utilisaient des aliments sains, et mettait en place des mesures réglementaires proportionnées. La proposition faisait encore l'objet de négociations et son adoption était prévue pour juillet 2010.

2.45. En juin 2011, le Pérou a de nouveau fait part de ses inquiétudes au sujet du Règlement n° 258/97, qui nuisait en particulier au commerce des produits traditionnels du Pérou qui étaient vendus de façon sécuritaire aux États-Unis et au Japon (G/SPS/GEN/1087). La Colombie partageait la préoccupation du Pérou car ce règlement constituait un obstacle injustifié au commerce des produits traditionnels et entravait de ce fait les activités économiques. En 2009, l'Union européenne avait accepté de modifier ce règlement d'une manière qui tiendrait compte des produits traditionnels. Or cette modification n'avait pas été mise en œuvre en raison de désaccords entre le Conseil européen et le Parlement européen concernant les produits issus d'animaux clonés, en dépit de l'existence d'un accord général sur les aliments traditionnels. La Colombie encourageait l'Union européenne à dissocier ces questions et à régler la question des produits

traditionnels d'ici la fin de 2011. Le Brésil, le Chili, la Chine, le Costa Rica, l'Indonésie, le Mexique et le Paraguay partageaient les préoccupations exprimées par le Pérou et la Colombie.

2.46. L'Union européenne a dit que les produits alimentaires étaient considérés comme nouveaux aux termes de l'actuel Règlement n° 258/97 s'ils étaient dérivés de nouveaux procédés technologiques ou dépourvus d'un historique significatif relatif à la consommation en Europe. Le 15 janvier 2008, des mesures avaient été prises pour mettre à jour les règles existantes relatives aux nouveaux aliments dans le but de faciliter la présentation de demandes d'autorisation visant de nouveaux aliments et de simplifier l'accès au marché de l'Union européenne pour les produits alimentaires traditionnels provenant de pays tiers qui avaient un bilan d'innocuité. Toutefois, la proposition initiale présentée aux colégislateurs n'avait pas été adoptée. Les principaux obstacles étaient les dispositions relatives aux produits alimentaires issus d'animaux clonés et à la nanotechnologie. Tout nouveau règlement contiendrait une procédure d'autorisation centralisée et plus rapide pour les nouveaux aliments et des mesures spécifiques pour les produits alimentaires traditionnels, étant donné que les colégislateurs européens s'étaient effectivement déjà mis d'accord sur cette question.

2.47. En octobre 2011, le Pérou a rappelé ses préoccupations au sujet du Règlement n° 258/97 (G/SPS/GEN/1117). Le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Mexique et le Paraguay partageaient les préoccupations exprimées par le Pérou.

2.48. L'Union européenne a réitéré l'explication qu'elle avait fournie en juin 2011 concernant la définition des nouveaux aliments et le processus de révision du règlement qui était en cours.

2.49. En mars 2012, le Pérou a rappelé les préoccupations qu'il avait précédemment soulevées au sujet du Règlement de l'UE relatif aux nouveaux aliments (n° 258/97), qui restreignait la mise sur le marché d'aliments non commercialisés dans l'Union européenne avant mai 1997 (G/SPS/GEN/1137). Le règlement ne faisait pas de distinction entre les aliments et les ingrédients strictement nouveaux et les produits traditionnels issus de la biodiversité des pays en développement. Les mesures de l'UE étaient inutiles et excessives puisqu'elles s'appliquaient à des produits qui étaient consommés en toute sécurité depuis longtemps sur d'autres marchés et qui, par conséquent, ne représentaient aucun risque pour la santé des consommateurs. Rappelant les dispositions de l'Accord SPS, le Pérou invitait l'Union européenne à renoncer à appliquer le Règlement n° 258/97 aux produits traditionnels consommés depuis longtemps en toute sécurité en dehors du marché communautaire.

2.50. Cuba partageait les préoccupations du Pérou et a indiqué que la mesure était discriminatoire. La Colombie qui soutenait également les préoccupations du Pérou a exhorté l'Union européenne à accélérer la modification du règlement relatif aux nouveaux aliments, en insistant sur l'effet inutile et injustifié que le retard avait sur l'accès des produits traditionnels au marché de l'UE. L'Argentine, le Brésil, le Chili et le Paraguay ont indiqué qu'ils partageaient les préoccupations et suivaient la question avec la plus grande attention.

2.51. L'Union européenne a réitéré les observations qu'elle avait formulées au cours des réunions de juin et d'octobre 2011.

2.52. En juillet 2012, le Pérou a rappelé une fois de plus ses préoccupations au sujet du Règlement de l'UE sur les nouveaux aliments. Le Pérou estimait que ses produits traditionnels témoignaient de l'utilisation durable de sa biodiversité et a fait valoir que le règlement en question affectait particulièrement le commerce des aliments traditionnels. Le règlement avait des répercussions économiques et sociales négatives, dont la perte de revenus, les charges administratives auxquelles les importateurs devaient faire face et l'effet qu'une baisse de la consommation de produits traditionnels à grande valeur nutritive pourrait avoir sur l'état de santé général des consommateurs à l'échelle mondiale. Le Pérou a instamment invité l'Union européenne à s'abstenir d'appliquer le Règlement n° 258/97 aux produits traditionnels ou à faciliter l'entrée des produits qui avaient des antécédents de consommation sûre à l'extérieur du marché communautaire.

2.53. Cuba soutenait les préoccupations du Pérou et a indiqué que la mesure était discriminatoire, soulignant à cet égard les effets injustifiés sur l'accès des produits traditionnels au marché de l'UE. La Colombie et l'Équateur, qui partageaient eux aussi les préoccupations du Pérou, ont

instamment invité l'Union européenne à mettre en œuvre la révision du règlement sur les nouveaux aliments.

2.54. L'Union européenne a expliqué que la révision des règles relatives aux nouveaux aliments, amorcée en janvier 2008, visait à faciliter les demandes d'approbation concernant ces aliments et à simplifier l'accès au marché de l'UE pour les produits alimentaires traditionnels provenant de pays tiers et ayant des antécédents d'utilisation sûre. Cependant, les colégislateurs ne s'étaient pas mis d'accord sur la révision proposée, et l'Union européenne préparait les prochaines étapes dans l'espoir de faciliter le consensus nécessaire pour permettre l'adoption et la promulgation d'un règlement révisé sur les nouveaux aliments. L'Union européenne rendrait publiques ses prochaines étapes dès qu'elles seraient convenues. Pour l'heure, la Commission élaborait, aux fins d'adoption en 2013, une proposition législative fondée sur l'accord général conclu avec les colégislateurs de l'UE. Tout nouveau règlement sur les nouveaux aliments comporterait une procédure d'approbation centralisée et plus rapide, et des mesures spécifiques seraient mises en place pour les produits alimentaires traditionnels de pays tiers ayant accès au marché de l'UE. Il était prévu que la Commission adopte en 2013 une proposition législative connexe sur le clonage des animaux, sur la base des résultats d'une évaluation d'impact en cours.

2.55. En octobre 2012, le Pérou a réitéré sa préoccupation concernant la mise en œuvre du Règlement n° 238/97, qui continuait à limiter l'accès des produits traditionnels à l'Union européenne. En pratique, le Règlement n° 238/97 constituait un obstacle non nécessaire et injustifié au commerce; il n'avait pas été adopté sur la base d'une évaluation des risques appropriée fondée sur des preuves scientifiques et était donc contraire à l'article 5 de l'Accord SPS. Le Pérou a renouvelé sa demande pour que l'Union européenne exclue du règlement les produits traditionnels issus de la biodiversité et qu'elle supprime les obstacles injustifiés au commerce.

2.56. Le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, l'Équateur et le Venezuela ont partagé la préoccupation du Pérou et affirmé que le Règlement n° 238/97 constituait un obstacle non nécessaire au commerce car il visait des produits qui n'étaient pas largement commercialisés sur le marché de l'UE avant 1997, et ce, sans tenir compte du fait qu'ils étaient consommés en toute sécurité depuis longtemps dans d'autres pays. La Colombie a déclaré regretter que l'UE tarde à réformer ce règlement afin de le mettre en conformité avec les obligations dans le cadre de l'OMC. Le Brésil, le Chili et le Costa Rica ont à nouveau déclaré être intéressés par l'avancement de la révision de ce règlement.

2.57. L'Union européenne a rappelé qu'à la dernière réunion, elle avait fourni une explication détaillée concernant la situation du dossier des nouveaux aliments; elle rédigeait actuellement une nouvelle proposition législative sur les nouveaux aliments dont l'adoption était prévue en 2013. L'Union européenne tiendrait les Membres informés de l'avancement des négociations relatives aux nouveaux aliments, des futures mesures applicables aux aliments traditionnels en provenance de pays tiers et notifierait le nouveau projet législatif à l'OMC pour observations. Pour venir en aide aux producteurs, aux importateurs et aux acteurs chargés de distribuer les produits sur le marché de l'UE, un catalogue des nouveaux aliments avait été créé, ainsi qu'un document indiquant aux opérateurs intéressés comment déterminer si un aliment ou un ingrédient était déjà consommé dans l'Union européenne. L'Union européenne demeurerait déterminée à collaborer avec les partenaires concernés pour trouver une solution à l'amiable à cette question.

2.58. En mars 2013, le Pérou a réitéré la préoccupation qu'il avait soulevée précédemment au sujet du Règlement n° 258/97 de l'UE relatif aux nouveaux aliments dont l'application limitait l'accès au marché de l'UE pour les produits qui n'avaient pas été commercialisés dans l'Union européenne avant mai 1997 (G/SPS/GEN/1137). Le Pérou estimait que le Règlement constituait un obstacle au commerce injustifié pour ses produits traditionnels issus de la biodiversité, en raison du coût élevé de la demande à présenter pour avoir accès au marché et des délais d'approbation. La mesure de l'UE allait à l'encontre des efforts de coopération et d'assistance technique déployés au niveau international pour développer les marchés et renforcer les capacités des petits et moyens producteurs. Par exemple, le commerce du camu (*Myrciaria dubia*), un fruit sylvestre originaire du bassin de l'Amazonie occidentale, était autorisé dans des pays comme le Japon et les États-Unis, et était inscrit dans la Classification Codex des aliments destinés à l'alimentation humaine et animale, mais interdit dans l'Union européenne. Le Pérou a demandé des renseignements sur l'état d'avancement de la nouvelle proposition législative de l'UE relative aux nouveaux aliments et a invité l'Union européenne à réexaminer le cas des produits traditionnels issus de la biodiversité qui étaient consommés sans danger en dehors du marché de l'UE.



2.59. Le Chili, la Colombie, l'Équateur et le Paraguay ont fait écho aux préoccupations du Pérou et attendaient avec intérêt la proposition législative de l'UE portant révision du règlement. La Colombie et le Paraguay ont instamment demandé à l'Union européenne de tenir compte de l'historique de consommation sans danger de ces produits.

2.60. L'Union européenne a dit que la nouvelle proposition législative était toujours en cours d'élaboration et devait être présentée plus tard dans le courant de l'année. Des mesures spécifiques visant les produits alimentaires traditionnels en provenance de pays tiers et destinées à faciliter leur accès aux marchés de l'UE seraient proposées. La proposition avait pour but général de simplifier la procédure d'approbation et d'établir un système d'autorisation centralisé. Une fois finalisé, le nouveau projet serait envoyé à tous les partenaires commerciaux de l'UE par la voie d'une notification au titre à la fois de l'Accord SPS et de l'Accord OTC pour que leurs observations et préoccupations puissent être prises en compte. L'Union européenne était toujours disposée à discuter plus en détail de la question.

2.61. En octobre 2013, le Pérou a redit sa préoccupation concernant le règlement de l'UE relatif aux nouveaux aliments qui restreignait l'accès des produits traditionnels issus de la biodiversité au marché européen. Le Pérou avait démontré les effets négatifs de cette mesure sur les exportateurs. Le projet de modification du Règlement n° 258/97 excluait de son champ d'application les produits traditionnels issus de la biodiversité qui, auparavant, pouvaient être consommés sans risque dans leur pays d'origine. L'objectif visé était la facilitation de l'exportation de ces produits provenant de pays en développement. Le Pérou a demandé où en était le projet de modification du Règlement n° 258/97, qui constituerait une étape importante pour l'accès au marché européen.

2.62. Le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba et El Salvador ont appuyé les préoccupations exprimées par le Pérou.

2.63. L'Union européenne a confirmé que la Commission européenne prévoyait de présenter un nouveau projet législatif relatif aux nouveaux aliments d'ici à la fin de 2013. Il tiendrait compte de l'accord-cadre sur les mesures applicables dans l'avenir aux aliments nouveaux, y compris les produits traditionnels des pays tiers, conclu par les colégislateurs de l'UE. Le projet simplifierait le processus d'approbation et énoncerait des mesures spécifiques visant les produits alimentaires traditionnels en provenance de pays tiers, qui viseraient à faciliter leur accès au marché communautaire dans l'intérêt des consommateurs, tout en assurant leur sécurité sanitaire. L'avant-projet serait distribué à tous les Membres sous forme de notifications, au titre de l'Accord SPS et de l'Accord OTC, pour que leurs observations et préoccupations puissent être bien prises en compte.

2.64. En mars 2014, le Pérou a redit sa préoccupation concernant le règlement de l'UE relatif aux nouveaux aliments et a demandé où en était le projet de modification du Règlement n° 258/97.

2.65. L'Équateur a noté que le texte législatif révisé, 2013/894, opposait toujours des obstacles aux produits issus de la biodiversité, et il a cherché à s'assurer que ce texte était conforme aux articles 2:2 et 5:6 de l'Accord SPS. Cette règle plaçait les petits producteurs dans une situation de désavantage car la réglementation de l'UE exigeait que l'historique des ventes des produits issus de la biodiversité soit divulgué alors même que ces renseignements étaient rarement disponibles dans les pays en développement. L'Équateur a suggéré que l'Union européenne: i) remplace le processus existant par une procédure d'autorisation simplifiée fondée sur le risque; ii) définisse clairement les facteurs à prendre en compte pour évaluer la sécurité; et iii) précise les normes et les procédures internationales conformément auxquelles l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) fonderait ses décisions et effectuerait les évaluations des risques.

2.66. Le Costa Rica, El Salvador et le Nicaragua se sont aussi associés aux préoccupations du Pérou.

2.67. L'Union européenne a annoncé qu'en décembre 2013 la Commission avait adopté une proposition en vue d'un nouveau règlement sur les nouveaux aliments, accompagnée d'une autre proposition relative au clonage. Le nouveau règlement proposé concernant les nouveaux aliments mettait l'accent sur la facilitation de l'accès au marché pour les produits alimentaires traditionnels, y compris ceux produits par de petits exploitants. L'objectif était de simplifier et de rationaliser les

processus d'autorisation tout en assurant la sécurité sanitaire des produits alimentaires. La proposition avait été notifiée à l'OMC en décembre 2013 (G/SPS/N/EU/64) et une période exceptionnellement longue avait été ménagée pour la présentation d'observations (120 jours). Aucune observation n'avait été reçue à ce jour et les Membres intéressés étaient encouragés à présenter leurs observations avant la date limite du 20 avril 2014. L'Union européenne a encouragé l'Équateur à présenter les siennes par écrit afin qu'il puisse en être tenu compte dans le cadre du processus de notification.

2.68. En juillet 2014, le Pérou a de nouveau exprimé ses préoccupations concernant la modification projetée du Règlement n° 258/97 (documents G/SPS/N/EU/64, G/SPS/N/EU/64/Add.1 et G/SPS/N/EU/64/Add.2) et a renvoyé à ses observations au sujet de la façon de faciliter l'accès au marché européen pour les produits issus de la biodiversité des pays en développement (G/SPS/GEN/1329). Le Pérou a souligné ses préoccupations concernant les définitions proposées pour les expressions suivantes: 1) "nouvel aliment": il a demandé sur quelle évaluation des risques l'Union européenne se fondait pour fixer comme date de référence le 15 mai 1997; 2) "aliment traditionnel en provenance d'un pays tiers": la majorité des aliments traditionnels potentiellement exportables provenaient de la production primaire; et 3) "innocuité d'utilisation passée dans un pays tiers": il estimait que le délai de 25 ans pour démontrer l'innocuité d'utilisation était trop long et a proposé à la place un délai de 5 ans au cours duquel aucun risque pour la santé des personnes n'aurait été relevé. Le Pérou a demandé à l'Union européenne de réviser ces définitions afin d'élaborer des critères offrant aux produits traditionnels issus de la biodiversité en provenance des pays en développement un accès réel et approprié au marché européen.

2.69. La Colombie, le Costa Rica et l'Équateur ont indiqué qu'ils partageaient les préoccupations exprimées par le Pérou.

2.70. L'Union européenne a rappelé qu'elle avait notifié en décembre 2013 une proposition de nouveau règlement sur les nouveaux aliments et qu'un délai exceptionnellement long (150 jours au total) pour la présentation d'observations avait été ménagé afin de faciliter le dialogue entre les Membres intéressés et l'Union européenne. Le délai pour la présentation d'observations avait été prolongé jusqu'au 20 mai 2014 et des observations avaient été reçues du Canada, de la Chine, du Costa Rica, de l'Équateur, des États-Unis et du Pérou. Les experts de l'UE examinaient ces observations et des réponses écrites seraient bientôt données. L'Union européenne a précisé que la date de référence du 15 mai 1997 était déjà appliquée par le Règlement n° 258/97/CE existant et que, la nouvelle proposition ne modifiant pas la portée de la législation européenne, cette date demeurerait inchangée. Un document d'orientation avait été élaboré afin d'expliquer comment établir l'utilisation d'un aliment dans une mesure "non négligeable". S'agissant de la définition d'un "aliment traditionnel en provenance d'un pays tiers", celle-ci renvoyait uniquement à la production primaire. L'huile de sacha inchi pouvait être commercialisée dans l'UE, tandis que le camu camu ou rumberry n'était connu dans l'Union européenne que pour être utilisé dans les compléments alimentaires. L'innocuité d'utilisation passée de 25 ans correspondait à l'expérience d'une génération consommant l'aliment en question et aucune donnée toxicologique n'était requise; seules des données concernant la composition l'étaient. Les nouvelles propositions visaient à simplifier la procédure d'autorisation préalable à la commercialisation, au moyen notamment d'évaluations de la sécurité sanitaire plus rapides et plus adaptées pour les aliments traditionnels en provenance de pays tiers ayant des antécédents d'utilisation sûre. Des orientations détaillées sur tous les renseignements devant être présentés dans le cadre de la demande seraient communiquées. La Recommandation n° 97/618/CE serait remplacée par un nouveau document d'orientation scientifique élaboré par l'EFSA avant le 31 octobre 2015 et ferait l'objet d'une consultation publique.

2.71. En octobre 2014, le Pérou a de nouveau exprimé ses préoccupations concernant la modification projetée du Règlement n° 258/97 (G/SPS/GEN/1361) de l'UE demandant une fois encore la révision de plusieurs définitions. De plus, il a évoqué l'article 9 de la modification projetée qui établissait la procédure d'autorisation de mise sur le marché de l'Union d'un nouvel aliment et selon lequel il incombait à l'exportateur de présenter des preuves scientifiques démontrant l'innocuité du nouvel aliment en question. Le Pérou a contesté la compatibilité du règlement projeté par l'UE avec les articles 2:2 et 5 de l'Accord SPS selon lesquels le Membre importateur devait adopter la mesure la moins restrictive pour le commerce, sur la base d'une évaluation des risques, et a demandé à l'Union européenne de présenter le fondement scientifique de son règlement.

2.72. La Colombie et le Guatemala ont indiqué qu'ils partageaient les préoccupations exprimées par le Pérou.

2.73. L'Union européenne a informé le Comité que les observations des Membres sur le nouveau règlement projeté étaient transmises au Parlement européen et au Conseil européen pour examen avant son adoption définitive. S'agissant des observations formulées par le Pérou au sujet de l'article 9, elle a rappelé que l'un des objectifs principaux du règlement projeté était de faciliter et de simplifier l'autorisation de nouveaux aliments en provenance de pays tiers. La Recommandation n° 97/618/CE de la Commission européenne reflétait les considérations scientifiques sous-tendant le projet de législation. Étant donné qu'il n'était pas possible de prévoir les risques potentiels liés aux processus de production de nouveaux aliments, l'Union européenne a indiqué qu'un niveau élevé de sécurité sanitaire des produits alimentaires ne pouvait être atteint qu'en mettant en place un système d'approbation avant commercialisation compatible avec l'article 8 et l'Annexe C de l'Accord SPS. Elle s'est dite convaincue que le Règlement projeté était compatible avec l'Accord SPS puisqu'il établissait des procédures d'autorisation unifiées, simplifiées et abrégées. Elle a réitéré son engagement à travailler en étroite collaboration avec tous les Membres pour répondre à leurs préoccupations et à fournir des indications détaillées aux requérants sur les procédures d'autorisation et de notification.

#### Catégorisation de composés en tant que perturbateurs endocriniens (PCS n° 382)

Question soulevée par:	États-Unis
Appuyée par:	
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Mars 2014 (G/SPS/R/74, paragraphes 4.3 et 4.4)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.74. En mars 2014, les États-Unis ont noté que l'Union européenne prévoyait de publier une feuille de route décrivant brièvement différentes options et une évaluation d'impact préliminaire entrant dans le cadre de son processus d'évaluation, de classement et de réglementation des perturbateurs endocriniens. Ils ont exhorté l'Union européenne à notifier rapidement la feuille de route, toutes les propositions futures et le projet d'évaluation d'impact et à prendre en compte les observations des Membres. Les États-Unis ont demandé à l'Union européenne d'expliquer son programme d'évaluation des perturbateurs endocriniens, et d'indiquer en particulier le calendrier des consultations publiques, ainsi que le calendrier des notifications et la manière dont les observations des Membres seraient prises en compte.

2.75. L'Union européenne a souligné que plusieurs de ses textes législatifs contenaient des dispositions relatives aux perturbateurs endocriniens; toutefois, on ne disposait pas de critères scientifiques permettant d'identifier les substances de ce type. Elle a indiqué qu'elle avait prévu de proposer des critères scientifiques permettant d'identifier les perturbateurs endocriniens dans son règlement relatif aux produits biocides et son règlement relatif aux produits phytosanitaires avant décembre 2013. Compte tenu des incidences que pouvait avoir le choix de critères, toutefois, la Commission européenne avait décidé de procéder à une évaluation d'impact globale dont le but était d'étudier les grandes options possibles pour la définition de ces critères avant de présenter une proposition révisée. Ce processus était en cours et l'étape suivante serait la publication, dans les semaines à venir, d'une feuille de route qui esquisserait les grandes options disponibles pour les critères à évaluer. L'évaluation d'impact suivrait les directives types de l'UE, prendrait en compte les études et rapports scientifiques existants, les rapports internationaux pertinents en cours sur ce sujet, et l'impact sur le commerce international. L'Union européenne a également précisé qu'une consultation publique serait lancée dans le cadre du processus dans le courant de 2014, laquelle permettrait à toutes les parties prenantes et partenaires commerciaux de donner leur avis.

#### 2.4.2 Santé animale

##### Prescriptions de l'UE concernant le traitement thermique des produits transformés à base de viande importés (PCS n° 351)

Question soulevée par:	Fédération de Russie
Appuyée par:	
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Juin 2013 (G/SPS/R/71, paragraphes 4.1 et 4.2), mars 2014 (G/SPS/R/74, paragraphes 3.21 et 3.22), juillet 2014 (G/SPS/R/75, paragraphes 4.23 et 4.24)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/GEN/1328
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.76. En juin 2013, la Russie a exprimé sa préoccupation concernant la prescription de l'UE selon laquelle les produits à base de viande bovine et de viande porcine devaient subir un traitement thermique à 80 °C, et elle a demandé que l'Union européenne mette ses prescriptions en conformité avec les normes internationales, qui n'exigeaient qu'un traitement thermique à 70 °C. La Russie a instamment prié l'Union européenne de mener à bonne fin le processus législatif en cours, qui devait aboutir à la mise en conformité des prescriptions de l'UE avec les recommandations de l'OIE.

2.77. L'Union européenne a souligné qu'elle était exempte de la peste porcine africaine (à l'exception d'une île) et de la fièvre aphteuse, deux maladies présentes en Russie. La prescription relative au traitement thermique à 80° C avait pour but d'empêcher l'introduction de ces deux maladies via l'importation de produits d'origine animale. Le traitement thermique à 70 °C pendant un minimum de 30 minutes pour les viandes déjà désossées et dégraissées qui était demandé par la Russie était conforme aux normes de l'OIE pour ce qui était de l'inactivation du virus de la fièvre aphteuse, mais pas en ce qui concernait la peste porcine africaine. L'Union européenne modifierait donc ses mesures uniquement pour les espèces qui n'étaient pas susceptibles de contracter la peste porcine africaine. Le processus de modification des règles existantes en matière d'importation dans le but de faire droit à la demande de la Russie avait déjà commencé, et une proposition devait être adoptée prochainement.

2.78. En mars 2014, la Russie a redit ses préoccupations au sujet du régime de traitement thermique que l'UE appliquait aux produits carnés et aux estomacs, vessies et boyaux traités provenant de bovins domestiques, d'animaux biongulés d'élevage ou sauvage (à l'exception des porcins) et d'ovins et de caprins domestiques. Bien que l'Union européenne ait reconnu Kaliningrad comme étant une région distincte (d'un point de vue vétérinaire), elle autorisait seulement en provenance de cette région les importations de produits ayant subi un traitement thermique à une température minimale de 80 °C. Les produits provenant du restant de la Russie étaient interdits et ne pouvaient que transiter par le territoire de l'Union européenne. En réponse à une demande présentée par la Russie en mars 2013 tendant à ce que l'Union européenne fixe à 70 °C la température au cœur minimale du traitement thermique de ces produits et rétablisse le droit d'exporter en provenance du territoire principal de Russie, l'Union européenne n'avait consenti au traitement à 70 °C que pour les produits en provenance de la région de Kaliningrad mais avait exigé une durée de traitement plus longue que celle prescrite. En réponse à une demande présentée en mars 2014 au sujet de la justification scientifique des prescriptions de l'UE, la Commission européenne avait expliqué que le Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'OIE ne prévoyait pas de procédures spéciales pour la destruction du virus de la peste porcine africaine présent dans la viande. En conséquence, la Commission européenne avait décidé d'appliquer les procédures prévues par la législation communautaire pour la destruction du virus de la peste porcine classique et d'autres maladies virales, à savoir 80 °C. La Russie a noté que cela était contraire aux dispositions du Code de l'OIE, selon lesquelles une température minimale au cœur de 70 °C (régime D) était suffisante pour inactiver le virus de la peste porcine classique. Voir aussi le document G/SPS/GEN/1328.

2.79. L'Union européenne a souligné que la question avait fait l'objet d'échanges bilatéraux nourris ces dernières années. Les importations de produits carnés provenant de porcins et de ruminants originaires de Russie étaient autorisées depuis 1997 si ces produits avaient subi un

traitement thermique à une température minimale de 80 °C. La situation s'était détériorée en Russie dans le domaine de la santé animale, la peste porcine classique et la peste porcine africaine s'étant propagées faute de contrôles suffisants. La Russie n'appliquait pas le principe de régionalisation sur son territoire et n'avait pas de statut officiellement reconnu par l'OIE à l'égard de la fièvre aphteuse. L'Union européenne a incité la Russie à lancer le processus de régionalisation des principales maladies animales sur son territoire et à demander à l'OIE la reconnaissance de son statut à l'égard de la fièvre aphteuse.

2.80. En juillet 2014, la Russie a rappelé qu'elle avait exprimé cette préoccupation pour la première fois en juin 2013. En 2010, l'autorité compétente russe avait engagé le processus d'autorisation des exportations vers l'Union européenne de préparations à base de viande crue de bovins, de porcins et de volailles produites dans la région de Kaliningrad. La Russie avait demandé une modification des conditions de traitement thermique pour ces produits. À la suite de longs travaux menés conjointement par les autorités russes et la DG SANCO, le Règlement n° 1162/2012 de l'Union européenne avait été adopté, réglementant la procédure d'exportation de produits d'origine animale en provenance de la région de Kaliningrad vers l'Union européenne. Toutefois, la Russie a indiqué que ce règlement avait depuis créé de nombreuses difficultés pour ses exportations de produits carnés prêts à consommer en provenance du reste du pays et qu'il avait eu pour conséquence d'exclure la Russie de la liste des pays tiers autorisés à exporter ces produits vers l'Union européenne. À ce jour, la Russie n'avait pas pu obtenir une explication scientifique satisfaisante de la décision de l'UE de maintenir le régime de traitement thermique à 80 °C pour la viande de porc. La Russie a demandé la résolution rapide de cette question.

2.81. L'Union européenne a indiqué qu'elle était disposée à modifier la Décision 2007/777/CE de la Commission afin de rétablir le droit pour l'ensemble du territoire russe d'exporter des produits carnés tirés de porcins et de ruminants vers l'Union européenne. Cette position avait déjà été communiquée à la Russie par des canaux bilatéraux. L'Union européenne a souligné que les établissements autorisés à exporter les produits identifiés se situaient exclusivement dans la région de Kaliningrad. Avant d'autoriser les établissements situés dans le reste de la Russie, l'Office alimentaire et vétérinaire de l'UE devrait vérifier que la situation en matière de santé animale et de santé publique était satisfaisante, conformément à la procédure normale. L'Union européenne était disposée à envisager les prescriptions à l'importation les plus adaptées et les plus efficaces en fonction de la situation sanitaire de la partie exportatrice. L'Union européenne réviserait également ses prescriptions visant les produits d'origine porcine transformés en cas de modification des normes correspondantes de l'OIE ou si de nouvelles études scientifiques démontraient que des traitements moins stricts pouvaient assurer une sécurité suffisante pour ce qui est de la peste porcine africaine. Dans le cas des produits carnés tirés de ruminants, la Russie n'appliquait pas de politique de régionalisation conforme aux normes internationales et n'avait pas non plus de statut favorable en matière de fièvre aphteuse reconnu officiellement par l'OIE. Par conséquent, l'Union européenne ne serait pas en mesure d'assouplir ses prescriptions à l'importation visant les produits carnés tirés de ruminants. L'Union européenne restait déterminée à poursuivre les discussions sur cette question et a prié instamment la Russie d'appliquer le principe de régionalisation aux principales maladies animales sur son territoire. En réponse, la Russie a indiqué que la régionalisation n'était pas pertinente pour ce qui était de la fièvre aphteuse dans le cas des préparations de viandes.

#### 2.4.3 Préservation des végétaux

##### Mesures phytosanitaires concernant l'antracnose des agrumes (PCS n° 356)

Question soulevée par:	Afrique du Sud
Appuyée par:	Argentine
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Juin 2013 (G/SPS/R/71, paragraphes 4.15 à 4.17), mars 2014 (G/SPS/R/74, paragraphes 3.31 et 3.32), octobre 2014 (G/SPS/R/76, paragraphes 3.16 et 3.17)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/GEN/26, G/SPS/N/EEC/46, G/SPS/N/EEC/47
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.82. En juin 2013, l'Afrique du Sud a exprimé une préoccupation concernant les mesures de restriction à l'importation appliquées par l'Union européenne aux exportations sud-africaines d'agrumes contaminés par l'antracnose des agrumes. Ce problème se posait depuis 1992. À la réunion du Comité SPS de juillet 1997, l'Afrique du Sud avait fait distribuer une déclaration (G/SPS/GEN/26) au sujet des notifications de l'UE relatives aux modifications apportées aux mesures phytosanitaires concernant l'antracnose des agrumes (G/SPS/N/EEC/46 et G/SPS/N/EEC/47). À l'époque, elle avait fait valoir que les mesures de l'UE n'avaient pas de fondement scientifique ni de justification technique, car les fruits contaminés ne présentaient pas de risque phytosanitaire important. Malheureusement, la question était restée en suspens. Les mesures prises par l'UE non seulement n'avaient pas de fondement scientifique, mais elles avaient en outre des effets particulièrement défavorables sur le commerce et étaient donc contraires à l'Accord SPS. Comme cela avait déjà été indiqué au Comité SPS, cette question avait été soulevée dans le cadre de la procédure de règlement des différends de la CIPV, et les échanges bilatéraux à ce sujet allaient sans doute se poursuivre. L'Afrique du Sud attendait toujours les résultats de l'analyse par l'UE du risque phytosanitaire associé à *Guignardia citicarpa*, analyse qui aurait dû être achevée en 2011. Elle a exhorté l'Union européenne à mener à bien cette analyse et à mettre en œuvre des mesures reposant sur une base scientifique.

2.83. L'Argentine s'est ralliée à la position de l'Afrique du Sud, car elle était également un gros exportateur d'agrumes à destination de l'Union européenne. Elle a exhorté l'Union européenne à achever rapidement son analyse du risque et à prendre des mesures qui auraient un fondement scientifique et ne seraient pas indûment restrictives pour le commerce.

2.84. L'Union européenne a confirmé que cette question avait fait l'objet de la première procédure de règlement des différends de la CIPV et a souligné que son territoire était exempt de l'antracnose des agrumes et que les restrictions en vigueur traduisaient sa volonté de conserver ce statut. L'antracnose des agrumes était de plus en plus souvent détectée dans des fruits en provenance d'Afrique du Sud exportés vers l'Union européenne, et l'UE avait décidé d'agir après un certain nombre d'interceptions. L'Union européenne a assuré à l'Afrique du Sud qu'elle collaborerait étroitement avec elle avant de prendre une décision. Elle a précisé que l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) était en train d'évaluer si les agrumes eux-mêmes pouvaient transmettre la maladie. Le projet d'analyse du risque phytosanitaire devait être publié en juillet 2013 et ferait l'objet d'une consultation publique ouverte. L'Union européenne espérait que les discussions, tant sur le plan bilatéral qu'à la CIPV, ainsi que les données scientifiques à venir, permettraient de trouver une solution qui convienne à tous les intéressés.

2.85. En mars 2014, l'Afrique du Sud a de nouveau fait part de ses préoccupations au sujet des prescriptions restrictives dont l'Union européenne frappait les importations d'agrumes. En décembre 2013, l'Union européenne avait publié une mesure d'urgence concernant le maintien des restrictions destinées à prévenir l'introduction du pathogène de l'antracnose des agrumes sur son territoire. L'analyse du risque phytosanitaire effectuée par l'EFSA sur l'antracnose des agrumes avait été rendue publique en février 2014. L'Afrique du Sud réexaminait tous les ans ses pratiques en matière de gestion des risques liés à cette maladie et des améliorations importantes avaient été apportées, comme il en avait été rendu compte à l'Union européenne. L'Afrique du Sud maintenait que les mesures de l'UE étaient plus rigoureuses que cela ne se justifiait techniquement, et disproportionnées au vu de la portion de territoire de l'Union européenne pouvant éventuellement être exposée au risque d'antracnose des agrumes.

2.86. L'Union européenne a confirmé que l'EFSA avait analysé le risque phytosanitaire présenté par l'antracnose des agrumes en février 2014. Dans le cadre de ce processus, une consultation publique avait été tenue avec des experts scientifiques et toutes les observations qui en avaient résulté avaient été rendues publiques. L'évaluation de l'EFSA avait confirmé que l'antracnose des agrumes présentait un risque élevé pour l'Union européenne dans la mesure où les conditions environnementales dans certaines parties de son territoire étaient favorables à l'introduction, l'établissement et la propagation de la maladie par le biais de l'importation d'agrumes. Il a aussi été souligné que si les mesures de prévention de l'UE étaient suffisantes, elles devaient être renforcées dans certains cas. Comme le processus de révision de ses prescriptions générales en matière d'importation eu égard à l'antracnose des agrumes prendrait du temps, l'Union européenne envisageait de prendre des mesures intérimaires pour l'importation d'agrumes d'Afrique du Sud compte étant tenu du nombre d'expéditions non conformes enregistrées la saison précédente. L'Union européenne a reconnu les efforts déployés par l'Afrique du Sud pour assurer un commerce plus sûr des agrumes.

2.87. En octobre 2014, l'Afrique du Sud a rappelé qu'elle avait déjà fait part de ses préoccupations concernant les prescriptions restrictives de l'UE en matière d'agrumes. Malgré des observations présentées par l'Afrique du Sud et un groupe international d'experts scientifiques, l'EFSA avait publié en février 2014 son évaluation finale des risques liés à l'antracnose des agrumes, confirmant son avis selon lequel les agrumes destinés à la commercialisation en provenance de zones où cette maladie était présente constituaient un risque pour l'Union européenne. Sur la base de cette conclusion, le Comité phytosanitaire permanent de la Commission européenne avait décidé d'imposer des mesures supplémentaires visant les importations d'agrumes en provenance d'Afrique du Sud, qui avaient pris effet en juillet 2014. Selon l'Afrique du Sud, ces mesures bien plus rigoureuses étaient des restrictions au commerce injustifiées et étaient disproportionnées par rapport à tout risque potentiel encouru par l'Union européenne. Les mesures entraînaient des coûts supplémentaires et avaient des répercussions négatives graves sur le secteur des agrumes de l'Afrique du Sud. L'Afrique du Sud avait volontairement suspendu les exportations en provenance de certaines zones pour le reste de l'année 2014 et avait demandé au Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) d'établir un comité d'experts conformément à l'article XIII de ladite Convention pour qu'il fournisse un avis indépendant et scientifiquement fondé. Elle discutait depuis 22 ans avec l'Union européenne, sans succès. Elle réexaminerait de nouveau son système de gestion des risques liés à l'antracnose des agrumes pour la campagne d'exportation de 2015 et continuerait de renforcer son secteur des agrumes. Elle a confirmé son avis scientifiquement fondé selon lequel les prescriptions phytosanitaires à l'importation relatives à l'antracnose des agrumes, appliquées par l'UE aux fruits frais destinés à la consommation, étaient plus rigoureuses que ce qui était techniquement justifiable.

2.88. L'Union européenne a souligné que les mesures étaient appliquées pour prévenir l'introduction de l'antracnose des agrumes, étant donné que le nombre d'interceptions avait augmenté en 2014. Elle était actuellement exempte de l'antracnose des agrumes et cette maladie aurait des conséquences socioéconomiques graves si elle était importée. L'EFSA avait créé un groupe scientifique et était en train d'organiser un dialogue. L'Union européenne a pris acte des efforts déployés par l'Afrique du Sud pour remédier à la situation et s'est dite disposée à assumer ses responsabilités au titre du processus de règlement des différends de la CIPV, mais elle attendait également avec intérêt d'engager un dialogue bilatéral avec des fonctionnaires de l'Afrique du Sud.

#### **Interdiction appliquée par l'UE aux mangues et à certains légumes en provenance d'Inde (PCS n° 374)**

Question soulevée par:	Inde
Appuyée par:	
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Juillet 2014 (G/SPS/R/75, paragraphes 4.7 et 4.8), octobre 2014 (G/SPS/R/76, paragraphes 3.18 et 3.19)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.89. En juillet 2014, l'Inde a indiqué qu'à compter du 1<sup>er</sup> mai 2014 l'Union européenne avait interdit les importations de mangues et de quatre légumes en provenance d'Inde, en raison du nombre croissant d'interceptions de parasites et d'organismes nuisibles dans les cargaisons exportées vers l'Union européenne. L'Inde avait eu des entretiens avec l'Union européenne afin de l'informer des différentes mesures de contrôle qu'elle avait adoptées en vue de régler cette question. L'Union européenne avait imposé l'interdiction avant même d'avoir examiné les résultats de plusieurs méthodes différentes comme les traitements à l'eau chaude ou l'irradiation. Par conséquent, l'ensemble de la récolte destinée au marché de l'UE ne pouvait être exportée. Une équipe technique de l'UE se rendrait en Inde en septembre 2014 afin d'inspecter les différentes installations et l'Inde était favorable à un règlement rapide de ce problème.

2.90. L'Union européenne a expliqué que ces mesures avaient été instaurées le 24 avril 2014 en raison du nombre croissant d'interceptions aux frontières de l'UE de cargaisons de végétaux et de produits végétaux contenant des organismes nuisibles. Plusieurs réunions avaient été organisées avec l'Inde afin d'examiner les problèmes liés à l'insuffisance de ses vérifications phytosanitaires à



l'exportation et à ses systèmes de certification inadaptés. En 2010 et en 2013, l'Office alimentaire et vétérinaire de l'UE avait effectué deux missions en Inde qui avaient révélé d'importantes lacunes dans le système de certification des végétaux exportés vers l'Union européenne. À ce jour, cette situation ne s'était pas améliorée et le nombre de cargaisons de produits végétaux contenant des organismes nuisibles, interceptés aux frontières de l'UE, continuait de croître. En conséquence, l'Union européenne avait temporairement interdit l'importation de cinq produits jusqu'à la fin de l'année 2015 afin de permettre à l'Inde d'adopter des mesures correctives et d'améliorer son système de certification. Cette interdiction temporaire serait réexaminée à la lumière: i) des résultats des audits futurs, le premier étant prévu pour septembre 2014; ii) de l'apport de garanties suffisantes par les autorités indiennes; et iii) de la diminution du nombre d'interceptions de végétaux et de produits végétaux dont l'importation en provenance d'Inde n'était pas interdite. L'Union européenne espérait que l'Inde adopterait les mesures nécessaires afin de permettre la reprise des exportations de tous les végétaux et produits végétaux vers l'Union européenne.

2.91. En octobre 2014, l'Inde a fait part de nouveau de ses préoccupations concernant l'interdiction appliquée par l'UE à ses exportations de mangues et de quatre légumes en raison du nombre croissant d'interceptions de parasites et d'organismes nuisibles. Elle a informé l'Union européenne de diverses mesures prises pour réduire les interceptions telles que le traitement des mangues à l'eau chaude contre les mouches des fruits. Les autorités de l'UE avaient accepté de visiter les usines d'emballage et systèmes indiens existants, et l'Inde a demandé à l'Union européenne d'éliminer les restrictions le plus tôt possible.

2.92. L'Union européenne a expliqué à nouveau les raisons pour lesquelles ces mesures avaient été instaurées à l'égard de cinq produits problématiques aux frontières de l'UE. L'Union européenne a précisé que l'actuelle interdiction temporaire serait en vigueur jusqu'à la fin de l'année 2015, et qu'un rapport d'audit serait publié dans les prochaines semaines. Avant de réexaminer l'interdiction, elle espérait obtenir des garanties suffisantes de la part de l'Inde selon lesquelles elle prendrait des mesures correctives efficaces.

#### 2.4.4 Autres problèmes

##### Retrait par l'UE de l'équivalence pour les produits biologiques transformés (PCS n° 378)

Question soulevée par:	Inde
Appuyée par:	
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Juillet 2014 (G/SPS/R/75, paragraphes 4.15 à 4.18), octobre 2014 (G/SPS/R/76, paragraphes 3.37 à 3.40)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/GEN/1354, G/SPS/GEN/1354/Rev.1
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.93. En juillet 2014, l'Inde a exprimé ses préoccupations concernant le retrait par l'UE de l'équivalence pour les produits biologiques transformés, qui était auparavant reconnue depuis 2006. L'accord d'équivalence avec l'Union européenne autorisait l'exportation vers l'Union européenne des produits alimentaires biologiques transformés ou non en provenance d'Inde sous réserve que ceux-ci soient certifiés par des organismes accrédités dans le cadre du Programme national indien pour les produits biologiques (NPOP). Afin d'accroître ses exportations, l'Inde avait publié en septembre 2012 des lignes directrices qui autoriseraient l'inclusion de certains ingrédients importés. Ces lignes directrices, qui disposaient que le pourcentage d'ingrédients importés était limité à 5%, avaient été communiquées à l'Union européenne, laquelle n'avait présenté aucune observation. Toutefois, le Règlement n° 125/2013 de l'UE prenant effet le 1<sup>er</sup> avril 2013 avait retiré les produits biologiques transformés du champ de l'accord d'équivalence au motif que l'accord exigeait que tous les ingrédients soient cultivés en Inde. L'Inde a précisé qu'aucun produit biologique transformé contenant des ingrédients importés n'était exporté vers l'Union européenne. Elle a demandé que la reconnaissance de l'équivalence soit rétablie car elle avait retiré les lignes directrices de 2012.

2.94. L'Union européenne a répondu que la préoccupation de l'Inde n'était pas une question relevant de l'Accord SPS. Cette position avait déjà été communiquée à l'Inde au cours des réunions bilatérales organisées en avril 2014 et en marge de la réunion en cours du Comité SPS.



L'Union européenne a réitéré son engagement de coopérer avec l'Inde au niveau technique sur cette question, dans le cadre approprié.

2.95. L'Inde a expliqué que les critères appliqués pour désigner un produit comme biologique étaient bien plus stricts que les prescriptions visant les produits non biologiques et que, par conséquent, la notification de ces prescriptions relèverait de l'Accord SPS. L'Inde a demandé des clarifications au Secrétariat à cet égard, y compris une liste des notifications relatives aux prescriptions visant les produits biologiques. Elle a également demandé si les organismes internationaux de normalisation avaient mené des travaux sur ce point.

2.96. Le Secrétariat a indiqué que la plupart des notifications relatives aux produits biologiques avaient été présentées au titre de l'Accord OTC, comme en témoignaient les systèmes de gestion des renseignements OTC et SPS. Il n'y avait pas d'interprétation juridique de l'OMC au sujet des produits biologiques. Le Codex avait réalisé des travaux concernant notamment l'étiquetage des produits alimentaires biologiques mais, comme l'avaient confirmé leurs représentants, ni la CIPV ni l'OIE n'avaient mené d'activités à cet égard. Les renseignements présentés par le Secrétariat avaient ensuite été publiés sous la cote G/SPS/GEN/1354.

2.97. En octobre 2014, le Secrétariat a informé les Membres d'inexactitudes figurant dans le document G/SPS/GEN/1354, qui fournissait des renseignements sur les notifications SPS et OTC concernant les produits biologiques ainsi que sur les travaux pertinents du Codex. Ces inexactitudes seraient corrigées et un document révisé serait distribué dès que possible (G/SPS/GEN/1354/Rev.1, daté du 7 novembre 2014).

2.98. L'Inde a fait part de nouveau de ses préoccupations concernant le retrait par l'UE de l'équivalence pour les produits biologiques transformés, qu'elle reconnaissait auparavant depuis 2006. Les lignes directrices publiées en septembre 2012 autoriseraient l'inclusion de certains ingrédients importés comme des herbes, des arômes, des additifs et des colorants, dans les produits biologiques indiens à valeur ajoutée. L'Inde a précisé à nouveau qu'aucun produit biologique transformé contenant des ingrédients importés n'était exporté vers l'Union européenne, étant donné que ses lignes directrices de 2012 avaient récemment été retirées. Elle a demandé que la reconnaissance de l'équivalence soit rétablie.

2.99. Les États-Unis attendaient avec intérêt le document révisé et ont estimé que les produits biologiques ne relevaient pas du Comité SPS.

2.100. L'Union européenne a indiqué qu'elle était toujours d'avis que la production organique n'était pas visée par l'Accord SPS. En outre, étant donné que ce problème concernait une non-conformité avec des règles d'origine, la question n'avait aucun lien avec les prescriptions SPS ou les prescriptions en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. L'Union européenne a indiqué qu'elle était prête à faire part des préoccupations de l'Inde aux services de la Commission européenne chargés des produits biologiques. Elle avait contacté l'autorité compétente en Inde afin de nouer un dialogue au niveau technique.

## 2.5 Inde

### 2.5.1 Santé animale

#### Conditions d'importation de viande de porc et de produits porcins (PCS n° 358)

Question soulevée par:	Union européenne
Appuyée par:	Canada
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Octobre 2013 (G/SPS/R/73, paragraphes 3.4 à 3.6), mars 2014 (G/SPS/R/74, paragraphes 3.23 à 3.25), juillet 2014 (G/SPS/R/75, paragraphes 4.27 et 4.28), octobre 2014 (G/SPS/R/76, paragraphes 3.31 à 3.33)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.101. En octobre 2013, l'Union européenne a noté que, depuis plusieurs années, elle priait instamment l'Inde d'harmoniser ses conditions d'importation de viande de porc et de produits porcins avec les normes internationales. Actuellement, a) l'Inde demandait que le pays exportateur atteste l'absence de certaines maladies pour lesquelles l'OIE n'avait pas établi de normes internationales; or, elle n'avait pas fourni de justification scientifique à l'appui de ces conditions d'importation; b) l'Inde exigeait que le pays exportateur soit indemne de la maladie sans envisager la possibilité d'échanges commerciaux avec les régions où l'absence de la maladie avait été établie; c) pour ce qui concernait spécifiquement les conditions d'importation applicables aux produits transformés à base de viande de porc, l'Inde exigeait que le pays exportateur atteste que durant la transformation, la température interne de la viande avait été d'au moins 70 °C pendant 30 minutes, et que celle-ci n'ait pas été soumise à d'autres traitements. Ces prescriptions n'étaient pas fondées sur les normes pertinentes de l'OIE et du CODEX. En outre, l'Union européenne a souligné que, au titre de l'Accord SPS, les conditions d'importation ne devraient pas être plus rigoureuses que les mesures applicables au marché intérieur, et que la législation indienne autorisait les produits transformés à base de viande de porc non traités thermiquement à être vendus sur le marché intérieur.

2.102. L'Union européenne a exhorté l'Inde à harmoniser ses mesures avec les normes internationales ou à fournir une analyse scientifique des risques pour chacune des maladies pour lesquelles l'Inde appliquait des conditions d'importation plus rigoureuses que les normes internationales, ainsi que pour le traitement thermique obligatoire des produits transformés à base de viande de porc. L'Union européenne a également prié instamment l'Inde de reconnaître le principe de la régionalisation, qui avait été effectivement appliqué dans l'Union européenne, au lieu d'exiger que le pays soit indemne de certaines maladies.

2.103. L'Inde a noté qu'un comité d'experts techniques créé au Département de l'élevage, de la production laitière et de la pêche avait examiné tous les aspects techniques pertinents en vue de prendre une décision sur les certificats vétérinaires en question. Ce comité s'était déjà réuni et devait tenir une autre réunion.

2.104. En mars 2014, l'Union européenne a rappelé ses préoccupations concernant les prescriptions imposées par l'Inde à l'importation de viande de porc et de produits à base de porc et a demandé à nouveau que ces mesures soient mises en conformité avec les normes de l'OIE. Une autre solution serait que l'Inde fournisse une analyse scientifique des risques pour chacune des maladies pour lesquelles elle appliquait des conditions d'importation plus rigoureuses que les normes internationales, ainsi que pour le traitement thermique obligatoire des produits transformés à base de viande de porc sans lequel l'importation n'était pas autorisée. L'Union européenne a également prié instamment l'Inde de reconnaître le principe de la régionalisation, qui avait été effectivement appliqué dans l'Union européenne, au lieu d'exiger que le pays soit indemne de certaines maladies.

2.105. Le Canada partageait bon nombre des préoccupations soulevées par l'Union européenne. Les exportations canadiennes de viande de porc et de produits à base de porc en Inde avaient été bloquées par suite des prescriptions difficiles à respecter que ce pays imposait en matière d'importation. Le Canada s'inquiétait de ce que l'Inde exige des pays qu'ils attestent l'absence de maladies pour lesquelles l'OIE n'avait pas établi de norme. Le Canada espérait que l'Inde fournirait des renseignements actualisés sur le processus et le calendrier qu'elle avait prévus pour achever l'examen de ses prescriptions à l'importation.

2.106. L'Inde a expliqué que ses prescriptions en matière d'importation exigeaient que les pays soient indemnes de certaines maladies exotiques pour elle. Un dispositif renforcé de surveillance aux frontières étant maintenant en place, comme il l'avait été notifié par les voies bilatérales, et un comité d'experts techniques était en train d'examiner les prescriptions relatives au certificat sanitaire d'importation, en tenant compte des normes de l'OIE, mais sans compromettre les prescriptions sanitaires nationales.

2.107. En juillet 2014, l'Union européenne a rappelé ses préoccupations concernant les prescriptions imposées par l'Inde à l'importation de viande de porc et de produits à base de porc et a noté qu'elle demandait depuis plusieurs années à l'Inde de mettre ces mesures en conformité avec les normes internationales. En particulier, l'Union européenne demandait à l'Inde: a) d'exiger que le pays exportateur certifie uniquement l'absence de maladies pour lesquelles l'OIE avait établi des normes et non d'autres maladies; b) d'exiger la cuisson de la viande de porc et de reconnaître

les procédés de séchage conformément aux normes pertinentes du Codex; c) d'appliquer les mêmes conditions à la viande de porc transformée non traitée thermiquement, qu'elle soit importée ou produite en Inde; et d) de fournir une justification solide scientifique lorsqu'elle s'écarte des normes internationales.

2.108. L'Inde a fait observer que les prescriptions sanitaires étaient en cours de révision et que le Secrétariat et les Membres seraient informés en temps opportun.

2.109. En octobre 2014, l'Union européenne a rappelé ses préoccupations concernant les prescriptions imposées par l'Inde à l'importation de viande de porc et de produits à base de porc, et a noté qu'elle demandait depuis de nombreuses années à l'Inde de mettre ces mesures en conformité avec les normes internationales de l'OIE. Bien que les normes internationales disposent que les autorités vétérinaires ne devaient imposer aucune condition à l'autorisation du commerce de "marchandises sûres", l'Inde avait imposé des interdictions commerciales sans jamais fournir de justification scientifique solide. L'Union européenne a réitéré sa demande de juillet 2014. L'Inde avait promis à de nombreuses occasions de réexaminer ses prescriptions d'importation, mais cela n'avait pas encore donné des résultats tangibles. L'Union européenne a invité instamment l'Inde à respecter ses obligations dans le cadre de l'Accord SPS, de l'OIE et du Codex Alimentarius, et d'éliminer immédiatement son obstacle au commerce de longue date.

2.110. Le Canada a repris à son compte les préoccupations de l'Union européenne et a souligné que l'Inde n'avait fourni aucune justification scientifique expliquant son écart par rapport aux normes internationales. Il a également indiqué que l'Inde exigeait l'absence de plusieurs maladies animales pour lesquelles l'OIE ne recommandait pas de certification vétérinaire. Il a demandé à l'Inde de communiquer au Comité des dates de publication des conditions d'importation révisées pour la viande de porc et les produits à base de porc.

2.111. L'Inde a indiqué que les prescriptions sanitaires à l'importation étaient en cours de révision et que les Membres seraient informés en temps voulu. Elle a également expliqué que cette révision avait été retardée par les récents cas de peste porcine africaine dans l'Union européenne.

## 2.5.2 Préservation des végétaux

### Prescriptions à l'importation appliquées par l'Inde aux myrtilles et aux avocats (PCS n° 371)

Question soulevée par:	Chili
Appuyée par:	
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Juillet 2014 (G/SPS/R/75, paragraphes 4.1 et 4.2)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.112. En juillet 2014, le Chili a fait part de ses préoccupations concernant l'application par l'Inde de prescriptions à l'importation aux myrtilles et aux avocats chiliens, qui avait débuté en 2010. Bien que l'Inde ait notifié ses mesures à l'OMC en 2012, ces prescriptions techniques n'étaient pas justifiées car elles ne tenaient pas compte du statut de zone exempte de mouche des fruits du Chili, que l'Inde avait déjà reconnu en 2005. En particulier, l'utilisation des fumigations au bromure de méthyle sur les myrtilles et les avocats, demandée par l'Inde, nuirait à la qualité du produit final. Le Chili demandait à l'Inde de tenir compte des dispositions pertinentes de l'Accord SPS en vue de résoudre ce problème.

2.113. L'Inde a répondu qu'après avoir reçu la demande du Chili en 2010 elle avait réalisé des analyses du risque phytosanitaire et avait par la suite notifié sa réglementation à l'OMC en 2012. Les observations sur sa notification, reçues du Chili, qui concernaient principalement plusieurs parasites présents dans les avocats et les myrtilles, avaient été prises en compte. Les prescriptions à l'importation imposées par l'Inde, y compris les fumigations au bromure de méthyle, pouvaient

être assouplies si le Chili communiquait la documentation et les preuves nécessaires concernant son statut de zone exempte de *spodoptera eridania* et de *s. frugiperda* dans la région de production des myrtilles destinées à l'exportation vers l'Inde. S'agissant des avocats, l'Inde a demandé au Chili de communiquer les renseignements techniques nécessaires relatifs au statut de plante non hôte des parasites en cause, leur répartition sur le territoire du Chili et la localisation des zones de production d'avocats.

## 2.6 Indonésie

### 2.6.1 Préservation des végétaux

#### Fermeture de ports indonésiens (PCS n° 330)

Question soulevée par:	Chine; Nouvelle-Zélande; États-Unis d'Amérique; Union européenne
Appuyée par:	Afrique du Sud; Argentine; Australie; Canada; Chili; Corée, République de; Japon; Taipei chinois; Thaïlande; Uruguay
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Mars 2012 (G/SPS/R/66, paragraphes 19 à 25), juillet 2012 (G/SPS/R/67, paragraphes 49 à 55), octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 45 à 48), mars 2013 (G/SPS/R/70, paragraphes 3.40 à 3.43), juin 2013 (G/SPS/R/71, paragraphes 4.39 à 4.43), octobre 2013 (G/SPS/R/73, paragraphes 3.26 à 3.29), juillet 2014 (G/SPS/R/75, paragraphes 4.19 à 4.22)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/N/IDN/48, G/SPS/N/IDN/49, G/SPS/N/IDN/53, G/SPS/N/IDN/54, G/SPS/N/IDN/58
Situation:	Partiellement résolue
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	16 octobre 2013

2.114. En mars 2012, les États-Unis ont soulevé des préoccupations au sujet de l'intention de l'Indonésie de fermer plusieurs ports d'entrée aux importations de fruits et de légumes, y compris le port principal de Jakarta (Tanjung Priok), dont la fermeture avait été initialement prévue pour le 19 mars, mais reportée au 19 juin 2012. La fermeture de ces ports menacerait 90% des exportations de fruits et de légumes frais, et la mesure en question n'était pas mise en œuvre d'une manière transparente. Les États-Unis indiquaient qu'ils étaient disposés à collaborer avec l'Indonésie pour répondre à toute préoccupation d'ordre phytosanitaire légitime que l'Indonésie avait à l'égard des importations de fruits et de légumes, tout en facilitant aussi le commerce de ces produits. Les États-Unis priaient instamment l'Indonésie de notifier au Comité ces restrictions au commerce et de communiquer les éléments de preuve scientifiques qui les étayaient.

2.115. L'Union européenne est convenue que les échanges seraient inutilement perturbés du fait de la fermeture de ces ports et a rappelé que toute mesure SPS ne devrait pas être plus restrictive pour le commerce que nécessaire et devrait être compatible avec l'Accord SPS. L'Union européenne a elle aussi encouragé l'Indonésie à notifier ses projets de mesures à l'OMC et à ménager un délai suffisant aux partenaires commerciaux pour communiquer des observations formelles et pour la tenue des discussions connexes.

2.116. L'Australie a aussi exprimé des préoccupations concernant le règlement horticole révisé de l'Indonésie, qui était d'un intérêt commercial majeur pour les exportateurs australiens, et a indiqué sa volonté de travailler en collaboration avec l'Indonésie pour résoudre ce problème. Le Chili a indiqué qu'il suivait de près cette question et qu'il attendait la notification de l'Indonésie pour travailler au niveau bilatéral sur la question. L'Afrique du Sud s'est jointe aux autres Membres pour demander à l'Indonésie de notifier ces règlements au Comité, en y joignant les justifications et documents nécessaires. L'Afrique du Sud indiquait sa volonté de coopérer avec l'Indonésie pour trouver une solution.

2.117. Le Canada a dit craindre que d'autres fermetures de ports similaires puissent intervenir dans le futur pour d'autres produits, comme les produits alimentaires d'origine animale, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur les exportations du Canada à destination de l'Indonésie.

2.118. La Nouvelle-Zélande a relevé en particulier que le port maritime de Jakarta n'avait pas été inclus dans la liste des points d'entrée acceptés, alors que 90% des exportations néo-zélandaises de produits horticoles entraient par ce port. La fermeture des ports se traduirait par une augmentation des coûts et un prolongement des temps de transport, ce qui affecterait la qualité, la valeur et la durée de conservation des produits horticoles périssables. La Nouvelle-Zélande demandait une justification pour la mise en œuvre de ce règlement et, prenant note des observations de l'Indonésie concernant la capacité portuaire, faisait remarquer que restreindre le nombre de ports disponibles pour les importations de produits horticoles aggraverait le problème en détournant les échanges vers des ports plus petits et moins nombreux. Bien que le report de la mise en œuvre des règlements soit appréciable, la Nouvelle-Zélande demandait néanmoins à ce que les règlements soient abrogés, faute de quoi le commerce à destination de l'Indonésie ne serait pas viable. La Nouvelle-Zélande souhaitait travailler de manière constructive avec l'Indonésie et insistait sur la nécessité d'adopter une approche transparente.

2.119. L'Indonésie a indiqué que le Ministère de l'agriculture avait publié les nouveaux règlements n° 15 et 16 de 2012, qui reportaient au 19 juin 2012 la mise en œuvre des règlements n° 89 et 90 du 19 mars. Le report de la mise en œuvre des règlements était destiné à ménager aux parties prenantes et aux partenaires commerciaux suffisamment de temps pour établir des infrastructures, telles que des entrepôts, des installations de stockage réfrigéré et des moyens de transport, de manière à empêcher toute perturbation dans la distribution des fruits et des légumes frais. Les nouveaux règlements prévoyaient tous deux des mesures spécifiques pour plusieurs ports. À compter du 19 juin 2012, tous les produits horticoles devraient entrer uniquement par quatre ports – à savoir le port maritime de Belawan à Medan, le port maritime de Makassar, le port maritime de Tanjung à Surabaya et l'aéroport Soekarno-Hatta à Jakarta – et ne seraient plus admis à entrer par le port de Jakarta (Tanjung Priok). L'adoption de ces nouveaux règlements était fondée sur les raisons suivantes: i) l'identification de 19 cas menaçant l'agriculture indonésienne par l'autorité chargée de l'inspection sanitaire et de la sécurité des produits alimentaires au port de Tanjung Priok; ii) la capacité limitée du laboratoire de quarantaine et de sécurité sanitaire des produits alimentaires pour effectuer des examens au port de Tanjung Priok; iii) l'absence d'installations de quarantaine aux ports d'entrée; et iv) le nombre insuffisant d'inspecteurs sanitaires par rapport au nombre de produits à examiner. L'Indonésie a indiqué qu'elle notifierait et distribuerait les règlements dès que possible.

2.120. En juillet 2012, la Nouvelle-Zélande a fait état des discussions fructueuses menées avec l'Indonésie, qui avaient permis d'aborder et de résoudre certaines des préoccupations concernant l'importation de produits horticoles néo-zélandais. L'Indonésie devrait faire preuve d'une plus grande clarté dans l'instauration des mesures commerciales susceptibles d'affecter les produits agricoles en présentant dans les délais voulus les notifications au titre des Accords pertinents de l'OMC et en menant des consultations avec les Membres pertinents de l'Organisation au sujet de ces mesures.

2.121. L'Afrique du Sud a appuyé la demande visant à ce que les règlements relatifs aux fermetures de ports soient notifiés à l'OMC. Au demeurant, la notification présentée par l'Indonésie en mai 2012 n'accordait pas aux Membres un délai spécifique pour formuler des observations avant l'entrée en vigueur des règlements le 19 juin 2012. L'Afrique du Sud avait tout de même formulé des observations sur les règlements, mais elle n'avait pas reçu de réponse de l'Indonésie. Elle invitait aussi l'Indonésie à faire la lumière sur les articles de presse concernant la réouverture du port de Jakarta aux importations en provenance de certains Membres et à préciser sur quelle base cette exemption était accordée. Elle souhaitait débattre urgemment de la question avec l'Indonésie au niveau bilatéral, dans l'optique du démarrage de sa campagne d'exportation.

2.122. L'Union européenne a dit partager les préoccupations exprimées par la Nouvelle-Zélande; malgré les nouveaux règlements que l'Indonésie avait mis en œuvre pour ouvrir d'autres ports aux importations, la situation ne s'était pas améliorée de beaucoup. L'Indonésie avait accordé à quelques pays un accès préférentiel au port d'entrée principal de Jakarta par le jeu d'accords bilatéraux de reconnaissance, mais elle n'avait pas accordé cet accès à l'Union européenne, qui avait pourtant des normes élevées de sécurité sanitaire des produits alimentaires et de préservation des végétaux. Il s'agissait manifestement d'une mesure restrictive pour le commerce qui plaçait les exportateurs de l'UE dans une situation de désavantage concurrentiel, car le débarquement des fruits et légumes dans d'autres installations portuaires entraînait un allongement de la durée de transport, une augmentation des coûts et une plus grande difficulté à préserver la qualité de ces produits hautement périssables. De plus, la mesure n'avait pas été

notifiée à l'OMC. L'Union européenne a instamment invité l'Indonésie à lever les mesures indûment restrictives pour le commerce et à mettre en œuvre des mesures qui soient conformes à l'Accord SPS, y compris en donnant des notifications préalables par le biais du système de présentation des notifications SPS, en accordant la possibilité de formuler des observations et en ménageant aux opérateurs économiques un délai suffisant pour s'adapter à toute mesure nouvelle.

2.123. Le Japon a fait part de son intérêt pour les mesures (fermetures de ports) que l'Indonésie avait mises en place et s'est déclaré disposé à discuter de la question avec le gouvernement indonésien. L'Australie a dit partager les préoccupations de la Nouvelle-Zélande et a remercié l'Indonésie de son engagement bilatéral constructif sur diverses questions sanitaires et phytosanitaires. Elle a aussi encouragé l'Indonésie à notifier toutes les mesures aux comités pertinents de l'OMC. La Corée s'est associée aux préoccupations soulevées par la Nouvelle-Zélande et a salué la décision que l'Indonésie avait prise récemment de reporter à septembre la mise en œuvre du nouveau règlement d'importation sur les produits horticoles. Elle souhaitait mener des discussions bilatérales avec l'Indonésie pour trouver une solution.

2.124. L'Indonésie a précisé que les anciens règlements faisant l'objet de préoccupations avaient été abrogés puis remplacés par les Décrets n° 42/2012 et 43/2012 du Ministère de l'agriculture, qui avaient été notifiés à l'OMC en juillet 2012 (G/SPS/N/IDN/53, G/SPS/N/IDN/54 et G/SPS/N/IDN/54/Corr.1). Ces décrets portaient sur les mesures de quarantaine phytosanitaire applicables à l'importation de certains fruits et/ou légumes frais, ainsi que de produits végétaux frais (légumes à bulbe à l'état frais) sur le territoire indonésien à compter du 19 juin 2012. Depuis la réunion de mars 2012 du Comité SPS, l'Indonésie avait eu des réunions techniques bilatérales constructives, à Jakarta, avec les Membres intéressés; elle avait résolu la plupart des questions au niveau bilatéral, mais elle restait disposée à poursuivre les discussions à ce niveau.

2.125. En octobre 2012, la Chine a fait part de sa préoccupation concernant la modification par l'Indonésie de ses mesures relatives à la phytoquarantaine pour l'importation de fruits et de légumes frais, lesquelles étaient entrées en vigueur en juin 2012 et avaient été notifiées à l'OMC en juillet 2012. Les prescriptions concernaient l'accréditation des systèmes de contrôle de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la désignation de quatre ports – à l'exclusion du port maritime de Tanjung Priok à Jakarta – pour l'entrée des fruits et légumes. La restriction sur l'utilisation des principaux ports de commerce indonésiens aurait une incidence négative sur le commerce avec la Chine, puisque 90% des exportations chinoises de fruits et légumes entraient en Indonésie par Jakarta. Le commerce de fruits et légumes entre la Chine et l'Indonésie remontait à loin et le système réglementaire chinois surveillait les risques liés aux exportations de fruits et légumes. La Chine s'interrogeait sur la justification scientifique de la mesure puisque les parasites cités par l'Indonésie n'existaient pas en Chine. Selon la pratique internationale, le pays importateur devait d'abord renforcer son système d'inspection dans les ports d'entrée pour garantir la sécurité sanitaire des aliments et des légumes importés, avant de mettre en œuvre un processus pour accréditer les systèmes de contrôle de la sécurité sanitaire des produits alimentaires du pays exportateur. La Chine avait déposé une demande formelle d'accréditation de son système de contrôle de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et encourageait l'Indonésie à organiser une visite d'inspection des systèmes chinois de quarantaine.

2.126. L'Union européenne a fait écho à la préoccupation de la Chine concernant les mesures de quarantaine restrictives imposées par l'Indonésie pour l'importation de fruits et légumes frais et de produits végétaux frais (légumes à bulbe à l'état frais). Lors de la dernière réunion du Comité SPS de l'OMC, l'Indonésie avait déclaré avoir réglé la plupart des questions au niveau bilatéral et accordé l'accès au port d'entrée principal de Jakarta à un certain nombre de pays par le jeu d'accords bilatéraux de reconnaissance. Seul un nombre limité de pays s'étaient vu accorder un accès préférentiel en Indonésie, alors que les autres pays ne pouvaient utiliser qu'un nombre limité de ports d'entrée, et le principal port de Jakarta leur demeurant fermé. En dépit de discussions bilatérales avec l'Indonésie, les exportations de l'UE demeuraient inutilement bloquées ou soumises à des coûts plus élevés, et l'Indonésie n'avait fourni aucune justification pour ces mesures restrictives pour le commerce ni pour l'accès préférentiel discriminatoire. L'Union européenne a instamment invité l'Indonésie à lever les mesures indûment restrictives pour le commerce et à mettre en œuvre des mesures qui soient conformes à l'Accord SPS, y compris en donnant des notifications préalables, afin que les observations formulées par les partenaires commerciaux puissent être prises en compte avant que des mesures qui perturbent le commerce ne soient imposées.

2.127. La Thaïlande s'est associée aux préoccupations de la Chine et de l'Union européenne, indiquant qu'elle était un exportateur important de fruits et légumes vers l'Indonésie et que ses exportations avaient subi des effets négatifs. La Thaïlande a demandé à l'Indonésie de supprimer la mesure afin de réduire les obstacles et de renforcer les échanges.

2.128. L'Indonésie a reconnu que la publication des Règlements n° 42/2012 et 43/2012 du Ministère de l'agriculture avait causé des inquiétudes chez certains Membres concernant la limitation des ports d'entrée pour certains fruits et légumes frais, et certains produits végétaux frais (légumes à bulbe à l'état frais). L'Indonésie n'avait pas fermé ses ports aux importations de produits horticoles, mais cherchait à éviter la diffusion des parasites et des maladies des végétaux grâce à une gestion et à une réglementation efficaces. Son plus grand port maritime, Tanjung Priok, ne disposait pas des équipements appropriés pour la mise en œuvre de mesures de quarantaine comme l'examen physique ou la rétention de produits horticoles. Pour éviter la diffusion des parasites et des maladies des végétaux, et au vu du volume d'activité du port de Tanjung Priok, les importations avaient été redirigées vers d'autres ports qui disposaient de l'infrastructure nécessaire. Il s'agissait du port maritime de Belawan à Medan, du port maritime de Makassar, du port maritime de Tanjung à Surabaya et de l'aéroport international Soekarno-Hatta à Jakarta. L'Indonésie prenait des mesures pour améliorer les équipements de quarantaine à Tanjung Priok, notamment en mettant en place un système intégré entre les organismes de quarantaine, l'administration des douanes et les autres organismes pertinents; en développant et en améliorant l'infrastructure existante permettant de recevoir les produits importés dans la zone portuaire pendant les inspections de quarantaine; et en organisant spécifiquement l'entrée et la sortie des conteneurs. La première étape de ce programme d'amélioration devrait s'achever d'ici à la fin de 2013. Ces mesures de portée générale étaient jugées nécessaires suite aux résultats d'une évaluation menée en 2010-2011 par les fonctionnaires des services de phytoquarantaine, qui avait identifié 15 maladies de plantes exotiques qui n'avaient jamais existé en Indonésie auparavant. Dans la plupart des cas, ces maladies des végétaux concernaient les produits horticoles arrivant par le port de Tanjung Priok. L'Indonésie demeurait préoccupée par le nombre croissant d'interceptions qui menaçaient gravement la protection des végétaux et des consommateurs.

2.129. En mars 2013, la Chine a fait part de ses préoccupations au sujet des règlements indonésiens n° 89, 90, 42 et 43 (G/SPS/N/IDN/48, G/SPS/N/IDN/49, G/SPS/N/IDN/53, G/SPS/N/IDN/54), publiés en décembre 2011, qui portaient révision des mesures d'inspection et de quarantaine des fruits et légumes frais importés. Les règlements exigeaient l'accréditation des systèmes de sécurité sanitaire et de contrôle des produits alimentaires et n'autorisaient l'admission des fruits et légumes frais que par quatre ports indonésiens spécifiques au nombre desquels ne figurait pas le port maritime de Priok à Jakarta. Cette restriction affectait de façon négative le commerce avec la Chine, car 90% des exportations chinoises de fruits et légumes à destination de l'Indonésie entraient par Jakarta. La Chine s'est aussi dite préoccupée par les décrets n° 30 et 60 (G/SPS/N/IDN/58), publiés en 2012, qui exigeaient une licence de sécurité sanitaire, délivrée par le Ministère du commerce, pour importer certains fruits et légumes. Comme l'Indonésie avait retardé l'octroi de ces licences, les exportations de produits agricoles chinois vers l'Indonésie avaient fortement baissé. Le Ministère indonésien du commerce avait aussi imposé des restrictions pour les licences fixant le volume des importations et prescrivait que les fruits et légumes soient inspectés aux ports du pays d'origine avant leur exportation. Entre août et novembre 2012, la Chine avait invité à quatre reprises l'Indonésie à vérifier le système chinois d'inspection et de quarantaine. L'Indonésie avait systématiquement demandé à faire des analyses de détection de la mouche des fruits dans l'ail dans la région chinoise exempte de parasites. Comme l'ail n'est pas une espèce hôte de la mouche des fruits, la Chine a invité l'Indonésie à vérifier son système d'inspection en général sans se limiter à l'ail. En décembre 2012, l'Indonésie a répondu qu'elle n'effectuerait pas d'analyse en Chine sans retour d'information sur l'analyse proposée concernant la présence de la mouche des fruits dans l'ail. La Chine était parvenue à mettre en place un système de sécurité sanitaire des exportations de fruits et légumes, et elle exportait des fruits dans plus de 18 pays, dont l'Union européenne, les États-Unis, le Canada, l'Australie et le Japon. Elle espérait que les deux parties renforceraient leurs services d'inspection dans le cadre du Mémorandum d'accord sur la consultation et la coopération dans le domaine SPS qu'elle avait signé avec l'Indonésie en décembre 2008, et résoudraient rapidement le problème d'inspection et de quarantaine.

2.130. L'Union européenne s'est associée aux préoccupations soulevées par la Chine, faisant valoir que le refus de donner accès au port de Jakarta faisait sensiblement augmenter le coût des

exportations à destination de l'Indonésie. Cette dernière justifiait sa mesure en disant qu'elle avait constaté l'existence d'un nombre croissant d'interceptions qui menaçaient gravement la protection des végétaux et des consommateurs, mais elle n'avait jamais signalé d'interceptions visant des produits de l'UE. Malgré plusieurs discussions au niveau bilatéral avec l'Indonésie, l'Union européenne n'avait obtenu aucun éclaircissement permettant de justifier ces mesures de restriction du commerce ou d'expliquer que seuls quelques pays bénéficiaient d'un accès préférentiel discriminatoire au port de Jakarta. L'Union européenne invitait instamment l'Indonésie à lever sans tarder ces mesures indûment restrictives pour le commerce et à n'adopter que des mesures SPS afin de réduire le plus possible les effets négatifs sur le commerce d'une manière non discriminatoire.

2.131. L'Argentine, le Chili, la Corée, le Taipei chinois et l'Uruguay ont aussi indiqué que la fermeture du port affectait leurs échanges et ils ont dit qu'ils étaient disposés à tenir des consultations avec l'Indonésie pour régler rapidement cette question. Le Chili a indiqué qu'il avait fourni à l'Indonésie les renseignements nécessaires pour confirmer que ses produits étaient exempts de la mouche des fruits et d'autres parasites, mais qu'il n'avait reçu aucune réponse. L'Argentine a noté que cette question devait être réglée le plus rapidement possible car les produits en cause (des fruits) étaient des produits saisonniers et périssables.

2.132. L'Indonésie a insisté sur la solidité de ses liens commerciaux bilatéraux avec la Chine et a fait valoir que la Chine était le principal fournisseur de produits agricoles en Indonésie. Le gouvernement indonésien était toujours en train de développer l'infrastructure portuaire de Jakarta, y compris des installations d'inspection pour les services de quarantaine et services douaniers. Le nouveau système d'inspection serait finalisé d'ici à la fin de l'année en cours et, dans l'intervalle, les partenaires commerciaux de l'Indonésie devaient utiliser les autres ports désignés après avoir satisfait aux procédures prescrites d'analyse et de certification de la sécurité sanitaire des produits alimentaires. L'Indonésie invitait instamment les Membres à obtenir une accréditation en s'adressant à leurs ambassades à Jakarta.

2.133. En juin 2013, la Chine a fait état de ses préoccupations concernant les mesures de quarantaine et d'inspection phytosanitaires appliquées par l'Indonésie aux fruits et légumes frais, qui devaient subir une inspection avant expédition, ne pouvaient accéder au pays que par des ports secondaires et étaient soumis à des restrictions contingentaires. La Chine avait mis en place un système d'inspection, de surveillance et de quarantaine pour ses exportations de fruits et de légumes et l'Indonésie ne lui avait jamais signalé la présence d'organismes nuisibles dans des fruits chinois. La fermeture du port de Jakarta faisait augmenter les coûts de transport, affectait la conservation des produits et réduisait la compétitivité du marché. La Chine demandait à l'Indonésie de mettre fin aux inspections obligatoires par un tiers après la reconnaissance mutuelle du nouveau système de surveillance élaboré par les autorités chinoises et indonésiennes compétentes. Elle invitait également l'Indonésie à mettre en application l'accord signé par les deux parties à Jakarta en mai 2013 et à mener des enquêtes sur le terrain afin de certifier huit types de fruits et de légumes. Enfin, la Chine a demandé à l'Indonésie de supprimer les contingents applicables aux fruits et légumes en provenance de Chine et de promouvoir le développement harmonieux des échanges entre les deux pays.

2.134. L'Union européenne partageait les préoccupations exprimées par la Chine, soulignant que le refus de donner accès au port de Jakarta faisait sensiblement augmenter le coût des exportations à destination de l'Indonésie. L'Indonésie justifiait sa mesure en disant qu'elle avait procédé à des interceptions qui menaçaient gravement la préservation des végétaux et la santé des consommateurs, mais elle n'avait jamais signalé d'interceptions concernant des produits de l'UE. Malgré plusieurs entretiens bilatéraux avec l'Indonésie, l'Union européenne n'avait obtenu aucun éclaircissement susceptible de justifier les mesures commerciales restrictives mises en place par l'Indonésie ni d'expliquer l'accès préférentiel discriminatoire au port de Jakarta. En conséquence, l'Union européenne invitait instamment l'Indonésie à lever les restrictions injustifiées et discriminatoires qui frappaient les produits de l'UE.

2.135. L'Afrique du Sud partageait aussi les préoccupations exprimées par la Chine concernant la fermeture du port de Jakarta et était d'avis que l'obligation d'obtenir un certificat de la SGS entravait les courants d'échanges avec l'Indonésie et entraînait une augmentation des coûts de transport et de certification. Bien qu'elle ait fourni tous les renseignements requis concernant l'innocuité de ses exportations, l'Afrique du Sud n'avait pas reçu de réponse favorable de la part de l'Indonésie. Elle lui demandait donc de supprimer ces mesures injustifiées et discriminatoires.



2.136. Le Chili, la Corée et le Taipei chinois partageaient également les préoccupations exprimées par la Chine et espéraient que ce problème serait résolu rapidement. Le Chili a indiqué qu'il avait obtenu la tenue d'une réunion bilatérale avec l'Indonésie après avoir fourni tous les renseignements demandés concernant ses exportations de fruits.

2.137. L'Indonésie a fait savoir que cette question était en train d'être résolue bilatéralement avec la Chine. Une réunion avec le Ministère indonésien de l'agriculture avait eu lieu le 22 mai 2013, et les deux pays étaient convenus de mettre au point un protocole prorogeable relatif aux prescriptions en matière d'inspection et de quarantaine applicables aux importations et aux exportations de produits agroalimentaires. L'Indonésie a expliqué qu'elle avait adopté ces mesures afin de protéger les consommateurs car, par le passé, des ravageurs exotiques figurant sur la liste de quarantaine avaient été détectés dans des pommes de terre importées en provenance de l'un des Membres qui avaient exprimé des préoccupations à la réunion en cours. L'Indonésie a également souligné que le port de Jakarta rouvrirait dès que les infrastructures portuaires et les installations d'inspection des douanes et des services de quarantaine seraient prêtes.

2.138. En octobre 2013, la Chine a noté que, depuis décembre 2011, le Ministère indonésien de l'agriculture avait successivement pris des décrets ministériels (G/SPS/N/IDN/48, G/SPS/N/IDN/49, G/SPS/N/IDN/53, G/SPS/N/IDN/54) portant modification des prescriptions en matière d'inspection et de quarantaine appliquées aux fruits et légumes frais importés. Selon la Chine, ses exportations de fruits et de légumes avaient grandement souffert de ces décrets, qui prescrivaient l'accréditation des systèmes de contrôle, limitaient le nombre de licences d'importation, exigeaient que les exportations proviennent de zones indemnes de la mouche des fruits et désignaient certains ports à titre de points d'entrée exclusifs, dont ne faisait pas partie le principal port de Jakarta (Tanjung Priok). Pendant des années, les échanges entre les deux pays avaient reposé sur les systèmes établis d'inspection et de contrôle, et l'Indonésie n'avait jamais signalé à la Chine de problèmes phytosanitaires ou liés à la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Le 25 avril 2013, la Chine avait proposé à l'Indonésie un accord de reconnaissance mutuelle pour l'inspection et la mise en quarantaine des fruits et des légumes, et l'avait exhortée à l'étudier le plus tôt possible. La Chine avait également demandé à l'Indonésie de mettre fin au contingentement des fruits et légumes chinois et de fournir une justification scientifique de ces mesures.

2.139. Le Chili a dit avoir amorcé des négociations bilatérales avec l'Indonésie et espérer que cette question soit réglée avant la prochaine réunion du Comité.

2.140. L'Union européenne souscrivait aux préoccupations soulevées par la Chine, notant que les échanges de certains produits horticoles demeuraient inutilement entravés en raison de la fermeture de plusieurs points d'entrée, dont le port de Tanjung Priok. Il semblait discriminatoire que certains pays aient accès à ce port sur la base des renseignements concernant les conditions de sécurité sanitaire des aliments et phytosanitaires qu'ils avaient fournis, alors que d'autres n'y avaient pas accès. L'Union européenne avait fourni tous les renseignements demandés sur ses systèmes de sécurité sanitaire des produits alimentaires et de protection des végétaux, mais l'Indonésie maintenait la restriction à l'entrée.

2.141. L'Indonésie a rappelé avoir subi plusieurs invasions de parasites, notamment une infestation de la papaye par *Paracoccus* sp. et la prolifération de l'organisme *Globodera rostochiensis* dans la pomme de terre, et a noté que outre le risque associé aux organismes nuisibles, certains produits frais importés constituaient une menace pour la sécurité sanitaire des aliments, dépassant les limites maximales autorisées de mycotoxines et de substances chimiques. L'Indonésie disposait de locaux de quarantaine limités et la charge de travail des agents de quarantaine phytosanitaire était trop lourde. Le port de Tanjung Priok faisait l'objet d'améliorations nécessaires dans le but d'atténuer les risques en matière SPS. L'Indonésie a tenu à souligner que ces efforts d'atténuation des risques étaient déployés en conformité avec l'article 6 de l'Accord SPS. Le port n'était pas fermé complètement et pouvait être accessible sous certaines conditions. De plus, l'Indonésie avait modifié les réglementations s'appliquant aux produits horticoles et d'origine animale, supprimant certaines prescriptions relatives à la vérification effectuée dans le pays d'origine et exigeant que les importateurs enregistrés importent au moins 80% du volume prévu par leur licence d'importation pour conserver leur statut d'importateur enregistré.

2.142. En juillet 2014, le Chili a exprimé sa préoccupation concernant l'absence d'accès au port de Jakarta pour ses exportations de fruits en raison des résolutions n° 42 et 43, adoptées par le

Ministère indonésien de l'agriculture et entrées en vigueur en juin 2012. Le Chili avait communiqué à l'Indonésie tous les documents nécessaires attestant son statut de zone exempte de mouche des fruits et avait demandé que ce statut soit officiellement reconnu. À ce jour, le Chili n'avait pas été reconnu comme étant exempt de mouche des fruits par l'Indonésie, bien que d'autres pays se soient vu accorder ce statut. Les autorités indonésiennes n'avaient pas encore effectué de visite technique sur les sites chiliens, bien qu'elles y aient été invitées. Le Chili a fait observer que la mesure indonésienne n'était pas conforme à l'objectif de l'Accord SPS et a prié instamment l'Indonésie de répondre à sa préoccupation au plus tôt.

2.143. La Corée s'est associée à la préoccupation du Chili, indiquant qu'elle avait rencontré des difficultés à exporter ses produits agricoles frais vers l'Indonésie depuis la fermeture du port. Plusieurs discussions bilatérales avaient été organisées et les renseignements demandés avaient été communiqués au gouvernement indonésien, y compris les résultats d'une étude portant sur les mouches des fruits. La Corée a prié instamment l'Indonésie de résoudre ce problème dès que possible. Le Japon a également appuyé cette demande et a prié l'Indonésie de trouver une solution à ce problème.

2.144. L'Indonésie a rappelé que la fermeture du port de Jakarta avait été décidée afin de protéger les consommateurs contre la menace due à la présence détectée de nouveaux parasites et de nouvelles maladies dans les produits frais importés par le port. L'Indonésie était exempte de la mouche méditerranéenne des fruits et avait adopté des mesures de précaution, en particulier pour les produits en provenance de pays où cette mouche était présente. L'Agence indonésienne de quarantaine (IQA) détenait des informations selon lesquelles la mouche méditerranéenne des fruits avait été décelée en 2013 dans la région de Valparaíso au Chili, dans une zone viticole. Du fait de la capacité de cette mouche à voler sur de longues distances, l'IQA craignait que les produits en provenance du Chili puissent avoir des conséquences néfastes pour plusieurs plantations de fruits et de légumes indonésiennes. En raison de sa capacité limitée à contrôler une dissémination possible de la mouche méditerranéenne des fruits, l'Indonésie pouvait autoriser seulement les produits en provenance de pays ayant le statut de zone exempte de la mouche méditerranéenne des fruits ou de ceux qui se soumettaient à des traitements conformes aux orientations de la CIPV.

2.145. Le Chili a souligné que, depuis 2013, la CIPV prévoyait qu'un pays conservait son statut de zone exempte de parasites lorsqu'un foyer était rapidement détecté et contrôlé. Il a à nouveau invité les experts techniques indonésiens à se rendre au Chili afin de constater la gestion et l'éradication rapides de ces foyers. En outre, le Chili n'avait pas reçu d'avertissement préalablement à l'application de restrictions à ses exportations de fruits. Il a réaffirmé être résolu à œuvrer au niveau bilatéral afin de résoudre ce problème commercial.

2.146. En juillet 2014, le Chili a exprimé sa préoccupation concernant l'absence d'accès au port de Jakarta pour ses exportations de fruits. Le Chili avait communiqué à l'Indonésie tous les documents nécessaires attestant son statut de zone exempte de mouche des fruits et avait demandé que ce statut soit officiellement reconnu. À ce jour, le Chili n'avait pas été reconnu comme étant exempt de mouche des fruits par l'Indonésie, bien que d'autres pays se soient vu accorder ce statut. Les autorités indonésiennes n'avaient pas encore effectué de visite technique sur les sites chiliens, bien qu'elles y aient été invitées. Le Chili a fait observer que la mesure indonésienne n'était pas conforme à l'objectif de l'Accord SPS et a prié instamment l'Indonésie de répondre à sa préoccupation au plus tôt.

2.147. La Corée s'est associée à la préoccupation du Chili, indiquant qu'elle avait rencontré des difficultés à exporter ses produits agricoles frais vers l'Indonésie depuis la fermeture du port. Plusieurs discussions bilatérales avaient été organisées et les renseignements demandés avaient été communiqués au gouvernement indonésien, y compris les résultats d'une étude portant sur les mouches des fruits. La Corée a prié instamment l'Indonésie de résoudre ce problème dès que possible. Le Japon a également appuyé cette demande et a prié l'Indonésie de trouver une solution à ce problème.

2.148. L'Indonésie a reconnu que la publication de ses règlements<sup>10</sup> avait soulevé des préoccupations parmi certains Membres de l'OMC. Elle a rappelé que la fermeture du port de Jakarta avait été décidée afin de protéger les consommateurs contre la menace due à la présence

---

<sup>10</sup> Règlements du Ministère de l'agriculture n° 42/2012 et n° 43/2012.

détectée de nouveaux parasites et de nouvelles maladies dans les produits frais importés par le port. L'Indonésie était exempte de la mouche méditerranéenne des fruits et avait adopté des mesures de précaution, en particulier pour les produits en provenance de pays où cette mouche était présente. L'Agence indonésienne de quarantaine (IQA) détenait des informations selon lesquelles la mouche méditerranéenne des fruits avait été décelée en 2013 dans la région de Valparaiso au Chili, dans une zone viticole. Du fait de la capacité de cette mouche à voler sur de longues distances, l'IQA craignait que les produits en provenance du Chili puissent avoir des conséquences néfastes pour plusieurs plantations de fruits et de légumes indonésiennes. En raison de sa capacité limitée à contrôler une dissémination possible de la mouche méditerranéenne des fruits, l'Indonésie pouvait autoriser seulement les produits en provenance de pays ayant le statut de zone exempte de la mouche méditerranéenne des fruits ou de ceux qui se soumettaient à des traitements conformes aux orientations de la CIPV.

2.149. Le Chili a souligné que, depuis 2013, la CIPV prévoyait qu'un pays conservait son statut de zone exempte de parasites lorsqu'un foyer était rapidement détecté et contrôlé. Il a à nouveau invité les experts techniques indonésiens à se rendre au Chili afin de constater la gestion et l'éradication rapides de ces foyers. En outre, le Chili n'avait pas reçu d'avertissement préalablement à l'application de restrictions à ses exportations de fruits. Il a réaffirmé être résolu à œuvrer au niveau bilatéral afin de résoudre ce problème commercial.

## 2.7 Hong Kong, Chine

### 2.7.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires

#### Restrictions à l'importation à la suite de l'accident de la centrale nucléaire japonaise (PCS n° 354)

2.150. Voir les paragraphes 2.210 à 2.220.

## 2.8 Japon

### 2.8.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires

#### Restrictions concernant les crevettes imposées en raison de la présence de résidus d'antioxydants (PCS n° 342)

Question soulevée par:	Inde
Appuyée par:	
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 24 et 25), mars 2013 (G/SPS/R/70, paragraphes 3.53 et 3.54), juin 2013 (G/SPS/R/71, paragraphes 4.31 et 4.32), octobre 2013 (G/SPS/R/73, paragraphes 3.39 à 3.41), octobre 2014 (G/SPS/R/76, paragraphes 341 et 342)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Situation:	<b>RÉSOLUE</b>
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	<b>15 octobre 2014</b>

## 2.9 Corée, République de

### 2.9.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires

#### Restrictions à l'importation renforcées appliquées aux produits à base de poisson en ce qui concerne les radionucléides (PCS n° 359)

Question soulevée par:	Japon
Appuyée par:	
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Octobre 2013 (G/SPS/R/73, paragraphes 3.7 à 3.9), mars 2014 (G/SPS/R/74, paragraphes 3.19 et 3.20), juillet 2014 (G/SPS/R/75, paragraphes 4.29 et 4.30), octobre 2014 (G/SPS/R/76, paragraphes 3.9 et 3.10)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.151. En octobre 2013, le Japon a fait part de ses préoccupations au sujet des restrictions à l'importation appliquées par la Corée aux produits de la pêche, notamment l'interdiction de l'importation de produits provenant de huit préfectures et les prescriptions additionnelles en matière d'essais et de certification appliquées systématiquement en cas de détection de césium radioactif, même lorsque la teneur était inférieure au niveau maximal de 100 Bq/kg. Cette prescription visait exclusivement les produits japonais; les produits de la Corée et des autres partenaires commerciaux pouvaient être distribués dans la mesure où la concentration de césium radioactif était inférieure à 100 Bq/kg. Le Japon a rappelé que l'eau contaminée provenant de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi n'avait été détectée que dans une zone de 0,3 kilomètre carré située à l'intérieur du port et que ce problème ne devait pas remettre en question la sécurité sanitaire des produits de la pêche japonais. Les pouvoirs publics centraux et locaux japonais avaient pris des mesures afin d'empêcher la distribution des produits de la pêche lorsque cela était nécessaire, et le nombre d'échantillons qui dépassaient le niveau maximal de 100 Bq/kg avaient diminué de façon spectaculaire dans la préfecture de Fukushima (passant de 53% en mars/juin 2011 à 2,2% en juillet/septembre 2013) et les autres préfectures (passant de 6,5% à 0,4% durant la même période). Le Japon a rappelé que les mesures SPS ne devaient pas établir de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les partenaires commerciaux et a prié instamment la Corée de fournir une justification scientifique de ces mesures ou d'expliquer concrètement en quoi les preuves scientifiques disponibles étaient insuffisantes pour procéder à une évaluation des risques.

2.152. La Corée a indiqué que les mesures qu'elle avait prises étaient conformes à l'article 5.7 de l'Accord SPS du fait que les preuves scientifiques étaient insuffisantes et que les effets cumulés de la contamination radioactive sur la santé humaine risquaient d'être importants. Elle examinait les renseignements fournis par le Japon mais avait besoin de plus de temps pour rendre une décision définitive.

2.153. En mars 2014, le Japon a redit ses préoccupations au sujet des restrictions à l'importation appliquées par la Corée aux produits alimentaires, aux produits de la pêche et aux aliments pour animaux. Il s'agissait notamment de l'interdiction de l'importation de produits provenant de huit préfectures et des prescriptions additionnelles en matière d'essais et de certification appliquées systématiquement en cas de détection de césium radioactif, même lorsque la teneur était inférieure au niveau maximal de 100 Bq/kg prescrit par la Corée. Cette prescription visait exclusivement les produits japonais; les produits de la Corée et des autres partenaires commerciaux qui pouvaient être distribués dans la mesure où la concentration de césium radioactif restait inférieure à 100 Bq/kg. Le Japon a noté que la Corée exigeait aussi des certificats d'inspection pour les aliments pour animaux exportés depuis certaines régions du Japon.

2.154. La Corée a expliqué que les mesures qu'elle avait prises étaient conformes à l'article 5:7 de l'Accord SPS du fait que les preuves scientifiques étaient insuffisantes et que les effets cumulés de la contamination radioactive sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la santé humaine risquaient d'être importants. Elle était en train d'examiner les renseignements fournis par le Japon en janvier 2014, mais étant donné la complexité de la question elle avait besoin de plus

de temps pour rendre une décision finale. Elle était prête à nouer le dialogue avec les experts japonais et à procéder à des échanges bilatéraux afin de clore rapidement ce processus.

2.155. En juillet 2014, le Japon a réaffirmé ses préoccupations au sujet des restrictions à l'importation appliquées par la Corée aux produits alimentaires, aux produits de la pêche et aux produits de l'élevage. Ces interdictions et les prescriptions additionnelles en matière d'essais pour les radionucléides n'étaient pas transparentes, ne se fondaient pas sur des principes scientifiques, étaient discriminatoires et restreignaient les échanges plus qu'il n'était nécessaire. Le Japon avait tenu de nombreuses réunions bilatérales et fourni des renseignements détaillés à la Corée et avait proposé d'organiser d'autres réunions d'experts mais la Corée n'avait pas accepté d'y participer. En mars 2014, conformément aux articles 4 et 5:8 de l'Accord SPS, le Japon avait demandé à la Corée: 1) de présenter une explication des objectifs et des raisons des mesures SPS coréennes; 2) d'identifier les risques auxquels ses mesures visaient à remédier; 3) d'indiquer le niveau de protection que ses mesures visaient à atteindre; et 4) de communiquer le texte des évaluations des risques éventuelles réalisées. En juin 2014, le Japon avait réitéré sa demande écrite. En outre, les mesures de la Corée n'avaient pas été publiées et le point d'information coréen n'avait pas répondu aux demandes de renseignements supplémentaires. Si la Corée continuait d'ignorer les demandes du Japon, ce dernier n'aurait d'autre choix que de recourir à d'autres mesures dans le cadre de l'OMC.

2.156. La Corée a expliqué que ses mesures étaient conformes à l'article 5:7 de l'Accord SPS et visaient à protéger la santé des personnes et à garantir l'innocuité des produits alimentaires contre la contamination radioactive. Elle était en train d'examiner les renseignements communiqués par le Japon en janvier 2014. Parallèlement, elle avait organisé plusieurs réunions d'experts avec le Japon et était disposée à organiser des réunions techniques d'experts et à effectuer des visites sur place après avoir examiné ces renseignements, si nécessaire.

2.157. En octobre 2014, le Japon a réaffirmé ses préoccupations concernant les restrictions à l'importation appliquées par la Corée aux produits de la pêche et aux produits alimentaires et a déclaré qu'il avait cherché à utiliser les outils prévus par l'Accord SPS pour trouver une solution à l'amiable. La Corée avait récemment commencé à fournir quelques réponses aux questions posées par le Japon au titre des articles 4, 5:8 et 7 de l'Accord SPS, mais elles étaient insuffisantes. Le Japon s'est toutefois félicité de l'indication de la Corée selon laquelle elle procédait actuellement à un réexamen, et de la clarification qu'elle avait apportée sur le niveau approprié de protection sous-tendant ses mesures relatives aux seuils de radionucléides établis par la norme Codex STAN 193-1995. Il s'est dit préoccupé par le manque de transparence entourant le réexamen effectué par la Corée des mesures prises entre 2011 et 2013, et a encouragé la Corée à fournir davantage de renseignements sur ses réunions et son calendrier de réexamen. Il espérait que ce réexamen inclurait une réévaluation objective, transparente et scientifiquement fondée des mesures qu'elle avait prises, conformément aux normes internationales, telles que le Principe de travail du Codex CAC/GL 62-2007. Il a répété que si la Corée continuait à ignorer les demandes du Japon, il n'aurait d'autre choix que de recourir à d'autres mesures dans le cadre de l'OMC.

2.158. La Corée a précisé que ses mesures étaient conformes à l'article 5:7 de l'Accord SPS et visaient à protéger la santé des personnes et à garantir l'innocuité des produits alimentaires contre la contamination radioactive. Elle avait cherché à obtenir des renseignements supplémentaires pour une évaluation des risques plus objective et davantage fondée sur des principes scientifiques, mais le Japon lui avait fourni des données insuffisantes. La dernière réunion technique avait eu lieu le 18 septembre 2014. La Corée s'est dite disposée à tenir des réunions d'experts additionnelles et espérait coopérer pleinement avec le Japon pour parachever son processus de réexamen et résoudre cette question.

## **2.9.2 Santé animale**

### **Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB (PCS n° 193)**

2.159. Voir les paragraphes 2.221 à 2.275.

## 2.10 Fédération de Russie

### 2.10.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires

#### Restrictions à l'importation appliquées aux produits de confiserie (PCS n° 368)

Question soulevée par:	Ukraine
Appuyée par:	
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Octobre 2013 (G/SPS/R/73, paragraphes 13.1 et 13.2), mars 2014 (G/SPS/R/74, paragraphes 3.13 et 3.14)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.160. En octobre 2013, l'Ukraine s'est dite préoccupée par l'absence de transparence avec laquelle la Russie a interdit l'importation de produits de confiserie le 29 juillet 2013. Cette mesure, prise en application de la Résolution du Service fédéral de la protection des droits des consommateurs et du bien-être des personnes de la Russie (n° 01/8612-13-23), n'avait pas été notifiée, et le point d'information SPS de la Russie n'avait pas fourni les renseignements pertinents demandés par l'Ukraine le 8 août 2013. Aucune preuve officielle de la présence alléguée de contaminants (tels que le benzopyrène) n'avait été officiellement communiquée à l'Ukraine. Malgré des consultations bilatérales, l'interdiction de l'importation était toujours en vigueur. L'Ukraine était d'avis que la mesure était inutile et indûment sévère, maintenue sans preuve scientifique suffisante et appliquée d'une manière discriminatoire qui allait à l'encontre de l'Annexe C de l'Accord SPS. Elle a demandé à la Russie de fournir une justification officielle détaillée de la mesure, ou de lever immédiatement l'interdiction et de mettre la mesure en conformité avec l'Accord SPS et les engagements pris dans le cadre de son accession à l'OMC.

2.161. La Russie a indiqué que les importations ukrainiennes de produits de confiserie avaient été suspendues pour une raison qui, dans une large mesure, ne relevait pas de l'Accord SPS. L'interdiction de l'importation ne s'appliquait pas à tous les produits de confiserie ukrainiens, une seule marque en particulier étant visée. L'interdiction était liée à la détection à long terme des violations des dispositions relatives à l'étiquetage de ces marchandises, ainsi qu'à la lutte contre les pratiques commerciales dolosives. Les catégories de produits indiquées ne correspondaient pas aux définitions figurant dans la réglementation technique russe. La Russie avait déjà mené trois séries de consultations auprès des autorités compétentes de l'Ukraine, et un plan d'action avait été établi pour assurer la reprise des importations de produits de confiserie. Elle avait répondu à la demande de notification de l'Ukraine, mais cette dernière ne semblait pas satisfaite de la réponse. Dans une deuxième série de réponses, l'autorité compétente avait indiqué clairement que les produits russes étaient assujettis à la même mesure. La Russie considérait que ce problème commercial avait été réglé.

2.162. En mars 2014, l'Ukraine s'est dite à nouveau préoccupée par l'absence de transparence avec laquelle la Russie avait interdit l'importation de produits de confiserie le 29 juillet 2013. L'Ukraine s'est félicitée de la visite effectuée par la Russie en octobre 2013 et des réponses fournies en mars 2014 mais, malgré des consultations bilatérales, l'interdiction de l'importation était toujours en vigueur. Elle a demandé à la Russie de fournir une justification officielle détaillée de la mesure, ou de lever rapidement l'interdiction et de mettre la mesure en conformité avec l'Accord SPS.

2.163. La Russie a expliqué que la suspension des importations de produits de confiserie ukrainiens résultait d'une erreur d'étiquetage et non de problèmes SPS. Les renseignements demandés par l'Ukraine n'avaient pas encore été fournis. La Russie espérait recevoir les renseignements pertinents sous peu afin de reprendre le commerce de ces produits assortis de meilleures informations à l'usage des consommateurs.

## 2.10.2 Santé animale

### Interdiction d'importer des porcins vivants et des produits à base de viande porcine en raison de la peste porcine africaine (PCS n° 369)

Question soulevée par:	Union européenne
Appuyée par:	
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Mars 2014 (G/SPS/R/74, paragraphes 3.3 et 3.4)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/GEN/1305, G/SPS/GEN/1313, G/SPS/GEN/1315, G/SPS/N/RUS/48, G/SPS/N/RUS/49
Situation:	<b>Groupe spécial établi le 22 juillet 2014</b>
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.164. En mars 2014, l'Union européenne a soulevé des questions concernant les mesures prises par la Russie en réponse à la détection du virus de la peste porcine africaine dans quatre sangliers sauvages vivant dans deux États membres de l'UE: la Lituanie et la Pologne (G/SPS/GEN/1305 et G/SPS/GEN/1313). L'Union européenne avait immédiatement délimité les régions touchées et imposé des mesures de contrôle rigoureuses. Or, la Russie avait interdit les importations de porcins, vivants, de viande de porc et de certains autres produits originaires de l'ensemble du territoire de l'UE, et pas seulement des régions touchées. L'argument qu'elle avait présenté, à savoir qu'elle s'inquiétait de la propagation de la maladie sur son propre territoire, n'était pas fondé dans la mesure où la fièvre porcine africaine y était répandue. La maladie était détectée à la fois dans des sangliers sauvages et des porcins en Russie car celle-ci avait pris des mesures insuffisantes afin d'en empêcher la dissémination. Des études scientifiques montraient que le virus détecté en Lituanie et en Pologne provenait de la Russie. L'Union européenne affirmait donc que la mesure prise par ce pays était disproportionnée, plus restrictive pour le commerce qu'il n'était nécessaire et discriminatoire et elle l'a prié instamment de mettre ses mesures en conformité avec ses obligations dans le cadre de l'OMC et avec les normes internationales.

2.165. La Russie a noté que la peste porcine africaine avait infligé des dommages importants à l'économie russe depuis que le premier foyer avait été confirmé en 2008. Après l'apparition de ce foyer et la forte mortalité enregistrée parmi les animaux sensibles au virus, une commission spéciale avait été établie en 2013 pour la prévention et l'éradication de la maladie. Pendant cette période, la Russie avait tenu tous ses partenaires commerciaux pleinement informés des vecteurs possibles de propagation, et avait demandé à l'Union européenne de renforcer ses efforts de lutte contre la fièvre porcine africaine. Apparemment, l'Union européenne avait sous-estimé l'ampleur de la menace. La Russie a souligné qu'elle imposait des restrictions temporaires à l'importation des porcins vivants et des produits du porc qui n'étaient pas soumis à un traitement thermique approprié provenant des seuls pays qui avaient présenté des notifications pertinentes à l'OIE (la Pologne et la Lituanie), mais pas des autres États membres de l'UE. Elle insistait malgré tout pour que l'UE respecte les prescriptions relatives aux certificats vétérinaires convenues en décembre 2012. Celles-ci exigeaient qu'il soit certifié qu'aucun cas de peste porcine africaine n'avait été détecté pendant les 36 mois précédents sur le territoire d'un État membre de l'UE (à l'exclusion de la Sardaigne). Rien ne garantissait suffisamment à ce stade qu'une zone ou compartiment avait été effectivement établi et que le mouvement des marchandises sur le territoire de l'UE était entièrement contrôlé. En outre, cette question ne pouvait pas être simplement réglée sans la participation des autres membres de la Communauté économique eurasiennne: le Bélarus et le Kazakhstan.

### Prescriptions en matière d'accès aux marchés imposées par la Russie sur la viande bovine (PCS n° 379)

Question soulevée par:	Inde
Appuyée par:	
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Octobre 2014 (G/SPS/R/76, paragraphe 3.1)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.166. En octobre 2014, l'Inde a fait rapport sur les progrès réalisés au niveau bilatéral pour résoudre ce problème et a remercié la Russie pour son soutien.

### 2.10.3 Préservation des végétaux

#### Restrictions à l'importation de certains types de produits végétaux (PCS n° 372)

Question soulevée par:	Union européenne
Appuyée par:	
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Juillet 2014 (G/SPS/R/75, paragraphes 4.3 et 4.4)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.167. En juillet 2014, l'Union européenne a fait part de ses préoccupations concernant les restrictions appliquées par la Russie aux exportations de pommes de terre et de certains autres produits végétaux en provenance de l'UE. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013, une interdiction frappait les exportations de plusieurs produits végétaux sur la base d'un nombre limité d'interceptions d'organismes nuisibles. En 2014, après avoir mené des inspections dans plusieurs États membres de l'UE, la Russie avait autorisé l'importation de pommes de terre de semence et de certains autres végétaux en provenance de quelques États membres. L'Union européenne y voyait un pas dans la bonne direction, mais a exprimé sa préoccupation concernant la nécessité de clarté dans les prescriptions à l'importation touchant ces produits et de cohérence dans leur application à tous les exportateurs de l'UE. Une interdiction totale frappait cependant toujours les importations de pommes de terre de consommation en provenance de l'UE. L'Union européenne jugeait que cette interdiction était de nature discriminatoire car des mesures similaires ne frappaient pas les importations de pommes de terre de consommation en provenance d'autres partenaires commerciaux, dont nombre ne jouissaient pas du même statut phytosanitaire élevé que l'Union européenne et présentaient par conséquent des risques phytosanitaires plus grands. L'Union européenne a prié instamment la Russie de clarifier les modalités de définition et de mise en œuvre des prescriptions phytosanitaires à l'importation visant des produits similaires d'origines différentes. L'Union européenne a par ailleurs indiqué être disposée à engager des discussions techniques sur les garanties éventuelles jugées nécessaires afin de reprendre ses exportations.

2.168. La Russie a précisé que ses restrictions ne s'appliquaient pas aux plantes en pot cultivées en serre ou au matériel végétal de prébase. Des organismes de quarantaine avaient été régulièrement détectés dans des produits végétaux importés en provenance d'États membres de l'UE, notamment d'Espagne, d'Italie, des Pays-Bas et de Pologne. Suite à plusieurs efforts visant à aider l'Union européenne à éliminer les cas de non-respect identifiés, la Russie avait instauré le 1<sup>er</sup> juillet 2013 des restrictions temporaires à l'importation de pommes de terre de semence et de consommation, et de matériel végétal, qui avaient par la suite été notifiées à l'OMC. La Russie s'inquiétait du niveau de coordination entre l'Union européenne et les organisations nationales responsables de la préservation des végétaux et de la façon dont les inspections étaient menées, qui n'était pas conforme aux NIMP. La situation existante, y compris le non-respect par l'Union



européenne des normes phytosanitaires russes, n'autorisait pas la levée des mesures temporaires. La Russie a reconnu la complexité de la situation actuelle et s'est dite disposée à tenir des consultations avec l'Union européenne et à coopérer dans le cadre du régime d'inspection avant expédition, appliqué les années antérieures, en vue d'examiner et de résoudre promptement le problème actuel.

### Restrictions appliquées aux importations de fruits et légumes (PCS n° 380)

Question soulevée par:	Union européenne
Appuyée par:	
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Octobre 2014 (G/SPS/R/76, paragraphes 3.2 et 3.3)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/N/RUS/69
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.169. En octobre 2014, l'Union européenne a fait part de ses préoccupations concernant les restrictions temporaires appliquées par la Russie aux importations de certains fruits et légumes en provenance de Pologne pour des raisons phytosanitaires et autres. Ces restrictions avaient été introduites le 1<sup>er</sup> août 2014 et notifiées dans le document G/SPS/N/RUS/69. L'Union européenne a émis des doutes quant à la compatibilité de cette restriction commerciale avec les principes internationaux et s'est demandé si elle était étayée par une évaluation des risques. Compte tenu de la faible proportion de lots non conformes aux prescriptions phytosanitaires par rapport aux exportations totales de la Pologne vers la Russie, les mesures prises par la Russie étaient disproportionnées et plus restrictives pour le commerce qu'il n'était nécessaire, s'agissant des parasites *Frankliniella occidentalis* et *Grapholita molesta*. Ces mesures n'étaient pas transparentes car le Service fédéral russe n'avait pas régulièrement notifié les interceptions à la Pologne, conformément à la CIPV et à la NIMP n° 13. La Russie n'avait pas répondu aux demandes de renseignements de l'UE sur les méthodes de surveillance des parasites et sur la portée de cette surveillance. L'Union européenne a rappelé à la Russie le principe de non-discrimination, qui exigeait que les mesures appliquées aux pays exportateurs ne soient pas plus rigoureuses que celles appliquées dans le pays importateur pour les mêmes parasites. Malgré de nombreuses invitations à établir un système efficace d'échange de données avec la Russie, maintes notifications avaient été reçues en retard, entravant ainsi les enquêtes officielles visant à instaurer des mesures correctives appropriées. L'Union européenne était convaincue que le système de certification phytosanitaire de la Pologne était efficace et pleinement conforme aux normes internationales, et a souligné que l'Organisation nationale de la protection des végétaux de la Pologne avait pris des mesures supplémentaires pour éliminer les cas de non-conformité et qu'elle était disposée à démontrer leur efficacité au moyen d'un audit du système. En outre, elle a indiqué que, dans de nombreux cas, les LMR appliquées par la Russie aux nitrates et aux pesticides étaient largement inférieures à celles fixées par le Codex Alimentarius. Dans certains cas, les résultats des laboratoires russes ne pouvaient pas être confirmés par la Pologne, ce qui ferait l'objet d'une réunion entre des experts de laboratoire russes et polonais. L'Union européenne a demandé à la Russie d'abroger immédiatement ses mesures et de les rendre conformes aux normes internationales et à ses obligations dans le cadre de l'OMC.

2.170. La Russie a demandé s'il existait une organisation nationale de la protection des végétaux au niveau de l'UE et si la Pologne avait délégué des pouvoirs à la Commission européenne pour examiner l'interdiction. Le Service fédéral de la surveillance vétérinaire et phytosanitaire russe (Rosselkhoz nadzor) avait notifié à plusieurs reprises à la Direction générale de la santé et des consommateurs de la Commission européenne et au Service d'État polonais des affaires phytosanitaires et de l'inspection des semences la non-conformité des marchandises polonaises avec les prescriptions phytosanitaires de la Russie. Depuis 2008, l'état phytosanitaire des marchandises importées de Pologne était insuffisant, ce qui avait conduit à un nombre croissant d'interceptions chaque année, portant à croire que la lutte contre les parasites menée par la Pologne n'était pas suffisante. De plus, en 2013, la Pologne avait enfreint à plusieurs reprises les prescriptions phytosanitaires internationales et russes en matière de marchandises présentant un risque élevé. Pour éviter ce type de situation, deux réunions avaient eu lieu avec la Pologne en 2013 et en 2014, durant lesquelles celle-ci s'était engagée à prendre des mesures pour éviter la

certification phytosanitaire de produits contaminés et à délivrer des certificats phytosanitaires conformément aux prescriptions internationales. Cependant, la Fédération de Russie a indiqué que la Pologne n'avait pas pris ces mesures, bien que certains produits polonais importés en Russie aient représenté une menace pour la santé publique en raison de niveaux de résidus de pesticides et de niveaux de nitrates qui n'étaient conformes ni aux normes russes ni à celles de l'UE. Compte tenu de ces violations systématiques et de l'incapacité à empêcher l'apparition de ces problèmes, la Russie appliquait, à l'importation de certaines marchandises réglementées polonaises, des restrictions temporaires fondées sur des données scientifiques et les risques. La Russie a rappelé aux Membres qu'elle avait harmonisé sa législation relative à la phytoquarantaine avec les principes des normes internationales lorsqu'elle avait accédé à l'OMC. En conséquence, la Fédération de Russie a demandé à l'Union européenne d'indiquer quelle clause, quel article ou quelle section spécifique de l'Accord SPS, de la CIPV, des NIMP ou d'autres documents n'avaient pas été respectés par les mesures de la Russie.

#### 2.10.4 Autres problèmes

##### Prescriptions concernant les certificats vétérinaires (PCS n° 381)

Question soulevée par:	Ukraine
Appuyée par:	
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Octobre 2014 (G/SPS/R/76, paragraphes 3.4 et 3.5)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.171. En octobre 2014, l'Ukraine a exprimé des préoccupations quant à l'introduction unilatérale par la Russie, le 1<sup>er</sup> septembre 2014, de nouvelles prescriptions concernant les certificats vétérinaires pour les marchandises ukrainiennes soumises à surveillance vétérinaire. L'Ukraine a émis des doutes quant à la conformité des mesures prises par la Russie avec les articles 2 et 5 de l'Accord SPS. Elle a demandé à la Russie de respecter ses obligations, en particulier celles qui concernaient l'équivalence et les consultations. Afin d'éviter tout malentendu au sujet de l'interprétation des essais en laboratoire, l'Ukraine avait précédemment proposé d'effectuer des recherches, sous la supervision bilatérale des gouvernements, sur des sujets comprenant la reconnaissance mutuelle des résultats obtenus en laboratoire et les évaluations menées conjointement par des laboratoires, ainsi que la validation et l'accréditation de méthodes qui diffèrent au niveau de l'application des normes. L'Ukraine a informé le Comité que, le 11 août 2014, le Service vétérinaire et phytosanitaire national de l'Ukraine avait envoyé des modèles révisés de certificats vétérinaires en russe au Rosselkhoz nadzor. En réponse, ce service avait informé l'Ukraine d'un grand nombre d'incompatibilités dans les modèles de certificats. L'Ukraine a mis l'accent sur les obligations de la Russie dans le cadre de la Communauté d'États indépendants (CEI), selon lesquelles les parties devaient convenir bilatéralement des formules types de certificats vétérinaires pour les produits importés d'origine animale. L'Ukraine a demandé instamment à la Russie d'expliquer pour quelle raison elle n'avait pas mis en œuvre l'article 14 de l'Accord de la CEI et les engagements pris lors de son accession. Elle s'est dite ouverte à une coopération totale avec la Russie pour résoudre ce problème dans l'intérêt du commerce.

2.172. La Russie a précisé qu'un certificat vétérinaire était un document juridiquement contraignant utilisé par les pays exportateurs pour confirmer l'innocuité de leurs produits et la conformité avec les prescriptions vétérinaires du pays importateur. Si l'Ukraine, en tant que membre de la CEI, avait jusqu'ici utilisé une version simplifiée du certificat vétérinaire, des difficultés étaient apparues lorsqu'elle avait signé l'accord d'association avec l'UE. Cet accord portait, entre autres choses, sur la mise en œuvre de la législation SPS de l'UE. La restructuration de l'actuel système de contrôle vétérinaire et phytosanitaire ukrainien qui en avait découlé n'avait pas été notifiée au Rosselkhoz nadzor, ce qui constituait une violation des principes de transparence de l'OMC. Au cours de consultations trilatérales tenues entre la Russie, l'Ukraine et l'Union européenne pour discuter des incidences économiques de l'accord d'association pour la Russie, l'Ukraine avait proposé d'élaborer une feuille de route pour la coopération avec le

Rosselkhoznadzor, dont le premier point consistait à passer au système de certificats vétérinaires internationaux. Cependant, en vertu d'un accord conclu le 12 septembre 2014, l'Ukraine pouvait jouir des privilèges liés à son statut de membre de la CEI, et, par conséquent, utiliser les certificats vétérinaires simplifiés, jusqu'au 31 décembre 2015. La Russie avait communiqué des observations sur les nouveaux projets de certificats présentés par l'Ukraine le 1<sup>er</sup> septembre 2014 visant à corriger un certain nombre d'erreurs. La Russie s'est dite surprise par les préoccupations de l'Ukraine, étant donné que la modification des certificats était en rapport avec la propre proposition de l'Ukraine et que celle-ci pouvait utiliser les certificats vétérinaires simplifiés jusqu'à la fin de l'année 2015.

## **2.11 Arabie saoudite, Royaume d'**

### **2.11.1 Santé animale**

#### **Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB (PCS n° 193)**

2.173. Voir les paragraphes 2.221 à 2.275.

## **2.12 Taipei chinois**

### **2.12.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires**

#### **Restrictions à l'importation à la suite de l'accident de la centrale nucléaire japonaise (PCS n° 354)**

2.174. Voir les paragraphes 2.210 à 2.220.

## **2.13 Turquie**

### **2.13.1 Santé animale**

#### **Prescriptions concernant l'importation de viande ovine (PCS n° 340)**

Question soulevée par:	Australie
Appuyée par:	États-Unis d'Amérique
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 19 et 20), mars 2013 (G/SPS/R/70, paragraphes 3.18 et 3.19), juin 2013 (G/SPS/R/71, paragraphes 4.27 et 4.28), octobre 2013 (G/SPS/R/73, paragraphes 3.35 et 3.36), mars 2014 (G/SPS/R/74, paragraphes 3.26 et 3.27), juillet 2014 (G/SPS/R/75, paragraphes 4.25 et 4.26), octobre 2014 (G/SPS/R/76, paragraphes 3.34 à 3.36)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/N/TUR/9
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.175. En octobre 2012, l'Australie s'est dite préoccupée par le fait que la Turquie tardait indûment à fournir des renseignements concernant ses mesures portant sur l'importation de viande ovine, lesquels avaient été demandés en avril 2011. L'Australie a rappelé qu'au titre de l'Accord SPS, la Turquie était tenue d'agir de manière transparente et de faire en sorte que toute mesure SPS soit fondée sur des preuves scientifiques, qu'elle ne soit appliquée que dans la mesure nécessaire et qu'elle n'établisse pas de discrimination injustifiable entre les Membres.

2.176. La Turquie a répondu que les autorités du pays travaillaient encore à l'élaboration des prescriptions et des procédures de certification relatives à l'importation de viande ovine et que celles-ci seraient conformes à l'Accord SPS. La Turquie s'est également engagée à communiquer les résultats de ces travaux à l'Australie dès qu'ils seraient achevés.

2.177. En mars 2013, l'Australie a réitéré sa préoccupation selon laquelle la Turquie tardait indûment à répondre à sa demande de renseignements concernant l'interdiction d'importer de la viande ovine, qu'elle avait présentée pour la première fois en avril 2011. Elle a fait valoir qu'elle

était un fournisseur sûr et fiable de viande ovine qui exportait vers une centaine de pays et qu'elle avait toujours satisfait aux normes SPS internationales applicables au commerce de viande ovine. Elle a rappelé à la Turquie ses obligations au titre de l'Accord SPS, en particulier les articles 2 et 7 et l'Annexe B dudit accord. L'Australie a fait savoir qu'elle avait eu des discussions bilatérales avec la Turquie en marge de la réunion en cours et espérait que la question serait résolue le plus tôt possible.

2.178. La Turquie a dit que des discussions bilatérales productives avaient permis aux deux pays de convenir d'un modèle de certificat sanitaire uniforme pour les produits à base de viande de bœuf et de veau. La Turquie alignait sa réglementation nationale sur les acquis de l'UE. De plus, une loi-cadre, la Loi n° 5996 sur les services vétérinaires, la protection phytosanitaire, les denrées alimentaires et les aliments pour animaux, qui avait été notifiée à l'OMC, était entrée en vigueur en 2011. La Turquie était en train d'établir un certificat modèle uniforme pour la viande ovine et caprine, et elle procédait à la détermination des conditions sanitaires minimales applicables à ces produits. Cependant, le commerce de bovins et d'ovins vivants continuait de s'effectuer sans perturbations.

2.179. En juin 2013, l'Australie a de nouveau fait part de ses préoccupations au sujet des prescriptions de la Turquie concernant l'importation de viande ovine. Depuis avril 2011, elle demandait à la Turquie de lui fournir des renseignements au sujet de ses mesures à l'importation mais, bien qu'elle ait soulevé ce problème aux 55<sup>ème</sup> et 56<sup>ème</sup> réunions du Comité SPS, elle n'avait toujours pas reçu de réponse. L'Australie était un fournisseur sûr et fiable de viande ovine, qui approvisionnait une centaine de pays, et elle avait toujours satisfait à toutes les mesures SPS internationales pertinentes. Les mesures prises par la Turquie semblaient contrevenir aux obligations qu'elle avait contractées dans le cadre de l'Accord SPS, y compris aux articles 2 et 7 et à l'Annexe B. L'Australie espérait que ce problème serait résolu.

2.180. La Turquie a répondu qu'elle était en train d'aligner sa législation en matière de sécurité sanitaire des aliments sur celle de l'Union européenne. Elle avait adopté un grand nombre de mesures de mise en œuvre mais devait encore élaborer des propositions de lignes directrices pour la viande ovine et la viande caprine. La Turquie a indiqué qu'elle enverrait à l'Australie et aux autres Membres intéressés son modèle de certificat sanitaire pour la viande ovine et la viande caprine une fois que celui-ci aurait été élaboré.

2.181. En octobre 2013, l'Australie a de nouveau fait part de ses préoccupations au sujet des prescriptions de la Turquie concernant l'importation de viande ovine et a répété la déclaration qu'elle avait faite à la réunion de juin 2013.

2.182. La Turquie a répondu qu'elle était en train d'aligner sa législation en matière de sécurité sanitaire des aliments sur celle de l'Union européenne. À cet égard, la Turquie avait élaboré des certificats pour les bovins, la viande bovine, le bétail et les produits de la pêche, et poursuivait l'élaboration d'un modèle de certificat uniforme pour d'autres produits d'origine animale, dont la viande ovine et caprine.

2.183. En mars 2014, l'Australie a de nouveau fait part de ses préoccupations au sujet des prescriptions de la Turquie concernant l'importation de viande ovine qu'elle avait soulevées à chacune des réunions du Comité depuis octobre 2012. En février 2012, l'Australie avait fourni à la Turquie un projet de certificat bilingue pour la viande ovine se fondant sur les prescriptions de l'UE. La Turquie n'avait pas accusé réception de ce projet de certificat ni n'avait indiqué si elle le jugeait acceptable ou non. En ne donnant pas de réponse, elle contrevenait aux obligations qu'elle avait contractées dans le cadre de l'Accord SPS.

2.184. La Turquie a répété la déclaration qu'elle avait faite à la réunion d'octobre 2013.

2.185. En juillet 2014, l'Australie a de nouveau fait part de ses préoccupations au sujet des prescriptions de la Turquie concernant l'importation de viande ovine. La Turquie avait indiqué lors des réunions précédentes qu'elle était en train d'aligner sa législation en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires sur celle de l'Union européenne. Cependant, l'Australie exportait actuellement de la viande ovine vers l'Union européenne. En février 2012, l'Australie avait fourni à la Turquie un projet de certificat bilingue pour la viande ovine se fondant sur les prescriptions de l'UE mais la Turquie n'avait pas accusé réception de ce projet de certificat ni

n'avait indiqué si elle le jugeait acceptable ou non. En ne donnant pas de réponse, elle contrevenait aux obligations qu'elle avait contractées dans le cadre de l'Accord SPS.

2.186. La Turquie a à nouveau indiqué qu'elle poursuivait l'élaboration d'un modèle de certificat uniforme pour d'autres produits d'origine animale, dont la viande ovine et caprine. En outre, elle menait actuellement des efforts en vue de déterminer les prescriptions sanitaires régissant le niveau de protection approprié pour l'importation de viande ovine et caprine. La Turquie tenait à résoudre ce problème commercial et a souligné que la première réunion du Comité de pilotage agricole Turquie-Australie aurait lieu en octobre 2014 et que des visites d'abattoirs et d'installations de transformation de la viande australiens seraient effectuées.

2.187. En octobre 2014, l'Australie a de nouveau fait part de ses préoccupations au sujet des prescriptions de la Turquie concernant les importations de viande ovine qu'elle soulevait à chacune des réunions du Comité depuis octobre 2012 et elle a répété la déclaration qu'elle avait faite à la réunion de juillet 2014.

2.188. Les États-Unis partageaient la préoccupation de l'Australie et ont indiqué que les pays importateurs devraient élaborer des normes scientifiquement fondées en temps utile lorsqu'une certification était requise. Ils se sont félicités de la volonté de la Turquie de collaborer avec les autorités des États-Unis pour élaborer de nouveaux certificats concernant les prescriptions d'importation, et ont demandé que les importations ne soient pas perturbées durant le processus d'élaboration de nouvelles normes.

2.189. La Turquie a indiqué que, après des réunions bilatérales avec l'Australie, elle avait adopté sa Loi sur les services vétérinaires, la protection phytosanitaire, les denrées alimentaires et les aliments pour animaux, notifiée dans le document G/SPS/N/TUR/9. Elle avait également élaboré des modèles de certificats sanitaires pour les bovins, la viande bovine, le bétail et les produits de la pêche, conformes aux normes de l'UE. Un modèle de certificat uniforme pour d'autres produits d'origine animale, dont la viande ovine et caprine, était en cours d'élaboration. La Turquie déployait des efforts en vue de déterminer le niveau de protection approprié pour l'importation de viande ovine et caprine. Elle tenait à résoudre ce problème commercial, mais a souligné que la première réunion du Comité de pilotage agricole Turquie-Australie, prévue pour octobre 2014, avait été repoussée en raison du calendrier chargé du Ministre australien de l'agriculture. Elle a réaffirmé qu'elle était ouverte au dialogue et à une coopération étroite avec l'Australie à différents niveaux.

### 2.13.2 Santé animale

#### Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB (PCS n° 193)

2.190. Voir les paragraphes 2.221 à 2.275.

### 2.14 États-Unis d'Amérique

#### 2.14.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires

#### LMR par défaut, limites de détermination ou limites de quantification imposées par les États-Unis sur le riz basmati (PCS n° 328)

Question soulevée par:	États-Unis d'Amérique; Union européenne
Appuyée par:	Australie; Canada; Chili; Nouvelle-Zélande
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Octobre 2011 (G/SPS/R/64, paragraphes 47 et 48), mars 2012 (G/SPS/R/66, paragraphes 47 à 49), juillet 2012 (G/SPS/R/67, paragraphes 29 et 30), octobre 2014 (G/SPS/R/76, paragraphes 3.41 et 3.42)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Situation:	<b>RÉSOLUE</b>
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	<b>15 octobre 2014</b>

### 2.14.2 Santé animale

#### Importations aux États-Unis de viande en provenance du Brésil (PCS n° 370)

Question soulevée par:	Nicaragua
Appuyée par:	El Salvador
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Mars 2014 (G/SPS/R/74, paragraphes 3.5 à 3.8)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/GEN/1330
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.191. En mars 2014, le Nicaragua a soulevé des questions concernant une nouvelle proposition de règle des États-Unis pour l'entrée de viande de bœuf en provenance du Brésil, qui, selon lui, augmenterait le risque de propagation de la fièvre aphteuse en Amérique centrale. Beaucoup d'efforts avaient été déployés pour faire en sorte que l'Amérique centrale soit indemne de fièvre aphteuse et empêcher que la maladie ne se propage dans la région. Actuellement, les États-Unis n'autorisaient l'importation de bœuf qu'en provenance des pays indemnes de fièvre aphteuse, avec ou sans vaccination. Bien que l'OIE ait reconnu l'État de Santa Catarina, au Brésil, comme indemne de fièvre aphteuse, le nord du Brésil ne l'était pas, et rien ne garantissait que la maladie ne se propagerait pas aux zones voisines. Le Nicaragua a aussi souligné l'importance des programmes de traçabilité pour l'identification des animaux infectés. Au Brésil, le programme de traçabilité des bovins était facultatif et ne s'appliquait qu'au bétail dont la viande était destinée à des pays qui exigeaient la traçabilité dès la naissance. L'absence de système de traçabilité obligatoire pourrait affecter les capacités de surveillance, de détection et de réaction en cas de situation d'urgence du Brésil. Le Nicaragua a souligné que le virus de la fièvre aphteuse était difficile à éradiquer avec vaccination car c'était une maladie susceptible de varier. Un foyer de fièvre aphteuse au Nicaragua aurait des conséquences catastrophiques pour l'économie du pays, étant donné que l'industrie de la viande bovine et l'élevage industriel en constituaient le pilier principal.

2.192. El Salvador a précisé que la fièvre aphteuse était une maladie exotique et que les pays devaient mener des efforts concertés pour maintenir le statut de l'Amérique centrale comme région indemne de la fièvre aphteuse sans vaccination. Il s'est associé aux questions soulevées par le Nicaragua car le pays était principalement tributaire des exportations de produits agricoles et une flambée possible de fièvre aphteuse pouvait avoir de graves conséquences économiques. Le Guatemala partageait aussi cette préoccupation car les importations de produits agricoles d'origine bovine en provenance de pays indemnes de fièvre aphteuse sans vaccination pouvaient exposer le pays à des risques élevés.

2.193. Le Brésil a dit que les préoccupations exprimées par le Nicaragua se fondaient sur des considérations strictement commerciales, qui dépassaient le cadre des compétences du Comité. En outre, le Brésil exportait de la viande à plus d'une centaine de pays et constituait manifestement un partenaire fiable. Les États-Unis avaient achevé une analyse des risques approfondie du système sanitaire brésilien, conformément aux recommandations de l'OIE et aux dispositions de l'Accord SPS, qui confirmait les conditions strictes qui s'appliquaient aux produits à base de viande bovine brésiliens en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires.

2.194. Les États-Unis ont répondu en mettant l'accent sur les efforts qu'ils déployaient pour prévenir l'entrée et la propagation de la fièvre aphteuse. L'APHIS proposait de modifier sa réglementation pour autoriser l'importation de viande de bœuf fraîche en provenance de 14 États brésiliens. Après avoir effectué une analyse soignée et visité plusieurs sites au Brésil, l'APHIS avait déterminé que ce pays pouvait détecter et surveiller la fièvre aphteuse, et en rendre compte en cas d'apparition d'un foyer. Les États-Unis ont rappelé que la modification qu'ils prévoyaient d'apporter à leur réglementation prenait la forme d'une proposition de règle au sujet de laquelle le Nicaragua était engagé à présenter ses observations.

### Non-acceptation par les États-Unis de la classification par l'OIE au regard de l'ESB (PCS n° 375)

Question soulevée par:	Inde
Appuyée par:	
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Juillet 2014 (G/SPS/R/75, paragraphes 4.9 et 4.10), octobre 2014 (G/SPS/R/76, paragraphes 3.22 et 3.23)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.195. En juillet 2014, l'Inde a dit s'inquiéter du fait que les États-Unis avaient demandé le dossier que l'Inde avait précédemment communiqué à l'OIE afin de faire reconnaître son statut de pays à risque négligeable concernant l'ESB. L'Inde a indiqué que les États-Unis avaient décidé de méconnaître la désignation par l'OIE, ce qui était contraire à la pratique admise entre les Membres sur le plan international, et avait à la place demandé à l'Inde de communiquer son dossier destiné à l'OIE afin de permettre aux États-Unis de mener leur propre évaluation du statut de l'Inde. Du fait de l'importance des intérêts commerciaux en jeu, l'Inde avait demandé à l'OIE de communiquer son dossier aux États-Unis mais avait par ailleurs demandé aux États-Unis de reconnaître son statut officiel déterminé par l'OIE.

2.196. Les États-Unis ont réitéré leur engagement à conformer leur réglementation sur les importations concernant l'ESB aux lignes directrices de l'OIE et ont par ailleurs souligné que, en 2013, le Service d'inspection zoosanitaire et phytosanitaire (APHIS) du Département de l'agriculture avait publié un règlement final au Federal Register garantissant que la réglementation des États-Unis sur les importations concernant l'ESB était conforme aux normes internationales en matière de santé animale qui favorisent la sécurité du commerce des bovins et de la viande bovine. Dans ce règlement, il était indiqué que l'examen des renseignements relatifs à l'Inde était en cours. Si les constatations allaient dans le sens de la classification de l'OIE, un avis serait publié dans le Federal Register. Toutefois, les États-Unis ont indiqué qu'ils n'avaient pas pu mener à bien l'examen faute d'avoir accès au dossier de l'Inde auprès de l'OIE, malgré des demandes répétées depuis 2010. Bien que l'Inde ait autorisé l'OIE à communiquer son dossier en mai 2014, les États-Unis n'avaient toujours pas reçu ces renseignements. Les États-Unis ont redemandé à l'Inde de leur fournir les renseignements nécessaires afin de faciliter l'évaluation et ont indiqué être disposés à poursuivre leur coopération avec l'Inde sur cette question.

2.197. En octobre 2014, l'Inde a de nouveau exprimé ses préoccupations concernant le fait que les États-Unis n'acceptaient pas la classification par l'OIE de l'Inde parmi les pays à risque négligeable au regard de l'ESB. Elle a rappelé que l'OIE définissait des normes pour six maladies, y compris l'ESB, et que l'Inde appliquait ces normes conformément à l'Accord SPS. Elle a redemandé aux Membres d'appliquer les désignations de l'OIE plutôt que de mener leurs propres évaluations, et a indiqué que les États-Unis avaient décidé de méconnaître la désignation par l'OIE, ce qui était contraire à la pratique admise entre les Membres sur le plan international. Elle a demandé aux États-Unis de reconnaître son statut officiel au regard de l'ESB déterminé par l'OIE.

2.198. Les États-Unis ont réitéré leur engagement à aligner leur réglementation en matière d'importation régissant l'ESB sur les lignes directrices de l'OIE. Le 18 septembre 2014, ils avaient reçu le dossier de l'Inde destiné à l'OIE et réexaminaient actuellement le statut de l'Inde, le public pouvant formuler des observations.

#### 2.14.3 Préservation des végétaux

### Règlement provisoire concernant les matériaux d'emballage à base de bois massif (PCS n° 59)

Question soulevée par:	Hong Kong, Chine
Appuyée par:	Union européenne
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Novembre 1998 (G/SPS/R/13, paragraphes 3 à 12), mars 1999 (G/SPS/R/14, paragraphes 2 et 3), octobre 2001 (G/SPS/R/25, paragraphe 35)



Document(s) pertinent(s):	G/SPS/GEN/107, G/SPS/N/USA/137, G/SPS/N/CAN/44
Situation:	<b>RÉSOLUE</b>
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	<b>Août 2014</b>

### États-Unis – Coût élevé de la certification pour les exportations de mangue (PCS n° 373)

Question soulevée par:	Inde
Appuyée par:	République dominicaine
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Juillet 2014 (G/SPS/R/75, paragraphes 4.5 et 4.6), octobre 2014 (G/SPS/R/76, paragraphes 3.13 à 3.15)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.199. En juillet 2014, l'Inde a fait part de ses préoccupations concernant le coût élevé de la certification pour les exportations de mangues vers les États-Unis. Depuis avril 2007, l'Inde était autorisée à exporter des mangues vers les États-Unis sous réserve que celles-ci soient préalablement irradiées sous la supervision d'inspecteurs américains, afin de limiter le risque de présence de mouches des fruits et de charançons du noyau de la mangue. L'Inde a souligné le coût élevé de la certification qu'elle devait supporter, qui comprenait les frais de voyage et d'hébergement des inspecteurs américains à l'installation d'irradiation et des autres fonctionnaires des États-Unis prenant part à la procédure sur différents autres sites. Ces coûts représentaient 12% des coûts f.a.b. par tonne métrique de mangues exportée vers les États-Unis. L'Inde a demandé aux États-Unis de reconnaître ses procédures d'évaluation de la conformité, comme dans le cas de la certification des produits biologiques, ou de trouver d'autres moyens de réduire les coûts et de permettre aux mangues indiennes de rester compétitives sur le marché américain. L'absence de solution pourrait entraîner une perte de parts de marché pour l'Inde.

2.200. Les États-Unis ont indiqué que l'Inde avait été le premier pays à exporter des produits irradiés vers les États-Unis et que la valeur de ces exportations avait constamment augmenté, pour atteindre 1,6 million de dollars EU en 2013. Plusieurs efforts avaient été entrepris afin de réduire les coûts du programme de prédédouanement, comme la coopération sur les questions budgétaires et financières. Les États-Unis avaient également modifié leur réglementation afin de faciliter les importations de mangues indiennes en autorisant l'irradiation à l'arrivée aux États-Unis. Les États-Unis ont demandé à l'Inde de présenter une demande formelle de modification de leur plan de travail opérationnel.

2.201. En octobre 2014, l'Inde a de nouveau fait part de ses préoccupations concernant le coût élevé de la certification pour les exportations de mangues vers les États-Unis. Depuis 2007, elle était autorisée à exporter des mangues vers les États-Unis sous réserve que celles-ci soient irradiées, sous la supervision d'inspecteurs des États-Unis, afin de limiter le risque de présence de mouches des fruits et de charançons du noyau de la mangue. Elle a indiqué que 1 600 tonnes métriques de mangues avaient été expédiées aux États-Unis. Elle a également indiqué que la prise en charge du coût élevé de la certification rendait ses mangues non compétitives. Bien qu'un fonds d'affectation spéciale ait été créé, elle avait suggéré que les autorités phytosanitaires nationales procèdent au prédédouanement du produit en question, ce qui n'avait pas fait l'objet d'un accord. Lors de réunions précédentes, les États-Unis avaient proposé que les produits soient irradiés à leur arrivée, mais cette solution n'aurait pas été économiquement viable. En tenant compte des exportations de mangues indiennes vers les États-Unis effectuées au cours des sept années précédentes, l'Inde a demandé que l'équivalence de la certification des mangues et les procédures d'évaluation de la conformité soient reconnues mutuellement afin de réduire les coûts et de faciliter les échanges, comme dans le cas de la certification des produits biologiques.

2.202. La République dominicaine a déclaré partager les préoccupations de l'Inde et a demandé des renseignements supplémentaires aux États-Unis sur les coûts des procédures d'importation.



2.203. Les États-Unis ont rappelé que l'Inde avait été le premier pays à exporter des mangues irradiées vers les États-Unis. Alors que la valeur des exportations de mangues indiennes avait depuis augmenté chaque année, ils avaient essayé de tenir compte des préoccupations de l'Inde en modifiant leur législation relative à l'irradiation à l'importation pour réduire les coûts du dédouanement. Ils ont répété qu'ils attendaient avec intérêt de recevoir de nouvelles propositions de l'Inde quant à la manière de faire baisser les coûts de dédouanement des mangues.

#### 2.14.4 Autres problèmes

##### Mesures visant les poissons-chats (PCS n° 289)

Question soulevée par:	Chine
Appuyée par:	
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Octobre 2009 (G/SPS/R/56, paragraphes 21 et 22) octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 29 et 30), octobre 2014 (G/SPS/R/76, paragraphes 3.20 et 3.21)
Document(s) pertinent(s):	G/SPS/N/USA/2171
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.204. En octobre 2009, la Chine a soulevé des questions concernant la Loi fédérale des États-Unis sur l'inspection des viandes, qui pourrait avoir une incidence significative sur le commerce international de poissons-chats. En vertu de la Loi, la responsabilité réglementaire pour le poisson-chat était passée du FDA au Département de l'agriculture des États-Unis (USDA). Ce dernier avait pour mandat d'élaborer une série de règles concernant les prescriptions de production et d'inspection pour les poissons-chats avant le début de 2010; les pays souhaitant exporter ou continuer d'exporter des poissons-chats vers les États-Unis étaient tenus de faire reconnaître leur système d'inspection par l'USDA comme équivalent au système américain. La Chine avait de graves préoccupations quant à l'incidence négative possible que ce changement du système réglementaire pourrait avoir sur le commerce actuel de poissons-chats. Elle demandait une explication concernant ce brusque changement du système réglementaire et voulait savoir si des facteurs de risque SPS avaient entraîné la décision. Elle voulait également savoir si la politique des États-Unis resterait cohérente de manière à éviter tout effet négatif sur le commerce existant de poissons-chats et si le commerce existant entre la Chine et les États-Unis serait pris en considération dans l'élaboration du nouveau système réglementaire.

2.205. Les États-Unis ont déclaré que la Loi de 2008 sur les produits alimentaires, la conservation et l'énergie, promulguée le 18 juin 2008, avait porté modification de la Loi fédérale sur l'inspection des viandes et requérait du Service de la sécurité sanitaire et de l'inspection des aliments (FSIS) de l'USDA qu'il établisse un nouveau programme fédéral pour la production et l'inspection des poissons-chats. Pour préparer les règlements fédéraux prévus, l'USDA avait rendu visite à de nombreux Membres et communiqué avec eux pour leur signaler la nouvelle loi. Les Membres étaient encouragés à participer au processus d'élaboration du règlement dès qu'il serait annoncé et notifié par l'intermédiaire de l'OMC, et à identifier le plus tôt possible toute question éventuelle concernant le règlement projeté.

2.206. En octobre 2012, la Chine a rappelé qu'en mars 2011 les États-Unis avaient notifié une prescription concernant l'inspection obligatoire du poisson-chat et des produits du poisson-chat qui faisait entrer la réglementation relative au poisson-chat dans le cadre de celle des produits carnés d'animaux terrestres. Les produits d'animaux aquatiques présentaient des risques moindres que les produits d'animaux terrestres et la Chine souhaitait obtenir une explication et une évaluation des risques de la part des États-Unis. En outre, la Chine espérait que si le règlement venait à être mis en œuvre, les États-Unis respecteraient la période de transition habituelle de cinq ans étant donné que la Chine avait le statut de pays en développement.

2.207. Les États-Unis ont expliqué que la Loi de 2008 sur les produits alimentaires, la conservation et l'énergie exigeait que le poisson-chat soit réglementé dans le cadre de la Loi fédérale sur l'inspection des viandes. Une proposition de règle pour l'inspection du poisson-chat avait été notifiée à l'OMC et les observations avaient été acceptées jusqu'au 24 juin 2011. Le Département de l'agriculture des États-Unis étudiait encore les observations et notifierait

l'adoption des règles finales concernant l'inspection du poisson-chat avant leur mise en œuvre. Les États-Unis ne ménageraient aucun effort pour minimiser les perturbations du commerce lorsque le programme d'inspection du poisson-chat serait lancé.

2.208. En octobre 2014, la Chine a rappelé que, en mars 2011, les États-Unis avaient notifié leur réglementation relative à l'inspection obligatoire du poisson-chat et des produits du poisson-chat visant à transférer la responsabilité réglementaire de l'Agence des médicaments et des produits alimentaires (FDA) au Département de l'agriculture des États-Unis (USDA). En 2014, l'USDA avait été chargé d'élaborer des règles concernant les prescriptions en matière d'inspection du poisson-chat et des produits du poisson-chat qui avaient fait entrer la réglementation relative au poisson-chat dans le cadre de celle visant les produits carnés d'animaux terrestres. Les caractéristiques biologiques, l'élevage, la transformation et l'inspection des produits du poisson-chat étaient cependant différents de ceux des produits carnés d'animaux terrestres. L'OIE avait établi un code sanitaire pour les animaux terrestres et un code sanitaire pour les animaux aquatiques, et rien ne prouvait que les produits du poisson-chat présentaient des risques plus élevés pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires que d'autres produits aquatiques. La Chine s'est dite préoccupée par le fait que le programme d'inspection de l'USDA imposait des coûts additionnels aux producteurs étrangers de poisson-chat en exigeant la mise en place de programmes d'équivalence. Elle a estimé que le programme d'inspection était un obstacle au commerce et violait les obligations des États-Unis dans le cadre des Accords de l'OMC. Elle a demandé instamment aux États-Unis d'adapter leur mesure relative à l'inspection obligatoire en se basant sur des données scientifiques et de procéder à l'inspection du poisson-chat conformément à la réglementation sur la gestion des produits aquatiques au lieu de celle portant sur les produits carnés d'animaux terrestres.

2.209. Les États-Unis ont expliqué que la Loi de 2008 sur les produits alimentaires, la conservation et l'énergie avait exigé que le poisson-chat soit réglementé dans le cadre de la Loi fédérale sur l'inspection des viandes. La Loi de 2014 sur l'agriculture avait chargé le Service de la sécurité et de l'inspection des produits alimentaires (FSIS) de la sécurité sanitaire et de l'inspection du poisson. Les États-Unis ont indiqué que le FSIS travaillait actuellement à la finalisation des règles concernant l'inspection du poisson-chat et qu'une notification serait adressée aux partenaires commerciaux dès que ces règles seraient finalisées.

## 2.15 Certains Membres

### 2.15.1 Sécurité sanitaire des produits alimentaires

#### Restrictions à l'importation à la suite de l'accident de la centrale nucléaire japonaise (PCS n° 354)

Question soulevée par:	Japon
Appuyée par:	
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	Juin 2013 (G/SPS/R/71, paragraphes 4.7 à 4.11), mars 2014 (G/SPS/R/74, paragraphes 3.11 et 3.12), juillet 2014 (G/SPS/R/75, paragraphes 4.31 et 4.32), octobre 2014 (G/SPS/R/76, paragraphes 3.11 et 3.12)
Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Situation:	Aucune solution notifiée
Solution:	
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.210. En juin 2013, le Japon s'est dit préoccupé par les restrictions applicables aux exportations de produits alimentaires japonais à la suite de l'incident de Fukushima. Depuis cet événement, le Japon surveillait de près la présence de radionucléides dans les produits alimentaires et imposait, depuis avril 2012, un niveau d'exemption en matière d'intervention sur les produits alimentaires de 1mSv/an, ce qui correspondait à la norme du Codex. Toutefois, les évaluations de l'exposition alimentaire fondées sur la ration alimentaire totale étaient bien inférieures à 1 mSv/an selon toutes les études, y compris celles réalisées dans la préfecture de Fukushima. Sur la base de ces données scientifiques, le Japon demandait à tous les Membres de lever les restrictions frappant les importations de produits alimentaires japonais. Il a remercié les Membres qui avaient déjà supprimé la plupart, voire la totalité de leurs restrictions, mais a souligné que la Chine,

Hong Kong, Chine et le Taipei chinois continuaient de prohiber l'importation de nombreux produits alimentaires japonais. Les produits alimentaires japonais mis sur le marché étaient sans danger pour la consommation humaine, et il n'était pas nécessaire d'effectuer des mesures de contrôle supplémentaires. Néanmoins, le Japon était disposé à certifier la conformité de chacune de ses expéditions avec la réglementation relative aux radionucléides à titre de mesure provisoire. Hong Kong, Chine et le Taipei chinois avaient déjà commencé à analyser les données de monitoring fournies par le Japon, et le Japon espérait avoir l'occasion de s'entretenir avec la Chine au sujet de ce problème commercial.

2.211. Le Taipei chinois a expliqué que, même si les produits alimentaires exportés par le Japon contenaient des niveaux acceptables de résidus de radionucléides, ces niveaux n'en demeuraient pas moins une source de préoccupation pour le Taipei chinois et ses consommateurs, les groupes de protection des consommateurs et les législateurs. Afin de dissiper ces préoccupations, il demandait au Japon de fournir des renseignements complémentaires, y compris concernant ses méthodes de surveillance et ses mesures de contrôle. Le Taipei chinois demandait également que les produits alimentaires en provenance des cinq préfectures soumises à des restrictions soient accompagnés d'un certificat d'origine et d'un rapport de laboratoire avant expédition certifiant qu'ils avaient bien subi des tests de radioactivité. Les documents complémentaires pertinents avaient été reçus du Japon le 13 juin 2013 et étaient en cours d'examen. Le Taipei chinois a dit qu'il souhaitait continuer de communiquer et de coopérer normalement avec le Japon à l'avenir.

2.212. Hong Kong, Chine a expliqué que ses restrictions à l'importation étaient fondées sur des préoccupations de santé publique relatives aux produits alimentaires importés depuis les cinq préfectures japonaises touchées. Elle était dans l'attente d'informations complémentaires de la part du Japon qui lui permettraient d'évaluer pleinement le niveau de risque présenté par les importations en provenance du Japon. Hong Kong, Chine a indiqué qu'elle continuerait d'examiner les renseignements communiqués par le Japon et les organisations internationales compétentes et qu'elle ajusterait ses mesures à l'importation en fonction des nouveaux éléments reçus.

2.213. La Chine a répondu qu'elle restreignait uniquement l'importation des produits provenant des zones gravement contaminées par l'accident nucléaire et des produits considérés comme étant à haut risque. La détection de contaminants nucléaires dans les produits agroalimentaires japonais était en cours. La Chine a demandé au Japon d'encourager vivement les départements et entreprises concernés à prendre des mesures qui permettraient de garantir que les produits agroalimentaires exportés n'étaient pas contaminés par des matières nucléaires et satisfaisaient aux normes nationales chinoises.

2.214. Le Japon a expliqué que les contaminants nucléaires détectés dans des produits agroalimentaires et auxquels la Chine avait fait allusion n'étaient présents que dans des produits qui n'avaient pas été mis légalement sur le marché. Le Japon continuait de surveiller ces produits.

2.215. À la réunion de mars 2014, le Japon a réitéré sa préoccupation concernant les restrictions à l'importation appliquées par la Chine aux exportations de denrées alimentaires japonaises, principalement de produits alimentaires et d'aliments pour animaux par suite de l'incident survenu dans la centrale nucléaire de TEPCO. La Chine avait maintenu l'interdiction frappant tous les types de produits alimentaires et d'aliments pour animaux en provenance de dix préfectures japonaises et avait demandé la fourniture d'un certificat officiel d'essai préliminaire pour les fruits, les légumes, les produits laitiers, les plantes médicinales et les produits de la pêche provenant de toutes les autres préfectures. Le Japon estimait que ces mesures étaient plus restrictives pour le commerce que nécessaire et ne se fondaient pas sur la norme internationale pertinente. En outre, la Chine n'avait pas encore approuvé le formulaire qui lui avait été proposé pour le certificat prescrit. Le Japon lui a demandé de terminer rapidement l'examen du formulaire en question et soit de l'accepter, soit, le cas échéant, de stipuler les modifications à lui apporter.

2.216. La Chine a expliqué que depuis l'incident de fuite à la centrale nucléaire les produits marins japonais étaient exposés à de graves risques de contamination. Plusieurs ajustements avaient été apportés aux mesures relatives à l'inspection et à la quarantaine depuis lors. La Chine avait demandé des renseignements au Japon afin de mener une évaluation du risque. En outre, par suite du risque de contamination radioactive des boissons alcooliques, une interdiction avait pris effet en application des mesures renforcées d'inspection et de quarantaine prises par le Japon. Suite aux conclusions de ses analyses des risques, la Chine avait autorisé plusieurs importations en provenance de deux préfectures.

2.217. En juillet 2014, le Japon a fait à nouveau part de sa préoccupation concernant les restrictions à l'importation appliquées par la Chine aux exportations de denrées alimentaires japonaises par suite de l'incident survenu dans la centrale nucléaire de TEPCO, et a réitéré la déclaration qu'il avait faite en mars 2014. Il a demandé à la Chine d'accepter rapidement le certificat d'essai préliminaire proposé et de lever l'interdiction frappant les importations en provenance des dix préfectures.

2.218. La Chine a rappelé ses préoccupations. Elle avait reçu la demande japonaise de levée des restrictions frappant les importations et était en train d'examiner les données techniques et de procéder à des recherches et à des analyses des risques. Les mesures actuelles seraient révisées en conséquence.

2.219. En octobre 2014, le Japon a rappelé sa préoccupation concernant les restrictions à l'importation appliquées par la Chine aux exportations de denrées alimentaires japonaises par suite de l'incident survenu dans la centrale nucléaire de TEPCO. Il a regretté qu'aucun progrès n'ait été réalisé depuis la réunion du Comité SPS de juillet 2014, la Chine maintenant l'interdiction frappant les produits en provenance de dix préfectures japonaises. Cette interdiction pourrait ne pas être fondée sur des normes internationales et être plus restrictive pour le commerce qu'il n'était nécessaire pour atteindre le niveau de protection approprié. En juin 2013, le Japon avait fourni à la Chine des résultats de sa surveillance qui avaient démontré que les produits alimentaires japonais étaient propres à la consommation humaine. De plus, il a fait part de sa préoccupation concernant le fait que d'autres préfectures faisaient également l'objet d'interdictions frappant les importations de légumes, de fruits, de thé, de lait, de plantes médicinales et de produits apparentés. Alors que la Chine avait annoncé en 2011 qu'elle lèverait l'interdiction d'importer ces produits, elle avait depuis été peu disposée à le faire, bien que le Japon ait proposé des certificats d'essai préliminaire. Le Japon craignait que la Chine évite délibérément toute avancée sur cette question, ce qui laisserait présumer qu'elle applique ces mesures d'une manière qui pourrait constituer une restriction déguisée au commerce international. Il a demandé à la Chine d'accepter immédiatement ses certificats d'essai préliminaire et de lever l'interdiction frappant les importations sans plus tarder.

2.220. La Chine a expliqué que l'incident survenu à la centrale nucléaire de TEPCO, qui avait causé des pertes importantes au Japon, menaçait sérieusement la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Elle avait appliqué des mesures correspondantes aux produits agricoles et aux produits de la mer en provenance du Japon, sur la base d'une évaluation des risques, conformément à la pratique internationale. Elle avait déjà ajusté les mesures relatives à l'inspection et à la quarantaine visant les produits alimentaires et agricoles japonais, et continuait d'appliquer des restrictions uniquement aux produits à haut risque en provenance de régions très polluées. À la demande du Japon, la Chine analysait actuellement les données techniques fournies et réexaminerait les mesures en conséquence.

## 2.15.2 Santé animale

### Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB (PCS n° 193)

Question soulevée par:	Union européenne; États-Unis d'Amérique
Appuyée par:	Canada; Suisse; Uruguay
Dates auxquelles cette question a été soulevée:	juin 2004 (G/SPS/R/34, paragraphes 37 et 38), octobre 2004 (G/SPS/R/35, paragraphes 85 et 86), juin 2005 (G/SPS/R/37/Rev.1, paragraphes 75 et 76), février 2007 (G/SPS/R/44, paragraphe 29), octobre 2008 (G/SPS/R/53, paragraphes 24 à 28), février 2009 (G/SPS/R/54, paragraphes 11 et 12), juin 2009 (G/SPS/55, paragraphe 47), octobre 2009 (G/SPS/R/56, paragraphe 46), mars 2010 (G/SPS/R/58, paragraphes 35 et 36), juin 2010 (G/SPS/R/59, paragraphe 44), octobre 2010 (G/SPS/R/61, paragraphe 24), mars 2011 (G/SPS/R/62, paragraphe 65), juin 2011 (G/SPS/R/63, paragraphes 73 et 74), octobre 2011 (G/SPS/R/64, paragraphes 98 et 99), mars 2012 (G/SPS/R/66, paragraphes 28 à 31), juillet 2012 (G/SPS/R/67, paragraphes 45 à 48), octobre 2012 (G/SPS/R/69, paragraphes 49 à 52), mars 2013 (G/SPS/R/70, paragraphes 3.20 à 3.24), juin 2013 (G/SPS/R/71, paragraphes 4.33 à 4.35), octobre 2013 (G/SPS/R/73, paragraphes 3.44 à 3.46), mars 2014 (G/SPS/R/74, paragraphes 3.11 et 3.12), juillet 2014 (G/SPS/R/75, paragraphes 4.33 à 4.37), octobre 2014 (G/SPS/R/76, paragraphes 3.26 à 3.30)

Document(s) pertinent(s):	Question soulevée oralement
Situation:	Solution partielle notifiée
Solution:	Solutions notifiées concernant certains Membres
Date à laquelle le règlement du problème a été notifié:	

2.221. En juin 2004, les Communautés européennes ont fait part de leurs préoccupations concernant les restrictions injustifiées à l'importation qui frappaient des exportations communautaires en raison de l'ESB. Pour répondre à la demande des consommateurs, les Communautés européennes avaient adopté des mesures complètes visant à parer aux risques liés à l'ESB. Ces mesures s'appliquaient à la fois aux produits destinés à la consommation à l'intérieur des Communautés européennes et aux produits destinés à l'exportation. Le système d'évaluation géographique appliqué dans les Communautés européennes avait permis d'identifier avec succès les pays dans lesquels la maladie était toujours présente. Les Communautés européennes invitaient les autres pays à remplacer les interdictions à l'importation, qui allaient au-delà des recommandations de l'OIE et ne permettaient pas, néanmoins, de parer pleinement aux risques internes potentiels, par des prescriptions spécifiques à l'importation conformes aux normes de l'OIE. Un grand nombre de produits, tels que le sperme, les embryons et les produits laitiers, pouvaient être échangés avec des garanties définies préalablement. Les Membres étaient instamment invités à tenir compte des recommandations de l'OIE pour le commerce international et à cesser toute discrimination entre les Membres dans lesquels les conditions relatives à l'ESB étaient similaires.

2.222. En octobre 2004, les États-Unis ont également fait part de préoccupations concernant cette question en faisant observer que certains Membres étaient en train de revoir les restrictions imposées sur l'importation de la viande bovine américaine. Les États-Unis ont aussi exhorté tous les Membres qui ne l'avaient pas encore fait à aligner leur réglementation sur les normes de l'OIE.

2.223. Le Canada a rappelé qu'à sa dernière réunion, l'OIE avait confirmé à nouveau que certains produits, tels que le sperme, les embryons, les peaux et le lait, ne contribuaient pas à la transmission de l'ESB. Les importations de ces catégories de produits ne présentaient donc pas de risque potentiel d'introduction de la maladie.

2.224. En octobre 2004, les Communautés européennes ont informé le Comité que plusieurs Membres de l'OMC avaient révisé l'interdiction frappant la viande bovine et les produits issus de petits ruminants en provenance des CE et avaient remplacé cette interdiction par des prescriptions spécifiques, conformément aux normes de l'OIE. Les Communautés européennes invitaient instamment tous les Membres qui ne l'avaient pas encore fait à aligner leur réglementation sur les normes de l'OIE. Les États-Unis ont fait observer que certains Membres étaient en train de revoir les restrictions imposées sur l'importation de la viande bovine américaine; ils ont eu aussi exhorté tous les Membres qui ne l'avaient pas encore fait à aligner leur réglementation sur les normes de l'OIE.

2.225. En juin 2005, les Communautés européennes ont fait savoir qu'au cours des mois précédents, le nombre de pays qui avaient levé leurs interdictions respectives concernant la viande bovine et les produits bovins des CE conformément aux normes de l'OIE était en croissance régulière, y compris également chez les non-Membres de l'OMC. Conformément au chapitre révisé sur l'ESB du Code sanitaire pour les animaux terrestres, de nombreux produits dérivés de la viande bovine, y compris des produits désossés de muscles du squelette et des produits sanguins, pouvaient être exportés sans danger quel que soit le statut quant à l'ESB du pays exportateur. Les Communautés européennes ont invité les Membres restants de l'OMC à remplacer leurs interdictions d'importer par des prescriptions spécifiques à l'importation conformément aux normes de l'OIE.

2.226. En février 2007, les États-Unis se sont inquiétés du fait que des produits américains provenant de ruminants et de non-ruminants continuaient de faire l'objet de restrictions en rapport avec l'ESB. Même s'il y avait eu quelques progrès et qu'un certain nombre de Membres avaient éliminé les mesures en question, les produits des États-Unis continuaient de faire l'objet de mesures excessivement restrictives qui allaient au-delà des normes de l'OIE. Les États-Unis avaient entrepris une vaste surveillance et avaient mis en place des sauvegardes croisées, mais de

nombreuses restrictions demeuraient en vigueur. Les États-Unis ont invité les Membres à examiner les preuves désormais disponibles et à réviser leurs prescriptions en conséquence.

2.227. En octobre 2008, les Communautés européennes ont rappelé les préoccupations soulevées précédemment par le Canada concernant la restriction appliquée par la Corée aux importations de bœuf. Les Communautés européennes s'inquiétaient également des restrictions maintenues par d'autres Membres de l'OMC sur la viande de bœuf qu'elles exportaient bien que ces produits à base de viande bovine soient considérés comme sans danger et conformes au chapitre sur l'ESB du Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'OIE.

2.228. Le Canada partageait les préoccupations des CE et a demandé aux Membres de fonder leurs mesures sur les dispositions du chapitre sur l'ESB du Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'OIE. En mai 2007, le Canada avait été officiellement reconnu par l'OIE comme présentant des risques maîtrisés pour l'ESB et cela avait été de nouveau confirmé en mai 2008. Le Canada remerciait le nombre croissant de Membres de l'OMC qui rétablissaient un accès total ou partiel pour la viande de bœuf et le bétail. Il a prié les autres Membres de rétablir complètement les échanges de viande de bœuf et de bétail compte tenu de la désignation de l'OIE.

2.229. L'Uruguay s'est associé aux préoccupations exprimées par les Communautés européennes et le Canada. Pour ce qui était des règlements en matière de santé animale appliqués au commerce, l'intervenant a dit que tous les Membres de l'OMC devaient se conformer à la désignation de l'OIE et aux normes des trois organisations sœurs en général. La Suisse s'est associée aux préoccupations des CE concernant les restrictions en raison de l'ESB.

2.230. La représentante de l'OIE a prié instamment les Membres de respecter les normes édictées par l'OIE.

2.231. En février 2009, les Communautés européennes ont attiré l'attention sur la norme de l'OIE relative à l'ESB, qui ne recommandait aucune restriction commerciale sur la viande désossée issue d'animaux âgés de moins de 30 mois. Les Communautés européennes satisfaisaient à cette norme, mais leurs exportations se heurtaient encore à des restrictions commerciales. Les restrictions nationales maintenues malgré le Code de l'OIE étaient préjudiciables à cette norme qui avait été adoptée après de longues négociations, et portaient ainsi atteinte à la crédibilité de l'OIE. Celle-ci projetait de mettre le Code à jour dès lors qu'il était démontré de manière irréfutable que la prescription relative à l'âge n'était pas nécessaire, mais les Communautés européennes se demandaient si cela était fondé dans la mesure où, en tout état de cause, les Membres n'appliquaient pas la norme. Le commerce de la viande de bœuf était important et les questions liées à l'ESB figuraient parmi les problèmes les plus fréquemment soulevés au sein du Comité SPS. Les Communautés européennes invitaient les Membres à se donner plus de peine pour fonder leurs mesures sur les normes pertinentes de l'OIE. Tout comme les Communautés européennes, la Jordanie avait pris la décision d'accepter le Code de l'OIE, et d'autres Membres devraient suivre cet exemple.

2.232. Le représentant de l'OIE a expliqué que les normes relatives à l'ESB avaient été adoptées démocratiquement par les membres de l'Organisation, et qu'elles étaient en fait très restrictives. L'OIE envisageait d'éliminer la prescription relative à l'âge et d'assouplir les restrictions concernant la gélatine. La marge de sécurité incorporée dans les normes restait ample, et il était préoccupant de voir que les Membres ne faisaient pas preuve d'un engagement suffisant pour les appliquer.

2.233. En juin 2009, les Communautés européennes ont une nouvelle fois attiré l'attention sur les restrictions qu'imposaient encore de nombreux Membres sur les viandes d'animaux de l'espèce bovine et les produits connexes. Les Communautés européennes demandaient que les restrictions injustifiées et discriminatoires soient abolies. Le Code de l'OIE établissait qu'aucune prohibition n'était nécessaire, même si un pays signalait des cas d'ESB. Les mesures de lutte contre l'ESB adoptées par les CE étaient exemplaires et allaient très au-delà des prescriptions de l'OIE, de telle sorte que les Communautés européennes priaient instamment aux Membres d'adopter des règles transparentes et non discriminatoires pour l'importation de produits à base de viande bovine.

2.234. En octobre 2009, les Communautés européennes ont rappelé qu'elles avaient soulevé à plusieurs reprises des questions concernant les restrictions injustifiées appliquées par certains Membres de l'OMC aux importations de produits à base de viande bovine et ovine et de produits

connexes, prétendument en réponse aux encéphalopathies spongiformes transmissibles. Toutes les mesures devraient être fondées sur les normes internationales pertinentes. Alors que certains Membres alignaient leurs processus sur les recommandations de l'OIE, d'autres Membres continuaient d'exiger une certification inutile, d'appliquer des procédures contraignantes et longues et de faire des discriminations entre les pays sans justification scientifique. Les mesures prises par les CE pour éradiquer l'ESB et lutter contre cette maladie étaient très complètes et offraient la garantie que les exportations communautaires étaient sans danger. Les Communautés européennes exhortaient les Membres à tenir pleinement compte des récentes lignes directrices de l'OIE sur l'ESB et à établir des règles justes, non discriminatoires et transparentes.

2.235. En mars 2010, l'Union européenne a rapporté que certains Membres de l'OMC maintenaient toujours des restrictions injustifiées à l'importation, sans doute pour se prémunir contre les encéphalopathies spongiformes transmissibles (EST). L'Union européenne exhortait les Membres à lever toutes les restrictions inutiles, disproportionnées ou discriminatoires qui avaient une incidence négative sur ses exportations. Les recommandations de l'OIE relatives à l'ESB, qui avaient été réexaminées en mai 2009, prévoyaient la possibilité d'importer de la viande, ou même des animaux vivants, en provenance de pays ayant un statut "négligeable", "contrôlé" ou "indéterminé" au regard du risque d'ESB, dans la mesure où les règles de l'OIE relatives à la surveillance et au contrôle étaient respectées. En outre, pour certains produits, dans certaines conditions, comme dans le cas des viandes désossées issues des muscles du squelette des animaux, du lait et des produits laitiers, du sperme et des embryons, il ne devrait pas y avoir de prescriptions à l'importation concernant l'ESB, quels que soient le risque d'ESB ou l'âge du cheptel du pays, de la zone ou du compartiment d'exportation.

2.236. La Suisse s'est associée aux préoccupations soulevées par l'Union européenne en déclarant que les Membres de l'OMC devraient fonder leurs mesures sur les recommandations et les données disponibles de l'OIE concernant l'ESB.

2.237. En juin 2010, l'Union européenne a rapporté que certains Membres de l'OMC maintenaient toujours des restrictions injustifiées à l'importation, pour se prémunir contre les encéphalopathies spongiformes transmissibles (EST). L'Union européenne exhortait les Membres à lever toutes les restrictions inutiles, disproportionnées ou discriminatoires qui avaient une incidence négative sur ses exportations. L'Union européenne rappelait que l'OIE avait publié des normes sur l'ESB fondées sur des évaluations scientifiques des risques et avait défini les conditions dans lesquelles les produits pouvaient être vendus sans danger. En mai 2010, un libellé additionnel avait été inséré à l'article 11.6 du Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'OIE afin de préciser que, sous réserve que les produits avaient été importés dans le respect de ces conditions, le statut des pays importateurs ne serait pas affecté. L'Union européenne a rappelé les recommandations de l'OIE et déclaré que certains Membres avaient récemment annoncé de nouvelles mesures qui, sans justification scientifique, différaient des normes de l'OIE. L'Union européenne exhortait les Membres à s'aligner sur le processus de l'OIE et à traiter ses demandes.

2.238. En octobre 2010, l'Union européenne a indiqué que les restrictions à l'importation imposées en raison de l'ESB restaient une source de grave préoccupation et elle a exhorté les Membres à lever toutes les restrictions inutiles, disproportionnées et discriminatoires. Plusieurs Membres de l'OMC continuaient d'imposer des restrictions à l'importation injustifiées, comme l'autorisation d'importer uniquement à partir de pays qui avaient un statut de risque négligeable selon le classement de l'OIE ou dans lesquels aucun cas d'ESB n'avait été notifié. Il y avait eu, toutefois, quelques faits nouveaux positifs. Les Philippines avaient annoncé l'élimination des restrictions à l'importation visant la viande de bovin en provenance de la plupart des États membres de l'UE et l'Égypte autorisait désormais les importations de viande désossée provenant de bovins de moins de 48 mois. L'Union européenne priait instamment les Membres d'aligner rapidement leurs prescriptions sur les normes de l'OIE et d'établir des prescriptions à l'importation équitables, non discriminatoires, transparentes et scientifiquement fondées.

2.239. En mars 2011, l'Union européenne a enjoint les Membres de lever les restrictions inutiles ayant des répercussions négatives sur les exportations de viande de bœuf de l'UE. La norme de l'OIE insistait sur le fait que des restrictions portant sur certains produits d'origine bovine ne devaient pas être appliquées indépendamment de la situation du pays au regard du risque d'ESB. Malheureusement, plusieurs restrictions injustifiées étaient appliquées par des Membres, n'autorisant que les importations en provenance de pays dans lesquels l'évaluation avait révélé un risque d'ESB négligeable. En outre, un certain nombre de pratiques discriminatoires avaient été

observées et on relevait des incohérences dans le niveau de protection appliqué par certains pays. L'Union européenne priait instamment les Membres d'aligner leurs exigences sur les normes de l'OIE et saluait la démarche des nombreux pays ayant engagé le processus d'évaluation en vue d'autoriser les importations en cause.

2.240. En juin 2011, l'Union européenne s'est dite préoccupée par le fait que plusieurs Membres n'avaient pas encore mis en œuvre la norme de l'OIE concernant l'ESB et continuaient d'imposer des interdictions ou des restrictions au commerce aux produits à base de viande de bœuf de l'UE. Ces Membres devraient soit mettre en œuvre la norme de l'OIE, soit partager leur évaluation scientifique des risques. Jusqu'à maintenant, l'Union européenne n'avait pas vu de justification scientifique pour les restrictions qui débordaient le cadre des normes de l'OIE. L'Union européenne se réjouissait de la mise en œuvre des normes de l'OIE par plusieurs Membres, ainsi que du processus amorcé par les États-Unis et l'Australie, qui autoriserait, à terme, l'importation de produits à base de viande de bœuf en provenance de l'Union européenne. L'Union européenne a invité les Membres à tenir pleinement compte des normes de l'OIE et à établir des règles justes, non discriminatoires, transparentes et fondées sur la science.

2.241. Le Canada a constaté avec satisfaction que de nombreux Membres avaient approuvé l'importation de viande de bœuf canadienne sur la base des normes de l'OIE, et s'est associé à l'Union européenne pour demander aux Membres de fonder leurs mesures sur les normes de l'OIE.

2.242. En octobre 2011, l'Union européenne a rappelé qu'elle avait soulevé à de nombreuses reprises des préoccupations au sujet du fait que plusieurs Membres continuaient d'imposer des interdictions ou des conditions restrictives touchant des produits en provenance des États membres de l'UE prétendument en raison de l'ESB, mais sans respecter les normes internationales comme l'exigeait l'Accord SPS. La norme de l'OIE relative à l'ESB était très élaborée et donnait des détails sur la maladie et les conditions de commerce sans risque des produits d'origine bovine. Cela signifiait qu'il n'y avait pas besoin d'évaluations supplémentaires des risques ni de restrictions commerciales quelles qu'elles soient pour les produits bien définis qui ne présentaient pas de danger comme la viande désossée, quel que soit le statut du pays au regard du risque d'ESB. Bien que cette préoccupation soit soulevée depuis longtemps, personne n'avait encore présenté une évaluation scientifique des risques qui justifie une quelconque dérogation à la norme internationale. À cet égard, l'UE a invité en particulier la Chine, la Corée du Sud et le Japon à mettre leurs prescriptions en conformité avec la norme internationale et l'Accord SPS. Elle se félicitait des développements survenus peu de temps auparavant en Australie et invitait cette dernière à finaliser rapidement ce processus. Les États-Unis s'acheminaient aussi vers l'adoption de règles complètes pour l'ESB, et l'UE escomptait que ce processus aboutirait rapidement à la pleine mise en conformité des prescriptions des États-Unis avec la norme de l'OIE et à un résultat concret en matière de commerce. L'UE a instamment invité tous les Membres à harmoniser entièrement leurs prescriptions relatives à l'ESB avec les normes de l'OIE et à établir ainsi des prescriptions justes, non discriminatoires, transparentes et scientifiquement justifiées.

2.243. Le Japon et la Corée ont dit comprendre les préoccupations de l'UE et indiqué qu'ils poursuivraient les discussions sur ce sujet au cours de réunions bilatérales. La Chine a indiqué qu'elle souhaitait recevoir des renseignements complémentaires de l'UE pour achever son analyse des risques. Il y avait un dialogue positif entre les deux Membres, et la Chine a invité l'UE à fournir des renseignements complémentaires et à maintenir sa relation étroite avec le groupe scientifique chinois.

2.244. En mars 2012, l'Union européenne a rappelé qu'elle avait soulevé à de nombreuses reprises des préoccupations au sujet du maintien des interdictions ou des conditions restrictives touchant des produits d'origine bovine en provenance des États membres de l'UE – prétendument en raison de l'ESB – mais qui ne respectaient pas les normes internationales comme l'exigeait l'Accord SPS. La norme de l'OIE relative à l'ESB donnait des détails sur la maladie et les conditions de commerce sans risque des produits d'origine bovine. Bien que cette préoccupation soit soulevée depuis longtemps, aucun Membre n'avait encore présenté une évaluation scientifique des risques qui justifie une quelconque dérogation à la norme internationale. L'Union européenne a invité en particulier la Chine, la Corée du Sud et le Japon à mettre leurs prescriptions en conformité avec la norme internationale et l'Accord SPS, et l'Australie à finaliser son processus d'évaluation. Les récentes mesures prises par les États-Unis pour aligner leurs conditions d'importation sur la norme de l'OIE étaient satisfaisantes et une mise en œuvre rapide des conditions en conformité avec les normes de l'OIE était attendue. L'Union européenne a instamment invité tous les Membres à



harmoniser entièrement leurs prescriptions relatives à l'ESB avec les normes de l'OIE et à établir ainsi des prescriptions justes, non discriminatoires, transparentes et scientifiquement justifiées.

2.245. La Corée a indiqué qu'elle était disposée à poursuivre les discussions sur cette question au niveau bilatéral.

2.246. La Chine a rappelé sa coopération avec l'Union européenne, y compris, en 2011, la formation conjointe sur la prévention et le contrôle de l'ESB, qui avait donné lieu à un échange productif concernant les aspects scientifiques et techniques pertinents et les normes de l'OIE. Même si aucun consensus n'avait pu être dégagé sur certaines questions, la Chine poursuivrait les discussions bilatérales sur les questions techniques pertinentes.

2.247. Le Japon a fait savoir qu'il avait déjà engagé des discussions avec l'Union européenne et qu'en décembre 2011, l'organisme d'évaluation des risques de sa Commission de la sécurité sanitaire des aliments avait reçu pour mandat de mener une évaluation des risques concernant les importations de viande bovine en provenance de France et des Pays-Bas. Cette évaluation des risques avait été effectuée d'une manière neutre et équitable en se fondant sur des données scientifiques. La Commission de la sécurité sanitaire des aliments évaluerait le risque pour la viande bovine en provenance des autres États membres de l'UE lorsque les renseignements nécessaires auraient été vérifiés, y compris par le biais d'enquêtes sur site et de collectes de données.

2.248. En juillet 2012, l'Union européenne a fait observer que de nombreux partenaires commerciaux continuaient d'imposer des interdictions ou des restrictions injustifiées en rapport avec l'ESB même si, contrairement à ses États membres, plus de la moitié de ces pays ne bénéficiaient pas d'une classification officielle de l'OIE au regard de l'ESB. Cette question avait été soulevée depuis longtemps, mais aucun partenaire commercial n'avait encore fourni une évaluation scientifique qui justifierait les dérogations aux normes internationales pertinentes. L'Union européenne invitait instamment la Corée à faire des progrès tangibles et prévisibles pour mettre ses conditions d'importation en conformité avec les normes de l'OIE. Cette demande était particulièrement urgente, car la Corée avait ouvert son marché à d'autres partenaires commerciaux qui avaient le même statut que la plupart des États membres de l'UE au regard de l'ESB. La Chine gardait encore son marché fermé en alléguant un manque de données scientifiques, même s'il existait suffisamment d'éléments de preuve quant à la situation de l'UE au regard de l'ESB. L'UE invitait la Chine à fournir l'évaluation scientifique de risques qui justifierait les dérogations aux normes de l'OIE ou à engager immédiatement les procédures administratives nécessaires pour appliquer les normes internationales. Elle invitait le Japon à continuer de progresser dans l'examen des demandes en suspens, de sorte que les échanges puissent reprendre à brève échéance. Elle prenait note des mesures que les États-Unis avaient prises récemment pour mettre leurs prescriptions en conformité avec les normes de l'OIE et invitait instamment tous les Membres à se conformer intégralement à ces normes et à établir des règles équitables, non discriminatoires, transparentes et scientifiquement justifiées.

2.249. La Chine a indiqué que la question de l'ESB avait fait l'objet d'entretiens bilatéraux avec l'Union européenne à différents niveaux. Elle avait exprimé ses vues sur l'ESB à plusieurs reprises tout en soulignant qu'aucune organisation internationale ne pouvait nier à un pays le droit de présenter des vues fondées sur la science. Elle s'était beaucoup investie dans l'analyse des risques en rapport avec l'ESB.

2.250. Le Japon a rappelé que son comité de la sécurité sanitaire des produits alimentaires avait entrepris l'évaluation des risques liés à la viande bovine de France et des Pays-Bas, qui faisait l'objet de discussions au niveau des experts. S'agissant des autres États membres de l'UE, des consultations additionnelles étaient nécessaires. Le Japon demeurait disposé à poursuivre la coopération avec l'UE pour résoudre la question.

2.251. La Corée a fait observer qu'elle était engagée dans une communication active et continue avec l'Union européenne sur cette question, au niveau technique. Des discussions techniques additionnelles étaient nécessaires, dans l'intérêt des deux parties.

2.252. En octobre 2012, l'Union européenne a fait observer que de nombreux partenaires commerciaux continuaient d'imposer des interdictions ou des restrictions injustifiées en rapport

avec l'ESB même si, contrairement à ses États membres, certains de ces pays ne bénéficiaient pas d'une classification officielle de l'OIE au regard de l'ESB. L'Union européenne a une fois encore invité instamment la Corée à faire des progrès tangibles et prévisibles pour mettre ses conditions d'importation en conformité avec les normes de l'OIE, et a demandé à la Chine de traiter rapidement les demandes d'accès aux marchés en attente. Elle s'est félicitée des récentes évolutions au Japon, où l'évaluation des risques concernant les importations de viande de bœuf avait été mise à disposition du public pour consultation. Suite à ce résultat scientifique, l'UE se réjouissait de la reprise à brève échéance des exportations de viande bœuf. L'UE a pris note des mesures que les États-Unis et l'Australie avaient prises récemment pour mettre leurs prescriptions en conformité avec les normes de l'OIE et a invité instamment tous les Membres à se conformer intégralement à ces normes et à établir des règles équitables, non discriminatoires, transparentes et scientifiquement justifiées.

2.253. La Chine a indiqué que les questions relatives à l'ESB avaient un caractère particulièrement sensible et technique, car elles concernaient non seulement la gestion appropriée de la santé animale et de l'élevage, mais affectaient également directement la coopération et le commerce entre la Chine et l'UE. La Chine avait fourni des renseignements détaillés à l'Union européenne concernant sa justification scientifique. Reconnaissant l'importance de la question, particulièrement pour les exportations en provenance des Pays-Bas et d'Irlande, la Chine avait organisé conjointement avec l'UE des activités de coopération, comme des échanges techniques entre experts, des séminaires et des visites techniques. Ces échanges s'étaient concentrés sur des sujets relatifs à la science, la technologie et les normes de l'OIE. Cependant, certaines questions n'avaient pas fait l'objet d'un consensus. La Chine poursuivait les échanges de coopération avec les experts techniques de l'UE de manière scientifique et pragmatique afin de résoudre les problèmes techniques pertinents. Elle avait signé un mémorandum d'accord avec l'Irlande pour la création d'un groupe de travail mixte sur l'ESB.

2.254. La Corée a indiqué qu'elle était engagée activement dans des discussions bilatérales avec l'Union européenne, y compris pendant la semaine en cours, et que ces discussions se poursuivraient.

2.255. Le Japon a indiqué que le processus d'évaluation des risques était en cours, notamment pour la viande de bœuf en provenance de France et des Pays-Bas. Le pays continuerait à mener des consultations étroites avec l'Union européenne et ses États membres.

2.256. En mars 2013, l'Union européenne a accueilli avec satisfaction la notification de la Thaïlande concernant l'alignement de ses mesures SPS sur les normes internationales relatives à l'ESB, et a remercié le Japon pour avoir autorisé l'admission sur son territoire de la viande bovine en provenance des États membres de l'UE. Néanmoins, de nombreux partenaires commerciaux continuaient d'imposer des interdictions ou des restrictions injustifiées en rapport avec l'ESB même si, contrairement à ses États membres, certains de ces pays ne bénéficiaient pas d'une classification officielle de l'OIE au regard de l'ESB. De plus, dans certains cas, les produits de l'UE faisaient face à une discrimination comparativement à d'autres partenaires commerciaux dont le statut au regard du risque était similaire, voire moins favorable. La Chine continuait de fermer l'accès à son marché, malgré les renseignements détaillés qui lui avaient été fournis sur le système de sécurité sanitaire des produits alimentaires et des animaux de l'UE, et elle n'avait pas présenté d'évaluation des risques pour justifier sa mesure. L'Union européenne demandait instamment à la Chine de mettre ses conditions d'importation en conformité avec les normes de l'OIE et d'éliminer les restrictions injustifiées visant la viande de bœuf et les produits à base de viande de bœuf en provenance de l'UE. Elle se félicitait du processus engagé par la Corée pour évaluer les demandes présentées par certains États membres de l'UE et elle invitait instamment la Corée à procéder avec célérité de manière à garantir l'accès de la viande de bœuf de l'UE à son marché, étant donné qu'elle avait ouvert son marché à d'autres partenaires commerciaux dont le statut au regard de l'ESB était le même que celui des États membres de l'UE. L'Union européenne notait les processus engagés aux États-Unis et en Australie pour aligner leurs conditions d'importation sur les normes de l'OIE et elle espérait qu'un accès effectif à ces marchés lui serait assuré sans tarder. Elle invitait instamment tous les Membres à se conformer intégralement aux normes de l'OIE et à établir des règles équitables, non discriminatoires, transparentes et fondées sur les connaissances scientifiques.

2.257. La Chine a indiqué que lors de ses nombreuses discussions bilatérales, elle avait informé à plusieurs reprises l'Union européenne de ses politiques concernant l'ESB. L'ESB était encore une

maladie à risque élevé sur le territoire de l'UE, car au cours des trois années précédentes quelque 90 cas d'ESB avaient été signalés. De plus, la question de l'ESB continuait d'être très sensible et complexe et les connaissances scientifiques n'étaient pas suffisantes pour pouvoir interpréter le mécanisme de transmission de la maladie à l'échelle mondiale. La récente affaire de la viande chevaline dans l'Union européenne renforçait encore plus le manque de confiance de la Chine dans le système de surveillance des animaux et des produits animaux de l'UE. Les mesures de restriction chinoises visant l'ESB, qui avaient été introduites en 2004, étaient fondées sur une analyse du risque et les modifications apportées en 2012 à ses mesures commerciales visant le bœuf canadien étaient fondées sur les résultats de son évaluation du risque. La Chine a invité les États membres de l'UE à échanger des renseignements sur les questions techniques et a indiqué qu'elle réexaminerait ses mesures concernant l'ESB en fonction des résultats de ses futures évaluations du risque.

2.258. L'Union européenne ne pouvait pas accepter l'établissement d'un lien entre la question de la viande chevaline et l'efficacité de son système de surveillance, compte tenu des explications très détaillées qu'elle avait données au Comité SPS au titre d'un point précédent de l'ordre du jour de la réunion en cours. Les renseignements fournis montraient clairement comment l'Union européenne avait rapidement et de manière transparente identifié un cas de fraude et elle était bien déterminée à régler ce problème.

2.259. La Corée a indiqué qu'elle avait discuté en détail de cette question avec la délégation de l'UE et qu'elle avait déjà lancé une analyse du risque portant sur la viande de bœuf en provenance des États membres de l'UE. Son analyse du risque serait minutieuse car elle entendait protéger la santé des consommateurs, et elle continuerait d'avoir des échanges étroits avec la délégation de l'UE.

2.260. Le Japon a fait savoir que la Commission japonaise de la sécurité sanitaire des produits alimentaires avait achevé son rapport d'évaluation en octobre 2012 et, sur la base de ses constatations, avait levé l'interdiction visant les importations de bovins âgés d'au plus 30 mois en provenance des États-Unis, du Canada, de la France et des Pays-Bas. L'Union européenne a remercié le Japon pour les changements qu'il avait apportés à ses mesures et pour son engagement continu dans le cadre du processus.

2.261. En juin 2013, l'Union européenne a indiqué que la Session générale de l'OIE avait évalué favorablement et reconnu le statut de l'UE en matière de risque d'ESB. Elle a remercié le Brésil d'avoir assoupli ses mesures à l'importation au sujet de l'ESB et l'a encouragé à aligner davantage ces conditions sur la norme de l'OIE et à notifier les modifications afin que les partenaires du Brésil puissent formuler des observations. Des restrictions au commerce injustifiables étaient encore en vigueur dans plusieurs autres pays, et l'Union européenne a exhorté la Chine à fonder ses mesures sur la norme de l'OIE pertinente et à lever l'interdiction frappant le bœuf en provenance de son territoire. Elle se félicitait des travaux menés actuellement par la Corée et a instamment invité cette dernière à traiter rapidement toutes les demandes de l'UE. Les efforts menés par les États-Unis et l'Australie en vue d'aligner leurs conditions d'importation relatives à l'ESB sur les normes de l'OIE étaient appréciés et suivis de près par l'Union européenne, et de nouveaux progrès vers un réel accès aux marchés étaient attendus sans retard indu.

2.262. La Corée a indiqué qu'elle procédait actuellement à une analyse des risques liés à l'importation de bœuf en provenance de l'UE et qu'elle s'entretenait étroitement avec l'Union européenne à ce sujet. Elle se réjouissait à l'idée de poursuivre sa coopération avec l'Union européenne en vue de faire avancer le processus en temps voulu.

2.263. La Chine a rappelé que l'ESB demeurerait un problème très sensible et hautement technique pour lequel on manquait encore de données scientifiques. Une analyse des risques avait été effectuée de concert avec les États membres concernés de l'UE, mais les experts des deux parties n'étaient pas parvenus à un consensus. Il fallait d'autres travaux de recherche et davantage de communication et de discussions. La Chine a exprimé sa volonté de continuer de coopérer et de dialoguer avec les experts techniques de l'UE.

2.264. En octobre 2013, l'Union européenne a souligné l'importance de cette préoccupation, celle-ci étant liée à une prescription fondamentale de l'Accord SPS, c'est-à-dire l'obligation pour les Membres de fonder les mesures SPS sur les normes internationales pertinentes. Elle a remercié

Singapour d'avoir assoupli ses mesures à l'importation au sujet de l'ESB et l'a encouragée à aligner davantage ces conditions sur la norme de l'OIE et à notifier les modifications afin que les partenaires commerciaux puissent formuler des observations. L'Union européenne a également noté que trois années s'étaient écoulées depuis la présentation de sa demande à l'Australie et que cette dernière n'avait pas fourni de données scientifiques justifiant le retard dans l'achèvement de son évaluation des risques. Elle a invité l'Australie à parachever l'évaluation, qui devrait lui assurer un accès effectif aux marchés sans retard injustifié.

2.265. La Chine a noté que l'ESB avait une longue période de latence, et étant donné l'absence de cas sur son territoire, une interdiction de l'importation de bovins et de produits connexes était en vigueur par précaution. En vertu de la législation chinoise, les activités d'inspection et de quarantaine ne pouvaient avoir lieu qu'au terme de la levée de l'interdiction relative à l'ESB par certains États membres de l'UE. Depuis 2010, l'OIE avait publié des rapports selon lesquels certains États membres de l'UE (Espagne, France, Portugal, Royaume-Uni, etc.) étaient toujours aux prises avec l'ESB, et la Chine a noté qu'ils n'avaient pas demandé la levée de l'interdiction. Des échanges techniques, notamment un séminaire sur l'ESB organisé conjointement avec l'Union européenne, et l'affectation d'un spécialiste devant participer à la formation sur la prévention de l'ESB, avaient eu lieu. En mars 2012, les exportations de viande bovine avaient été abordées lors du septième sommet Chine-UE. Les experts des deux parties n'étaient pas parvenus à un consensus, mais une équipe d'experts mixte avait été créée avec les membres concernés en vue de régler les problèmes techniques.

2.266. La Corée a noté la préoccupation de l'Union européenne et a fait valoir que son gouvernement analysait les risques associés aux importations de viande bovine provenant de certains États membres de l'UE. La Corée attendait les réponses aux questionnaires afin de mettre en œuvre rapidement la procédure d'analyse des risques à l'importation, tout en poursuivant une concertation étroite avec les Membres à ce sujet.

2.267. En mars 2014, l'Union européenne a une fois encore souligné l'importance de cette préoccupation. Des restrictions au commerce injustifiables étaient encore en vigueur en raison de l'ESB dans plusieurs États Membres, bien que les normes de l'OIE relatives au commerce sûr existaient depuis plus de dix ans. L'Union européenne a exhorté la Chine à fonder ses mesures sur les normes de l'OIE et à lever l'interdiction frappant le bœuf en provenance de son territoire. Elle se félicitait des travaux menés actuellement par la Corée et a instamment invité cette dernière à traiter rapidement toutes ses demandes. Les efforts menés par l'Australie et les États-Unis en vue d'aligner leurs conditions d'importation relatives à l'ESB sur les normes de l'OIE étaient appréciés mais devaient s'achever sans délai pour que le commerce puisse maintenant reprendre. L'Australie devrait passer de l'admissibilité déjà accordée à certains États membres de l'UE à des échanges réels en établissant toutes les étapes intermédiaires nécessaires, y compris la délivrance des certificats de santé. L'Union européenne espérait bien que des résultats tangibles seraient obtenus dans un avenir proche.

2.268. La Chine a noté que l'ESB avait une longue période de latence, comme elle l'avait précédemment expliqué.

2.269. La Corée a indiqué que ses autorités avaient procédé à une analyse des risques associés aux importations de viande bovine provenant de certains États membres de l'UE. Elle attendait les réponses aux questionnaires afin de mettre rapidement en œuvre la procédure d'analyse des risques. La Corée poursuivait une concertation étroite avec les Membres concernés à ce sujet.

2.270. En juillet 2014, une fois encore, l'Union européenne a rappelé cette préoccupation. Elle a salué la récente ouverture de la Chine autorisant les importations de bétail vivant en provenance d'un État membre de l'UE ainsi que l'annonce de la levée de l'interdiction frappant la viande de bovins âgés de moins de 12 mois en provenance d'un autre État membre, bien que cela intervienne seulement à la suite d'une longue procédure d'autorisation. Par conséquent, l'Union européenne a demandé à la Chine de faire aboutir rapidement toutes les demandes de l'UE qui étaient en suspens, depuis 2005 pour certaines d'entre elles, et de renforcer la transparence concernant les procédures nécessaires à la levée de l'interdiction et l'analyse des risques la justifiant. L'Union européenne s'est félicitée de l'entrée en vigueur récente du règlement américain sur l'ESB, mais a prié instamment les États-Unis de finaliser sans plus tarder les procédures d'évaluation qui permettraient un commerce réel. L'Union européenne a indiqué que la mise en conformité des conditions d'importation australiennes concernant l'ESB avec les normes de l'OIE

n'était pas encore satisfaisante et a demandé à l'Australie de finaliser rapidement ses procédures en vue d'un accès effectif aux marchés.

2.271. La Chine a expliqué qu'en raison de son statut de pays à risque d'ESB négligeable, reconnu par l'OIE en 2014, elle avait adopté une attitude prudente concernant les mesures en matière d'ESB. Elle avait organisé des évaluations des risques d'ESB par des groupes d'experts et communiqué des questionnaires aux pays demandeurs. Dans le cas des pays exempts d'ESB, comme la Hongrie et la Lettonie, les procédures d'accès de la viande de bœuf avaient été engagées, tandis que pour les pays à risque comme la France, l'Irlande et les Pays-Bas, des échanges techniques et des consultations se poursuivaient. Les réponses aux questionnaires seraient examinées et les mesures révisées en conséquence.

2.272. En octobre 2014, l'Union européenne a réaffirmé l'importance de ce problème et a demandé instamment à tous les Membres de mettre leurs prescriptions en matière d'ESB en conformité avec les normes de l'OIE. L'Union européenne a salué le nombre croissant de Membres de l'OMC qui reconnaissaient le système de contrôle de l'UE et les statuts de risque négligeable ou de risque maîtrisé des États membres de l'UE. Elle a exhorté la Chine, les États-Unis et l'Australie à aligner pleinement leurs prescriptions en matière d'ESB sur les prescriptions de l'OIE, et à accélérer leurs processus d'approbation des produits d'origine bovine et des produits à base de viande bovine en provenance de l'Union européenne. De plus, la récente levée par la Chine de son interdiction frappant les importations de bétail vivant en provenance d'un État membre de l'UE ne faisait qu'indiquer qu'elle différenciait des situations identiques ou similaires constatées dans plusieurs États membres de l'UE au regard de l'ESB. L'Union européenne a accueilli avec satisfaction la récente levée par l'Arabie saoudite des restrictions visant les importations de viande de bœuf en provenance de l'Union européenne. Elle a exprimé pour la première fois des préoccupations similaires au sujet des restrictions appliquées par la Turquie aux importations de viande de bœuf en provenance de l'Union européenne. Elle avait identifié en particulier des prescriptions en matière d'essais qui étaient injustifiables et trop restrictives pour le commerce. Elle a déclaré être disposée à continuer de collaborer étroitement avec la Turquie afin d'éviter les incompatibilités et de trouver une solution rapide, globale et pratique.

2.273. La Turquie a répondu que ses prescriptions applicables aux importations de bovins étaient conformes aux règles internationales et qu'il n'y avait pas de restrictions injustifiées visant les importations de viande de bœuf en provenance de l'Union européenne. Les importations en provenance d'États membres de l'UE présentant un risque négligeable au regard de l'ESB étaient autorisées.

2.274. La Chine a expliqué qu'elle avait adopté une approche prudente en matière de mesures relatives à l'ESB pour protéger la santé publique et la sécurité sanitaire des produits alimentaires. En 2014, d'après les statistiques de l'OIE, deux cas d'ESB s'étaient déclarés en Allemagne et un en Roumanie, ce qui avait soulevé des doutes quant au fait que le risque d'ESB soit maîtrisé dans la région. La Chine avait procédé à des échanges techniques avec l'Union européenne et ses États membres pour résoudre les questions techniques pertinentes. Étant donné que les États membres de l'UE n'avaient pas tous le même statut, s'agissant du risque d'ESB, et que leurs niveaux de prévention et de contrôle n'étaient pas pleinement harmonisés, la Chine avait effectué des évaluations des risques séparées. Elle avait récemment levé l'interdiction frappant la viande de veau en provenance des Pays-Bas et avait accéléré ses procédures d'autorisation d'accès. S'agissant des pays exempts d'ESB, elle avait accéléré les procédures d'accès de la viande de bœuf pertinentes en signant un protocole avec la Lettonie et en convenant d'un projet de protocole avec la Hongrie. Elle s'est dite disposée à intensifier les échanges techniques avec l'Union européenne afin de résoudre cette question.

2.275. L'Arabie saoudite a remercié l'Union européenne pour ses observations et sa coopération, et a souligné qu'elle n'hésiterait pas à faciliter les échanges avec les Membres.

---